SPÉCIAL 16 PAGES

L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés, UNISSEZ-VOUS !

I F Boite Postale 134, Paris-20e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

1re ANNEE
JEUDI 19 JUIN 1969
N° 17

F. N. L. vainqueur !

Les Yankees en pleine débâcle...

Le peuple héroïque du Vietnam, que les colonialistes français ont essayés d'asservir pendant plus d'un siècle, au temps du « Grand Empire Français » sait que « le pouvoir est au bout du fusil ». Il s'est donné dès 1945, par « La Révolution d'août », une patrie socialiste, la République Démocratique du Vietnam, que les généraux français de l'époque se vantaient de « gober comme une mouche ». Les généraux sont à la poubelle de l'histoire, mais pas la R.D.V...

Vingt-cinq ans plus tard, toujours avec le président Ho Chi-minh comme guide vénéré, le peuple vietnamien, lui, a construit au nord du 17e parallèle un puissant pays socialiste sous la direction du Parti des Travailleurs du Vietnam, et a créé depuis sept ans, au sud de cette démarcation militaire provisoire du 17e un immense maquis dirigé par le prestigieux Front National de Libération du Sud-Vietnam. Un maquis victorieux de plus de 700 000 agresseurs impérialistes américains, satellites et fantoches, qui sont désormais repliés peureusement dans leurs bases, constamment attaqués par l'Armée de Libération.

Voilà le contexte national dans lequel le F.N.L. a annoncé, par un congrès du peuple tenu du 6 au 8 juin, la création du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud-Vietnam, création « de jure » d'un pouvoir politique existant « de facto » depuis longtemps.

Cet acte politique fait suite au renforcement continu des zones libérées (4/5 du territoire, au moins) et, plus précisément, à la création (depuis les victoires de l'offensive du « Têt », février 1968), des multiples comités révolutionnaires locaux, partout et jusque dans Saigon même. Il s'agit donc de l'étape précédant l'ultime victoire politique, avant la phase de réunification de la patrie vietnamienne : la prise du pouvoir central par l'écroulement des marionnettes sanguinaires de Saigon et le départ de leurs maîtres en la matière, les impérialistes américains.

*
**

Les américains ont le choix entre la défaite ou la déroute. En 1954, dans ce même pays, l'armée coloniale française ne sut pas s'arrêter à la défaite ; elle eut la déroute de Dien Bien Phu.

(suite page 16)

POMPIDOU le « mal élu »
ne représente pas les travailleurs mais les banques

Une seule voie : l'action révolutionnaire !

A chaque cirque électoral, le parlementarisme se discrédite un peu plus aux yeux des masses. Cette fois il a pris un coup sérieux. Pompidou est élu, mais avec les voix d'un tiers seulement de la population ; si l'on compte les travailleurs immigrés, les jeunes qui n'ont pas le droit de vote, cela fait à peine un quart de la population. Quant au P. « C. » F., son abstention apparente cache une participation réelle. Dans la logique d'aplatissement devant la S.F.I.O., il aurait dû « tout faire pour faire échec au gaullisme ». Or il a préféré suivre les conseils des révisionnistes d'Union-Soviétique et laisser passer Pompidou. Mais le P. « C. » F. n'entend pas renouveler cette expérience du boycott et le voilà déjà qui intrigue avec la social démocratie en vue de nouvelles alliances.

Même si elle n'est qu'une forme de participation déguisée, l'abstention forcée du P. « C. » F. est le signe de l'échec complet de sa politique. Le P. « C. » F. aura un peu plus de mal la prochaine fois à ramener les masses qu'il influence dans la voie des compromis électoraux.

Les marxistes-léninistes sauront exploiter cette situation pour ouvrir les yeux des masses sur la vraie nature du P. « C. » F. car seuls les marxistes-léninistes ont, avant le premier tour, dans l'Humanité Rouge, appelé à boycotter le cirque électoral des élections présidentielles.

Après le référendum du 27 avril, certains ont pu croire le P. « C. » F. qui criait à la victoire. De Gaulle s'en allait, il n'y avait donc plus d'obstacles à ce que se réalise la « démocratie avancée » si l'on faisait « l'unité de la gauche ». Pour cela, le P. « C. » F. n'a rien ménagé, depuis deux mois plus que jamais il a interdit aux masses toute autre forme de lutte de classe que la préparation des élections. Ce fut le cas tout particulièrement pour le 1er mai où, sous prétexte d'éviter « les provocations gauchistes qui font le jeu du pouvoir », il interdit aux masses de manifester dans la rue. Les manifestations n'ont pas eu lieu, Pompidou est élu.

Rien n'a changé et rien ne pourra jamais changer avec les formes de « lutte » qu'impose le P. « C. » F. à la classe ouvrière. Lénine disait que la bourgeoisie par les élections donnait tous les cinq ans au peuple le choix de décider qui l'exploiterait pour les cinq années à venir. Les élections ne servent qu'à cela : donner aux masses l'illusion qu'elles peuvent **choisir** par le vote. Mais le véritable choix pour les masses se pose ainsi : ou bien se soumettre à la dictature de la bourgeoisie ou bien imposer aux exploiteurs la dictature du prolétariat. Mais ce choix, jamais aucun parlement bourgeois ne le mettra aux voix. Pour survivre le plus longtemps possible, la bourgeoisie utilise son moyen favori, la duperie parlementaire. Mais que demain son pouvoir chancelle sous les coups des luttes révolutionnaires, elle utilisera la violence armée contre le peuple. Cela est inévitable. Jamais les capitalistes n'abandonneront le pouvoir sous la pression des bulletins de vote. Pour le prendre, le peuple devra inévitablement utiliser la violence révolutionnaire. C'est la tâche fondamentale du parti révolutionnaire d'éduquer, d'organiser, de préparer la classe ouvrière et ses alliés à mener victorieusement ce combat. Au lieu de cela que fait le P. « C. » F. ? Il canalise les luttes de classe dans la voie parlementaire ; il s'efforce, comme en mai 68, d'empêcher la fusion des ouvriers et des étudiants révolutionnaires ; il livre à la police les militants d'avant-garde quand il ne cherche pas à les liquider physiquement, comme il a essayé de le faire récemment avec Raymond Casas.

A l'unité de la classe ouvrière à la base et dans l'action contre le capitalisme, il substitue l'unité de la gauche, c'est-à-dire un cartel d'organisations bourgeoises, des alliances au sommet sur le dos des travailleurs.

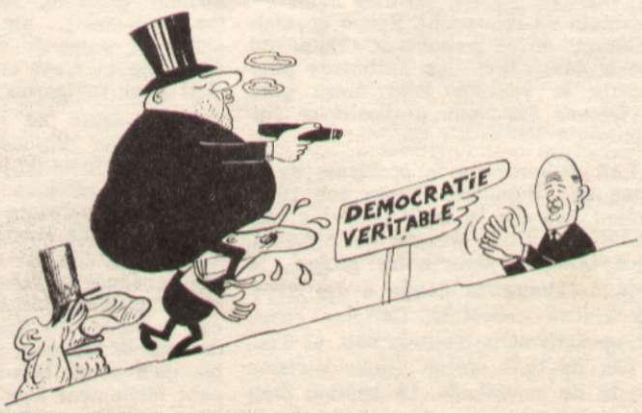
Le cirque électoral a eu au moins cet avantage d'éclairer crûment le visage de la gauche. La S.F.I.O., dans l'espoir de revenir au gouvernement, dont elle est exclue depuis des années, n'a pas hésité à créer une candidature de diversion pour donner le maximum de chances à Poher. Si cela avait été le cas on aurait vu à coup sûr des Deferre, Mendès et autres Billères ministres. La S.F.I.O. parle d'unité de la gauche quand elle cherche une clientèle électorale pour se hisser au gouvernement, mais quand elle entrevoit la possibilité d'y parvenir par d'autres combines plus rapides, elle rompt l'unité. C'est normal : la S.F.I.O. est un groupuscule bourgeois, elle ne représente rien d'autre que les intérêts de la bourgeoisie. Et on ne s'allie pas avec la bourgeoisie à moins d'être soi-même une force bourgeoise. Et c'est précisément ce qu'est devenu le P. « C. » F. Il vient d'en donner une preuve de plus dans cette sinistre mascarade des présidentielles. Depuis 11 ans, il répétait : « l'ennemi, c'est de Gaulle ; la solution : la démocratie véritable ; le moyen pour y arriver : l'unité de la gauche ». De Gaulle est parti, Pompidou reste, le bilan de l'unité de la gauche est nul, mais le P. « C. » F. n'y renonce pas. Quel beau succès ! Voilà le résultat concret de onze années de luttes parlementaires. Vraiment, le P. « C. » F. a bien servi la bourgeoisie.

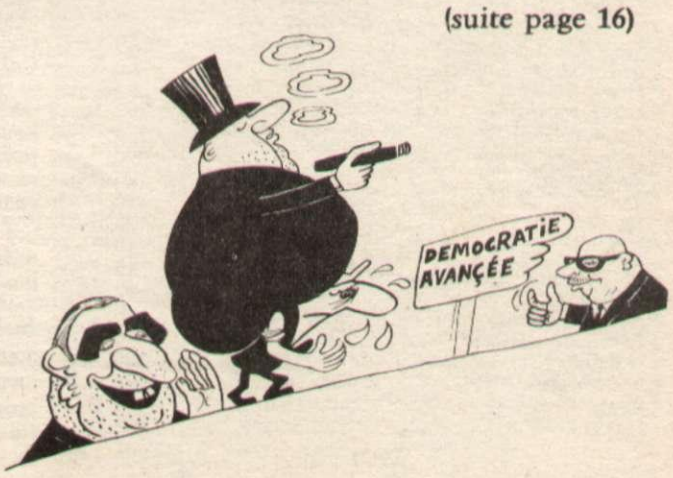
Comme nous l'avons toujours dit, le non au référendum ne s'est pas transformé en une victoire des travailleurs, c'est la mise au rencart par la bourgeoisie elle-même d'un de Gaulle usé, inutilisable depuis mai 68 et la crise monétaire.

Depuis 11 ans, le gaullisme a essayé de consolider l'impérialisme français sérieusement menacé. Mais un à un ses moyens de défense ont échoué.

Il fallait faire du franc une monnaie forte : la crise de novembre est le signe annonciateur de l'inexorable chute du franc. Dans cette situation, le seul recours était de pressurer davantage le peuple. De tous les pays avancés d'Europe Occidentale, la France, en 1968, arrivait en tête par la longueur de la journée

(suite page 16)





Une semaine de luttes

EN FRANCE

PROLONGEMENT DES GREVES

- *VITHO A SAINT-OUEN :* Les travailleurs poursuivent leur grève depuis le 30 mai. La direction envoie une lettre d'intimidation qui porte atteinte au droit de grève, à 123 d'entre eux (voir article).
- *S.E.C.I. A PARIS :* Les ouvriers du bâtiment sont en grève depuis le 4 juin pour leurs salaires.
- *SALPA,* usine de matière plastique à *LANGEAC (Haute-Loire) ;* 350 ouvriers sont en grève pour l'augmentation des salaires, depuis le 4 juin.
- *INSTITUT NATIONAL D'ASTRONOMIE ET GEOPHYSIQUE :* La grève se poursuit depuis 1 mois pour la sécurité de l'emploi. La grève est totale depuis mardi, l'ensemble du personnel ayant rejoint les « contractuels » dans la lutte (voir article).

LUNDI 9

- *DUCELLIER A GROSMENIL (Haute-Loire) :* Débrayage contre la répression patronale qui veut licencier 9 militants ouvriers. Débrayages également aux usines d'Issoire, de Fondary, très largement suivis.
- *LYCEE JOSEPH-ANGLADE A LEZIGNAN (Aude) :* Les parents d'élèves ont lancés un mot d'ordre de grève très largement suivi depuis une dizanie de jours. Grève contre la « carte scolaire » qui prévoit la suppression des classes de 2e cycle (seconde, première terminale). Cette réforme bourgeoise obligerait les lycéens à faire 22 km pour aller au lycée de Narbonne.

MARDI 10

- *AIR EQUIPEMENT A ASNIERES* (Ateliers prototypes) : Débrayage pour les revendications.
- *LA BELLE JARDINIERE DE DOUAI ET DE FLINES :* Les ouvrières poursuivent leurs débrayages pour leurs revendications.
- *C.E.T. DE SAINT-DENIS :* Les enseignants des cours de perfectionnement protestent contre le blocage de leurs salaires et le retard de leur paiement.
- *ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE D'AMIENS :* Les élèves ont rendu leur copie blanche dans l'épreuve à option des « cas de synthèse », pour protester contre le sujet proposé. Les élèves de première et de deuxième se sont mis en grève pour les soutenir.

MERCREDI 11

- *TUB-MENAGER, LAMILUX, ESCALUX DANS LA VIENNE :* Plus de 600 ouvriers sont en grève illimitée pour leurs revendications.
- *LOCKHEED D.B.A. A IVRY :* Débrayage de soutien aux travailleurs en lutte aux usines de Grosménil, Issoire, Fondary contre la répression patronale.
- *TRI POSTAL DU MANS :* Grève du personnel du transbordement et du tri.
- *PEUGEOT A SOCHAUX :* 15 000 ouvriers et employés débrayent 2 heures pour commémorer le 1er anniversaire de la mort par balle des 2 ouvriers, Pierre Bayot et Henri Blanchet, victimes de la répression policière de mai-juin 1968.

JEUDI 12

- *CARBONE-LORAINE A EPINOUZE (Drôme) :* Les mensuels rejoignent les 365 ouvriers en grève depuis le 2 juin pour leurs salaires. Les grévistes manifestent sur la R.N. 7 à Saint-Rambert d'Ablon.
- *AIR EQUIPEMENT A BLOIS :* Débrayage de solidarité avec les travailleurs de Ducellier à Grosménil contre les sanctions de la direction.
- *GIROSTEEL AU BOURGET :* Grève avec occupation d'usine contre le licenciement de 4 ouvriers.
- *ALSTOM A PARIS-16e :* Les travailleurs du siège social se mettent en grève pour leur salaires.
- *RANGER,* usine de meubles à *MONTMORILLON (Vienne) :* 450 ouvriers horaires sont en grève pour leur classification et leurs salaires.
- *CENTRE POUR ENFANTS INADAPTES (Près de Nice) :* Le personnel des trois centres des Alpes-Maritimes se met en grève avec occupation des locaux.

VENDREDI 13

- *RICHARD CONTINENTAL,* usines de matériel de travaux publics à *PARIS, NANTES, NANCY, TOULOUSE.* Débrayage du personnel pour les salaires.
- *SUEUR ET FILS* (filature et tissage) de *DOULLENS (Somme) :* Grève pour l'augmentation des salaires. Piquets de grève à l'entrée de l'usine.
- *USINOR A THIONVILLE :* Les ouvriers des hauts fourneaux sont en grève, un des deux hauts fourneaux est arrêté. Les travailleurs sont en lutte pour la parité des salaires avec leurs camarades d'Usinor-Dunkerque, soit 0,90 F de l'heure et 24 jours effectifs de congés payés.
- *TRAMINOTS DE STRASBOURG :* Depuis trois mois les travailleurs ont participés à de nombreux débrayages pour leurs revendications. Devant les réponses négatives de la direction, les travailleurs décident la grève illimitée avec occupation des voitures et des bureaux. Les forces de répression interviennent et blessent 3 traminots dont un reste hospitalisé.
- *GARE DU NORD A PARIS :* Manifestation pour commémorer le 1er anniversaire de la mort du jeune lycéen marxiste-léniniste, Gilles Tautin, assassiné à Flins par les forces de répression de l'Etat bourgeois.

BASTIONS SOCIALISTES

- *ALBANIE :* les ouvriers ont accompli avec succès les objectifs de la production industrielle pour les cinq premiers mois de 1969.
  Le « zériipopulit » stigmatise la conférence anti-communiste de Moscou.
- *CHINE.* — Lundi 9 : note de protestations de la Chine contre les provocations frontalières soviétiques.
  La Chine accepte une réunion sino-soviétique pour régler les problèmes de navigation frontalière.
  Mardi 10 : Provocation grave des révisionnistes soviétiques à la frontière du Sin-Kiang.

ZONE DES TEMPETES

- *VIET-NAM :* Plus de 100 objectifs militaires U.S. bombardés, 1 avion espion abattu au-dessus de la R.D.V. Les américains évacuent la colline Hamburger qui leur avait coûté 800 tués.
  Mercredi 11 : formation du gouvernement révolutionnaire provisoire (voir page 1). Le F.N.L. intensifie les combats notamment à Tay-Ninh.
- *THAILANDE :* la radio « La voix du peuple thailandais » communique un bilan victorieux de luttes pour le 1er trimestre ; 10 000 ouvriers ont participé à des grèves, 12 000 paysans sont entré en lutte contre les saisies arbitraires et 6 000 étudiants ont manifesté à plusieurs occasions. Nombreuses victoire de l'Armée populaire de Libération pendant le mois de mai.
- *PALESTINE :* un poste avancé israélien à Oumnakla a été détruit par les combattants palestiniens, un autre camp militaire israélien a été bombardé. Sur la route menant à Dar Abon Hachim, un véhicule isréalien a sauté sur une mine. A Khirbet Jarbas, les combattants palestinens tendent une embuscade aux troupes israéliennes.
- *INDE :* depuis 5 mois, les paysans de Telangana (Etat d'Andhra Pradesh) persistent dans leur lutte armée avec à leur tête les communistes révolutionnaires. Manifestations et grèves à Hyderabad, Warangel, Secunderabad et Medak. Manifestation à Calcutta d'ouvriers et d'étudiants contre le meurtre d'étudiants par la police avec l'appui des révisionnistes.
- *MOZAMBIQUE* : les forces armées patriotiques du Mozambique ont tué plus de 70 soldats colonialistes portugais, en ont blessé 34 au cours de plusieurs opérations et détruit 17 véhicules militaires ennemis. Ils ont détruit un poste ennemi à Mareve et ont saisi plus de 200 armes.
- *GUINEE-BISSAU :* les forces armées patriotiques de Guinée-Bissau ont mis hors de combat 97 soldats coloniaux portugais au cours des derniers combats.
- *VENEZUELA :* des guerilleros attaquent 2 positions dans l'Etat de Faleon.

- *CHILI :* la police occupe l'université de Conception et arrête 36 étudiants, après une action des étudiants contre un journal réactionnaire.
- *COLOMBIE :* 2 000 élèves occupent le lycée Bolivar de Cartagena et résistent à la police.
- *URUGUAY :* les grévistes de l'industrie frigorifique affrontent la police, les étudiants organisent la solidarité, 70 000 employés municipaux luttent pour une augmentation de salaires, grève générale de 500 000 travailleurs.
- *BRESIL :* 150 étudiants attaquent à Rio-de-Janeiro la bibliothèque U.S.
- *MEXIQUE* : 1 élève est tué par un bus, des pressions sont exercées sur le père pour qu'il accepte une « indemnité », les étudiants ripostent et s'opposent aux « granaderos » (C.R.S. mexicains).
- *HONDURAS* : les instituteurs de Tegucigalpa en grève, ont pris d'assaut le ministère de l'Education nationale avec les étudiants.
- *NICARAGUA :* des centaines d'étudiants manifestent contre la répression.
- *ADEN :* manifestation de masse contre l'impérialisme U.S. et le sionisme et de soutien aux combattants palestiniens.
- *TURQUIE :* les étudiants en lutte contre le système d'enseignement décadent résiste à la police, 1 étudiant a été assassiné, 1 policier tué, l'armée encercle l'université d'Istambul.
  Des milliers d'étudiants à Ankara attaquent des locaux militaires turco-américains.
- *AFGANISTHAN :* manifestations étudiantes et lycéennes à Kaboul.
- *CONGO KINSHASHA :* les étudiants de l'université de Louanium ont manifesté contre le fantoche Mobutu, la police a tué une dizaine d'étudiants et on ont arrêté 400. Une grève a été déclenchée. Le fantoche Mobutu interdit les organisations étudiantes et la répression anti-étudiante s'accentue (notamment fermeture des universités de Kisangani et Lubumbashi).
- *AZANIE (Afrique du Sud) :* arrestation par les autorités fascistes d'un reporter d'origine africaine accusé de « terrorisme » et accusé d'être en relation avec le Congrès national africain.
- *SENEGAL :* proclamation de l'état d'urgence face à la situation (grèves des étudiants et des employés des banques). Le mot d'ordre de grève générale est annulé.

PAYS CAPITALISTES

- *JAPON :* 37 000 ouvriers des bases militaires d'Okinawa ont déclenché une grève de 24 heures pour une augmentation de salaires et se sont opposés aux soldats U.S. Soutien massif des étudiants et ouvriers de l'île. Manifestation de 13 000 étudiants et ouvriers à Ito contre une réunion d'un organisme aux ordres de l'impérialisme U.S.
- *ESPAGNE :* 6 prêtres catalans enfermés dans un séminaire font la grève de la faim pour protester contre la collusion de la hiérarchie catholique et du régime franquiste et contre l'arrestation de 5 prêtres basques condamnés à des peines de 10 à 12 ans de prison par le régime franquiste pour s'y être opposé.
- *ALLEMAGNE :* 5 000 étudiants progressistes attaquent le Parlement de Kiel pour protester contre le projet de réforme universitaire ; à Hanovre, les étudiants manifestent contre la hausse des prix des transports ; à Francfort, des étudiants progressistes manifestent contre une conférence de l'ambassadeur d'Israël. Après les manifestations étudiantes contre l'augmentation des prix des transports, grève des transports publics à Hanovre pour protester contre cette augmentation. Un millier d'étudiants et lycéens progressistes manifestent à Gœttingen contre le président Luebke et le ministre de la Recherche scientifique, les étudiants se sont opposés à la police. Le ministre des Réfugiés déclare que la Silésie demeure terre allemande et repousse toute reconnaissance de la frontière Oder-Neisse.
- *ITALIE :* dans le cadre du grand essor des luttes de masse, grève pour l'augmentation des salaires, des professeurs. Les psychiatres des hôpitaux ont fait grève pendant 48 heures. Grèves et manifestations se développent : A Palerme, grève des employés de la Compagnie du Gaz et de la Société des Transports en commun, manifestation de 30 000 ouvriers des chantiers navals contre les menaces de licenciements ; à Trieste, deuxième semaine d'occupation des chantiers navals pour la garantie de l'emploi ; à Asti (Piémont), manifestation de vignerons contre le retard du paiement d'indemnités de mauvais temps ; à Venise, le grand canal bloqué par les canots des ouvriers de la Société des Transports en Commun ; le personnel des Centres nucléaires décide la grève ainsi que les services d'hygiène et vétérinaires des ports, aéroports et postes-frontières pour l'augmentation des salaires, à Milan, manifestation de 1 000 étudiants contre la répression.
  Débrayages dans le textile, biochimie (Nouare), chantiers navals de la Spezia. A Palerme, manifestation des grévistes des hôpitaux. Grève générale des ouvriers agricoles dans les Pouilles et à l'échelon national pour la sécurité de l'emploi et l'augmentation des salaires (1,5 million d'ouvriers) ; grève générale nationale de 48 heures des ouvriers des fabriques de papier ; grève des greffiers de tribunaux ; 8 000 étudiants manifestent à Milan et partout en Italie contre la répression, les étudiants étaient appuyés par des professeurs et 200 étudiants de l'université catholique ; grèves tournantes chez Fiat aboutissent à la satisfaction de quelques revendications.
- *GRECE :* multiplication des contrats de « coopération » entre la France et le gouvernement fasciste grec et entre l'U.R.S.S. révisionniste et ce même gouvernement.
  Arrestation de Alecos Panagoulis (sur dénonciation) après son évasion dans la nuit du 5 au 6 mai ; explosion à Athènes contre des bureaux d'information anglais et américain
- *SUEDE :* manifestation à Stockholm contre la junte fasciste d'Athènes et la présence d'un représentant du gouvernement grec à la conférence européenne des ministres des Transports.
- *PAYS-BAS :* des artistes occupent le musée « Rijkos-museum » d'Amsterdam, pour protester contre la politique culturelle du gouvernement. Début du procès de 43 étudiants ayant pris part à la récente occupation de l'université de Naadgenhuis. 3 000 étudiants manifestent à Amsterdam contre la condamnation de vingt de leurs camarades ; ils se sont défendus contre la police et ont construit des barricades, 10 policiers ont été blessés.
- *U.S.A. :* un groupe d'enquêteurs américains au Viêt-nam dénonce l'emploi de la torture.
  Série de grèves ouvrières depuis le 8 juin, notamment pour 10 000 ouvriers de la « Bell Helicopter Company » au Texas (armement pour le Viêt-nam) pour la sécurité de l'emploi ; Etat de New York, 2 300 ouvriers de l'usine « Bell aerosystems » (roquettes) sont en grève ; près de Washington, 4 000 charpentiers sont en grève depuis le 1er mai ; depuis mai, 110 000 ouvriers du bâtiment sont en grève dans 12 Etats, et 36 000 ouvriers de la « General Motors ».
  Une organisation noire demande 6 milliards de « réparations » aux banquiers.

PAYS SOUS DOMINATION REVISIONNISTE

- Toute la semaine est marquée par la conférence anti-communiste et anti-Chinoise de Moscou, les contradictions entre les divers révisionnistes s'accentent, notamment à propos de la théorie révisionniste du polycentrisme (Italie, Roumanie, Grande-Bretagne...) pour le P. « C. » de l'U.R.S.S. (voir H.R. numéro 16).

LE CAP DES 2 MILLIONS DEPASSE

Total des listes précédentes		17 752 F,80
C.D.H.R. 15e	Paris	100 F,00
J.-P. P.	Paris	10 F —
C.D.H.R.	Marseille	55 F —
P.	Orléans	60 F —
C. R.	Reims	60 F —
Groupe H.R.	Lyon	80 F —
Groupe H.R.	Lyon	750 F —
Groupe H.R.	Lyon-La Doua	145 F —
Personnel Orsay	Orsay	500 F —
Anonyme	Valence	20 F —
V. C.	St-Sauveur	10 F —
H. C.	Poitiers	25 F —
B. J.	Vincennes	10 F —
V.	Salon de Provence	10 F —
B. C.	Paris-17e	92 F —
B. E.	Paris-12e	500 F —
Anonyme	Toulouse	9 F —
C.D.H.R.	Aix-en-Provence	100 F —
Anonyme	Côtes-du-Nord	300 F —
P.-M. R.	Inoudem	20 F —
C.D.H.R.	Toulouse	230 F —
Total général		20 838 F,80

PROCHAIN OBJECTIF 3 MILLIONS, POUR UN 12 PAGES PERMANENT

La bataille pour la défense de l'Humanité Rouge, est une bataille politique, bataille politique dirigée contre la bourgeoisie et ses complices, les dirigeants révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. Dans un de ses derniers numéros, la rédaction de l'Humanité Rouge appelait les militants et les lecteurs de l'Humanité Rouge à développer des initiatives pour remporter la victoire. Pour notre part, nous faisons les deux propositions suivantes :

1 .Tout d'abord que le problème de la défense de l'Humanité Rouge soit régulièrement mis sur le tapis dans les réunions de travail des groupes de diffusion. **Jusqu'à présent, dans notre groupe, le soutien à l'Humanité Rouge a été développé à titre individuel. Certains camarades souscrivaient, d'autres peu, et d'autres pas du tout, c'était l'individualisme au poste de commande. Le soutien était laissé à l'appréciation subjective de chacun des camarades. Le problème a été mis à l'ordre du jour, et nous avons pris cette tâche fermement en main, et pris un certain nombre de décisions (versement mensuel, soutien actif pendant les vacances), etc. Désormais, nous avons un point de vue unifié face à ce problème et c'est un atout politique décisif pour remporter la victoire.**

2. Au cours de la discussion où le trésorier fut critiqué pour ne pas avoir assumé sa fonction politique de trésorier, **nous nous sommes mis d'accord sur la proposition suivante : il existe un certain nombre de camarades et lecteurs qui sont soit étudiants, soit lycéens, ils vont par conséquent disposer de beaucoup de temps pendant les trois mois de vacances à venir. Au lieu de rester oisif et de tourner en rond, cet été, il nous semble qu'il serait bon qu'ils travaillent (on peut facilement être engagé comme vendeur sur un marché, ou trouver un travail de remplacement occasionnel) un ou deux mois, ou plus encore, et que selon leurs conditions matérielles, ils versent l'intégralité, ou une partie de leur salaire à Humanité Rouge de façon à ce qu'à la rentrée, le journal n'ait plus 8 pages mais 12 ou 16. Cette proposition semble très difficilement réalisable pour des camarades travailleurs, mais les camarades et lecteurs étudiants et lycéens doivent en discuter sérieusement en réunion pour qu'elle ne reste pas un vœux pieux mais devienne une réalité.**

En effet, il nous semble inconcevable, pour des marxistes-léninistes, que des problèmes financiers interdisent plus longtemps à notre presse de faire paraître de nombreux articles d'un intérêt capital.

C.D.H.R. Noisy-le-Sec
(Région Est de Paris).

C.O.D.E.R. A MARSEILLE :

GRÈVE SAUVAGE - GRÈVE SABOTÉE et GREVE VICTORIEUSE

C.O.D.E.R. est une entreprise moyenne de la métallurgie marseillaise. Mais comme Marseille comprend surtout de petites usines, C.O.D.E.R. avec ses 2 000 ouvriers apparaît comme une grosse boîte et ce qui s'y passe a un important retentissement. Or, en moins d'une semaine la manière dont est perçue la C.G.T. par les ouvriers va évoluer radicalement.

Mardi 3 juin à 14 heures : le premier quart des ouvriers de la chaudronnerie générale Inox (seul atelier de l'usine où le travail est réparti en deux quarts) est plus agité que d'habitude. On discute ferme à droite et à gauche et on finit par se rassembler en une sorte d'Assemblée Générale des travailleurs Cela fait trop longtemps que l'on sue des journées entières à meuler l'intérieur des citernes, par exemple, pour avoir un boni à la gueule du client. « On en a assez ; il nous faut 15 heures de boni fixe supplémentaire en plus du boni qu'on fait ». La grève illimitée est décidée.

Comme il faut agir vite et que l'on connaît les lenteurs bureaucratiques de la C.G.T., comme en plus, depuis la grève de mai-juin, on n'a qu'à moitié confiance en elle, on décide de se passer d'elle pour diffuser dès le lendemain un tract rédigé par tous les grévistes pour expliquer aux autres ouvriers leurs revendications. Dès le début, la grève sera suivie par 80 % des ouvriers du quart du soir.

Mercredi à 4 h 30 : les grévistes demandent aux travailleurs du deuxième quart de rallier le mouvement. Ceux-ci n'avaient pas beaucoup participé à l'agitation et aux discussions qui avaient précédé la grève mais tout de suite une assemblée générale des travailleurs du deuxième quart va décider, elle aussi, la grève illimitée ; elle sera suivie à 90 %. Toute la journée, les délégués F.O. et C.G.T. auront une attitude plus que tiède : « Vous vous isolez des autres ouvriers, faites confiance aux syndicats ». Ils n'osent tout de même pas poser leur éternelle pétition de remplacement. En fin d'après-midi, le patron propose quelques miettes que le syndicat conseillera d'accepter.

Jeudi 5 à 5 heures : l'assemblée générale des grévistes refuse les miettes proposées et maintient la grève. Un tract est distribué à 7 heures à l'entrée des autres ouvriers :

« On veut nous faire croire que nous sommes isolés du reste de l'usine. Mais nous savons que tous les ouvriers nous soutiennent. La victoire de notre grève est importante pour tous les ouvriers ; elle permettra à tous d'obtenir un jour qu'on supprime le boni. »

Et le climat de confiance vis-à-vis des délégués est tel que les grévistes pensent devoir ajouter en bas : « Seuls les tracts signés par les ouvriers de la chaudronnerie générale Inox sont faits par les ouvriers. Les étudiants les distribuent parce qu'on ne peut pas le faire nous-mêmes ». (Pour leurs derniers tracts, quand les grévistes auront pris plus conscience de leur force, ils les diffuseront eux-mêmes.)

L'après-midi, les premières collectes sont organisées dans les usines et les quartiers environnants par des équipes mixtes de grévistes et d'étudiants du Comité d'Action, venus les soutenir.

Une de ces équipes sera plutôt mal accueillie à la sortie de l'usine Baudoin (800 travailleurs). Le délégué C.G.T. de C.O.D.E.R. avec un groupe de militants C.G.T. de Baudoin attend les collecteurs de pied ferme et dès qu'ils arrivent, arrache le panneau appelant à la solidarité, empêche les ouvriers de prendre le tract et demande de ne pas verser d'argent. Les grévistes de C.O.D.E.R. participant à cette équipe auront le plaisir d'entendre : « Ce sont des escrocs, il n'y a pas de grève à C.O.D.E.R. » ! Cela n'empêchera pas les collecteurs de récolter plus de 230 000 anciens Francs pour la première journée.

Vendredi matin : l'assemblée générale des grévistes décide le maintien de la grève et répartit la collecte. A 10 heures, les premières négociations avec le patron commencent. Comme les syndicats ont complètement perdu la confiance des grévistes, **ce sont deux ouvriers non syndiqués, mandatés par l'assemblée générale qui mèneront les négociations.** Toutefois, comme, légalement, une négociation n'est valable que si elle est signée par un syndicat, 2 délégués syndicaux assisteront à toutes les négociations. Même si on n'a plus confiance dans les délégués, pourquoi ne pas s'en servir ?

Le même matin, les grévistes ont le plaisir de pouvoir lire dans « La Marseillaise », organe régional du P. «C.» F., ce très bel encouragement : « Le syndicat des métaux C.G.T. met en garde les travailleurs de C.O.D.E.R. ; il leur demande de ne commencer et de ne suivre aucun mouvement sans consultation de la section syndicale C.G.T. En effet, des éléments gauchistes travaillent à l'intérieur et à l'extérieur, non dans le but de parvenir à satisfaire vos revendications mais uniquement pour créer une agitation dont ils veulent se servir dans des buts politiques » (Cela s'appelle arracher des mains des syndicats gaullistes, le flambeau de l'apolitisme).

A midi, quatre tracts sont diffusés. le premier adressé par la section C.G.T. de Baudoin à ses ouvriers ; il essaye plus ou moins de se justifier d'avoir vidé les collecteurs de la veille ; il explique qu'il doit « faire respecter l'ordre et la dignité » à la porte de l'usine en chassant ces « étudiants qui ont déjà anéanti l'U.N.E.F. ».

Le deuxième tract est encore de la section C.G.T. de Baudoin, mais adressé, cette fois-ci, aux ouvriers de C.O. D.E.R.. Le thème : « Chers camarades, excusez-nous de ne pas avoir donné à votre collecte mais on vous a toujours soutenu et hier, c'étaient des étudiants ; or les étudiants..., etc., (chanson connue) .

La C.G.T. de C.O.D.E.R. diffuse ainsi dénonçant la « dangereuse aventure » de l'atelier en grève « qui s'isole » des autres ateliers ainsi que les éternels « éléments de l'extérieur ».

Enfin, les grévistes outrés de toutes les manœuvres des délégués sortent un tract-choc intitulé « Délégués de qui ? du patron ou des ouvriers ? »

A 18 h 30, les délégués des grévistes annoncent les dernières propositions du patron ; c'est la victoire quasi compète, l'euphorie générale. On reporte toutefois l'assemblée générale à lundi matin.

Samedi : la C.G.T. reprend sa grosse artillerie lourde de répression : article dans « La Marseillaise », reproduisant à peu près le tract de la C.G.T. diffusé la veille à C.O.D.E.R., communiqué de l'U.D. mettent en garde contre la collecte des grévistes.

Lundi matin, l'accord est signé. Les grévistes obtiennent 5,50 ou 11 F selon les cas comme indemnité de transport par quinzaine et une augmentation de la prime de quart : ils demandaient 0,60 F de l'heure (équivalent des 15 heures de boni fixe) : ils obtiennent 0,50 F, 0,55 F ou 0,70 F selon les catégories. A 13 heures, meeting de victoire à la sortie de l'usine où parleront un travailleur et un étudiant pour parler de leur soutien. A la C.G.T., on fait grise mine ; les délégués avaient employé tout l'éventail des moyens de répression à leur disposition pour saboter cette « grève sauvage » qui les dépassait. Ils essayeront bien de faire rentrer rapidement les ouvriers pour les empêcher de participer au meeting mais devant les grévistes, n'insisteront pas. Dernière mesquinerie, dernier échec. La victoire des grévistes ça fait peur à tous leurs ennemis et plaisir à tous leurs amis. De quel côté sont les délégués ?

La victoire des grévistes, ça fait en particulier plaisir à tous ceux, dans l'usine, qui, depuis la trahison de Grenelle ou même avant n'avaient plus d'espoir dans la C.G.T. mais n'avaient pas d'autres perspectives. Ceux-là viennent d'autres ateliers prendre contact avec les grévistes. Que faire ? Comment continuer la lutte contre le patron sans s'appuyer sur les planches pourries que sont les délégués ? Un nouveaux syndicat ? On n'en a pas la force. Redresser la C.G.T. ? C'est impossible, c'est du sommet que vient la gangrène. Alors ? Une commission ouvrière ? Un comité de base ? Pour l'instant on en discute. De toutes façons une chose est certaine :

LA LUTTE CONTINUE.

Correspondant H.R. Marseille.

LA GRÈVE CHEZ VITHO

(Saint-Ouen)

Depuis le 30 mai, les 132 travailleurs de la fabrique de yaourts Vitho à Saint-Ouen sont en grève illimitée pour leurs revendications.

Le patron a essayé de nous intimider en envoyant 132 lettres de licenciement ; mais la manœuvre a échoué : pas un travailleur n'a cédé au chantage, par un ouvrier n'a repris le travail.

Qu'est-ce que Vitho ?

Chambourcy, Yoplait, Vitho, Danone, Fermiers Réunis, c'est la même bande, mêmes patrons, mêmes intérêts.

— Ces yaourts que vous mangez, voilà comment ils sont fabriqués :

— Les travailleurs passent en permanence des étuves (40°) aux frigos (— 2°). Résultat : en moyenne 10 travailleurs au Sana par an.

— Pas d'aération, pas de ventilation ; *Même l'Inspecteur du Travail a dû le constater ! ! !*

— 1 homme *seul* pour décharger un camion de *12* tonnes.

— Doigts coupés à l'emboutissage des pots (pose des couvercles).

— Gardes-chiourmes pour faire accélérer la cadence « En route ! En route ». Réaction d'un travailleur : « C'est l'esclavage ! »...

— Une porte claque, un pot tombe : un jour de mise à pied.

— Une erreur d'empaquetage : trois jours de mise à pied .

— Une cantine-bidon : prix : 3,30 F. La quantité et la qualité des repas causent un arrêt de travail d'une demi-journée le 21 mai 1969.

— « Médecine du travail » : une seule visite *sérieuse* à l'embauche. Plus aucun contrôle ensuite. Pas de médecine préventive, dépistage de tuberculose inexistant.

LES SALAIRES :

A travail égal, salaire à la tête du client !

Salaire de base : *3,41 F*, les travailleurs immigrés : *11* heures de travail effectif deviennent sur la feuille de paye *10* heures à *2,68 F. Où est le S.M.I.G. ?*

« Et j'en passe... »

POUR CES RAISONS :
LA GREVE.

Les revendications :

— Augmentation de 10 centimes par heure.

— Paiement intégral des congés-maternité sur la base de 14 mois de salaire.

— Paiement intégral des indemnités pour accidents de travail.

— Revalorisation de la prime d'ancienneté à 3 %, 6 %, 9 % pour 3, 6, 9 ans d'ancienneté.

— Application au personnel féminin des 50 heures de travail maximum : samedi libre sans diminution de salaire.

— Paiement des salaires selon le travail réellement effectué et non selon la grille élastique du patron : des ouvriers qualifiés ne sont payés que 5,40 F au lieu de 6,40 F et d'autres 4,20 au lieu de 6,20.

— Le 29, les délégués (C.F.D.T.) présentent cette liste de revendications, suivie d'un appel à la grève : 87 travailleurs signent immédiatement.

Les ouvriers arrêtent le travail, s'organisent en comité de grève.

Ils adoptent une ligne offensive : l'occupation des ateliers.

La direction n'accepte de négocier que si le travail reprend ! Elle profite de la coupure du dimanche pour lock-outer les grévistes le lundi 2 juin ; 137 travailleurs, français et immigrés, hommes et femmes, refusent l'intimidation. Ils se mobilisent en permanence pour faire connaître leur lutte aux autres fabriques de yaourts et aux boîtes de Saint-Ouen et Saint-Denis.

De nombreux lycéens, étudiants et travailleurs de la région manifestent leur solidarité prolétarienne : collecte, tract régulier d'information dans les quartiers, aux portes des usines.

QUE FAIT LA C.G.T. ?

Le 3 juin, le responsable C.G.T.-Vitho écrit à ses adhérents, les chauffeurs-livreurs payés au fixe et au pourcentage (les aristocrates de la boite), leur demandant : « d'assumer la production à la place des grévistes ! ! ! ».

Le 5 juin, la C.G.T.-Alimentation de la région parisienne écrit à ses camarades *jaunes* : « Dans l'usine, des travailleurs sont en grève : cette action a été déclenchée sans consultation des travailleurs (? !), sans entente préalable avec les organisations syndicales C.G.T.-C.F.D.T. (? ? ! !) : tout cela n'est pas très sérieux (! ! !) et encore moins conforme à la démocratie syndicale (sic) : réfléchissez bien aux dix nouveaux francs de l'heure que vous touchez.

Qui n'est pas sérieux ? Les travailleurs qui réclament leur dû ou les autres ?

Les travailleurs, les lycéens, les étudiants ne s'y trompent pas, apportent avec eux un soutien matériel à ces camarades qui luttent.

Contribuez à la collecte, exprimez votre solidarité à la permanence de grève (C.F.D.T.), maison des Syndicats, rue Ambroise-Croizat, Saint-Ouen. Téléphone : MON 73-32.

Correspondant H. R.

● Dans certains cas particuliers, les militants de base de la C.F.D.T. sont d'authentiques militants ouvriers (bien souvent d'ailleurs ils sont allés à la C.F.D.T. parce qu'ils étaient écœurés par la C.G.T. révisionniste). Nous ne confondons pas ces militants avec la C.F.D.T. dont l'orientation est réformiste (N.D.L.R.).

UNE "NATIONALISATION" EN RÉGIME CAPITALISTE : LA R.A.T.P.

Les révisionnistes nous présentent les nationalisations même en régime bourgeois comme étant à l'avant-garde du progrès. Nous avons déjà vu dans le numéro 7, une explication sur l'E.D.F.-G.D.F., en voici une aujourd'hui sur la R.A.T.P.

La R.A.T.P. naquit en 1947 de la fusion de l'ex-S.T.C.R.P. qui était le réseau parisien des autobus et de la C.M.P. qui était celui du métro. Mais si à cette époque la Régie faisait figure de service public, aujourd'hui ce n'est plus le cas. Voyons des exemples.

La R.A.T.P. fait partie du Syndicat des Transports Parisiens (S.T.P.), chapeauté par les « Compagnies de cars privés » et des taxis ; ils imposèrent dès 1966 que les bus roulant dans Paris qui ne faisaient pas les services du soirs soient supprimés le dimanche, ce qui fut fait ; il y eu quelques réactions démagogiques de quelques parlementaristes qui réussirent à faire rétablir quelques lignes partiellement comme le 65 de Mairie d'Aubervilliers à la Chapelle, ou du 58 du lycée Michelet à la porte de Vanves, et bien que ces dernières roulent à un seul agent comme la plupart des autres. Ce fameux S.T.P. vient d'emporter la vente du 193 à une compagnie privée, cette ligne avait une bonne fréquence et intéressait beaucoup les magnats du transports en commun, du fait que le coin était devenu très populeux (rapport aux nouvelles constructions et à la proximité des Halles de Rungis) ; elle traversait plusieurs communes à municipalité révisionniste. Qu'ont-ils fait, ces chers « camarades » qui pourtant devaient être au courant depuis bien longtemps de la chose ? Seule, la C.G.T. organisa un débrayage qu'elle limita au seul dépôt d'Ivry où était remise cette dernière ligne, mais beaucoup de travailleurs furent découragés par ces remèdes de dernière heure et finalement cette grève fut un demi-échec. Les tristes SAVIEM, Berliet, Michelin font la loi à la Régie, puisque les transports parisiens sont une compagnie où il existe pas moins de 13 modèles différents d'autobus. Les Renault (les plus populaires à plateforme) sont en voie d'extinction.

Ensuite il y a Chausson qui se sert de la Régie pour faire ses essais tout comme Verney, dont deux lignes, 46 et 82, expérimentèrent le dernier matériel, et puis l'énorme gâchis des deux lignes à impériale. D'ailleurs, l'entretien de nouveaux matériels est assuré par ces trusts, ce qui entraîne la disparition des ateliers d'entretien, tel Championnet ; maintenant il est même question de faire nettoyer, et balayer les bus par une compagnie privée de balayage et même pour l'essence, c'est déjà la maison ELF qui vient livrer elle-même dans les dépôts, réduisant à néant le rôle du service des essences à la Régie.

Un autre gouffre à argent, c'est le « RER » (réseau express régional) au grand bonheur des requins des travaux publics (tels Montcocol, Les Grands Travaux de Marseille) qui surexploitent leurs travailleurs mis dans des conditions épouvantables sur le tronçon Nation-Etoile.

Le métro à pneu sert bien la publicité de Michelin. Décidément, MM. les capitalistes et révisionnistes, qu'elle est belle « l'autonomie » de la Régie !...

(*suite page* 4)

ENCORE UNE AFFICHE DU GROUPE ROUGE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES DU BATIMENT DE NANCY

Les patrons, les bourgeois sont des voleurs, des buveurs de sang qui n'hésitent pas à violer les lois durement arrachées par la classe ouvrière.

Exemple : Convention Collective du Bâtiment, législation du travail sont des mots creux pour Grosjean, entrepreneur, 11, rue Hermite, Nancy.

● **Un maçon demande l'application de la loi** du 30 avril 47. Cette loi dit : les jours fériés seront payés **sans perte de salaire.** Pour 1 semaine comportant 1 jour férié, les travailleurs doivent donc percevoir **les majorations des heures supplémentaire habituelles.**

● **Réactions du patron :**

1° le maçon reçoit le rappel de l'argent volé que le patron est **obligé** de rembourser.

2° le maçon reçoit sa lettre de préavis **sans motif.**

Les motifs du licenciement :

Etouffer l'affaire, intimider les travailleurs ;

Grosjean ne veut pas payer ce rappel à tous ses employés. L'enjeu en vaut la peine : les sommes dérobées s'élèvent à **plusieurs millions** (mais que fait donc l'Inspecteur du Travail ?).

● **Echec à Grosjean :**

Cette affaire doit être rendue publique :

— elle est portée devant le tribunal des Prud'hommes ;

— le groupe rouge soutient sans réserve le travailleur licencié dans sa juste lutte.

Grosjean paiera : Travailleurs, allez tous réclamer votre dû !

Les patrons volent la classe ouvrière. L'Etat, instrument de la dictature bourgeoise, permet ces vols.

A bas les oppresseurs du peuple !

Vive la dictature du prolétariat !

« Le Pouvoir est au bout du fusil », Mao Tsé-toung.

Le groupe rouge de combat des travailleurs révolutionnaires du Bâtiment, Nancy.

Remarque : après avoir publié une affiche relative à des questions de salaires éditée par les mêmes militants ouvriers, nous avions fait autocritique dans le numéro 8 du fait que le juste mot d'ordre du Président Mao « Le pouvoir est au bout du fusil » était accolé « de façon gauchiste » à cette affiche, « au stade actuel de développement de la lutte des classes en France ».

Nous restons convaincus, et c'est fondamental, que stratégiquement le pouvoir n'appartiendra au prolétariat qu'à l'issue d'une longue lutte nullement pacifique (comme le prétendent les révisionnistes). La prise du pouvoir par une classe qui en renverse une autre n'est possible que par un acte de violence révolutionnaire.

Mais, nous pensons avec Lénine et avec le Président Mao Tsé-toung, que sur le plan tactique rien n'est possible sans une préparation intense des masses. Sur ce point précis la mort de Che Guevarra s'inscrit en faux, par l'expérience et sur le plan théorique, contre ceux qui croient qu'il suffit d'une minorité agissante brandissant les fusils pour entraîner les masses jusqu'à la victoire de la révolution C'est la tâche fondamentale des marxistes-léninistes que d'éduquer constamment les masses sur la question de la prise du pouvoir par le fusil.

Par exemple, lorsque le journal « La cause du peuple », transposant dogmatiquement certains épisodes de la révolution culturelle prolétarienne chinoise, développée dans le cadre de la dictature du prolétariat, publie des appels enflammés de « Rebelles révolutionnaires du lycée Louis le Grand » à « l'insurrection lycéenne », nous considérons qu'il s'agit là de gauchisme à l'état pur, car les masses lycéennes d'une part, les masses populaires dans leur ensemble, d'autre part, n'ont nullement été préparées à cette « insurrection » (qui n'a d'ailleurs pas eu lieu, évidemment). En ce sens, lorsque nos camarades ouvriers du bâtiment de Nancy proclament que « le pouvoir est au bout du fusil », nous sommes tout à fait d'accord avec eux sur le plan stratégique, mais nous considérons que, s'ils l'entendent comme un appel immédiat c'est là commettre une erreur grave sur le plan tactique du même type que celle des lycéens.

Qu'une discussion sérieuse s'établisse sur cette question au niveau local et que nos amis et lecteurs de Nancy (et d'ailleurs) en profitent pour approfondir leur connaissance et leur assimilation de la pensée de Mao Tsé-toung !

H.R.

R.A.T.P. (suite de la page 3)

Dans son plan d'austérité, le gouvernement va réduire les subventions à la Régie. Entendons par là, va faire supporter aux travailleurs le poids du prétendu déficit de la Régie. Est-ce la paie et les conditions de travail qui grèveraient si lourdement ce budget ? Bien sûr que non, mais les syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O., Autonomes et Cie) ne dénonçent jamais l'appareil bureaucratique et de répression, et pour cause, car c'est dans ces catégories qu'ils ramassent le plus de clients. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un œil sur le résultat des élections professionnelles pour voir que ce sont les roulants qui s'abstiennent le plus. Avant le mois de mai, nos bonzes se plaisaient à nous diviser par réseau, mais au mois de mai tout est parti de la base, et la division a disparu avec le préavis.

Ceci fut encore confirmé le 11 mars par l'occupation de certains dépôts. C'est une preuve que les travailleurs de la Régie réagiront contre les manœuvres gouvernementales, patronales et révisionnistes et sauront imposer leurs justes revendications.

Correspondant H.R. de la R.A.T.P.

LETTRE D'UN PETIT VITICULTEUR

Depuis un mois, les marchés de vin sont stagnants. Les cours sont en baisse :

— 6,58 F le degré hecto au 13 février ;

— 6,47 F le degré hecto le 20 mars.

Les viticulteurs sont mécontents : la situation va en se dégradant.

La récolte de 68 s'élevait à 65 millions d'hl et le stock en propriété à cette époque était de 21 millions d'hl : il y avait donc 86 millions à vendre. Les besoins du pays s'élèvent à 70 millions par an ; il restera donc un stock de 16 millions à la fin de la campagne au 31 août 69.

Et un texte relatif à l'organisation de la campagne a été publié au *Journal Officiel* du 1er janvier : il prévoit le blocage de 15 % des volumes récoltés par les producteurs qui ont récolté 50 hl au minimum. Comme toujours, ces blocages défavorisent les petits et moyens viticulteurs.

Par ce moyen, le pouvoir retire une certaine quantité de vin du marché afin de permettre l'importation de vins étrangers.

Aussi les paysans ont menacé de relancer l'agitation ; voici la réponse de M. Boulin à leur mécontentement (20 mars) :

« Toute agitation qui prendrait prétexte d'une prétendue remise en cause de ces engagements (ceux des vins étrangers) ne serait que la manifestation d'arrières-pensées ou de la volonté d'une opération politique à la veille des élections ».

Les paysans n'ont-ils donc aucune raison d'être mécontents ?

Les augmentations :

— Les impôts : un paysan pauvre qui vit sur 3 ha de vigne a vu ses impôts augmenter de 6 % de 67 à 68 ;

— les produits principaux :

● Le cuivre, il est passé de 2,30 F le kg en 66 à 3,04 F le kg en 68, la T.V.A. sur les produits agricoles s'élevant à 6,38 %. Il y a donc eu une augmentation de 32 % en deux ans sur le cuivre.

● Le soufre : en 65, il était à 0,37 F le kg ; il est passé à 0,51 F en 68 ; l'augmentation est de 37 %.

— les assurances : en 1967 l'assurance accident était de 23 800 AF ; elle est aujourd'hui de 29 000 AF (20 % d'augmentation).

Quant à l'A.M.E.X.A. (Assurance Maladie pour les Exploitants Agricoles) elle bat tous les records ! De 61 à 66, elle est passée de 12 395 AF à 36 000 AF, soit une augmentation de 300 %.

— En plus, comme tout le monde, les viticulteurs ont eu à supporter les deux hausses successives (de novembre et janvier) sur le carburant.

D'autre part, le prix de campagne dépend entièrement du pouvoir, qui le fixe par décret, en prenant bien soin que le prix maximum ne soit pas trop élevé, puisqu'il entre dans le calcul du S.M.I.G.

Que font les viticulteurs ?

Le droit à la parole ne leur appartient pas non plus. Ce sont les organisations agricoles (F.N.S.A., C.N.S.A., Fédération des caves coopératives, F.N.V.C.C., F.A.V.F.) qui s'en chargent, à leur manière : interventions écrites auprès du ministre qui fait des promesses mais ne les tient pas, et au contraire menace, comme nous l'avons vu plus haut. Les organisations « agricoles » se présentent comme les défenseurs des agriculteurs.

Qui défendent-elles en réalité ?

Leurs dirigeants, qui cumulent les fonctions de président de cave, président de la S.I.C.A., secrétaire de fédération et surtout qui sont de GROS PROPRIETAIRES ! Ce sont en fait des défenseurs de la bourgeoisie, qui ont intérêt au maintien du régime actuel.

Et si par hasard un décret risque de porter atteinte à leurs bénéfices, ils mobilisent « la troupe » (c'est NOUS !) et nous envoient défiler dans les rues du chef-lieu du département.

Et pendant qu'eux restent bien tranquilles dans leur Q.G., nous autres, passant trop près avec nos « armes » (ô combien inoffensives : nos tracteurs !) nous recevons les marrons (grenades lacrymogènes) sur le coin de la figure.

Quels beaux revenus à la fin de l'année pour tous ces beaux messieurs ! Alors que le petit paysan, soufflant dans ses doigts ou transpirant à grosses gouttes sur sa terre, se demande s'il récoltera (intempéries) et combien son produit pourra se vendre (prix de campagne).

Toutes les organisations citées plus haut ne sont pas là pour défendre les paysans pauvres, mais pour mieux les exploiter.

Certaines ont pris parti pour le plan Mansholt (F.N.S.E.A., C.N.J.A.) qui doit tous nous faire abandonner notre terre au profit des gros.

Nous prendrons alors notre musette pour aller travailler à l'usine, ou plutôt grossir la troupe des chômeurs, et ces messieurs, pour leur plaisir, prendront l'avion, selon leur habitude, pour aller à des foires internationales (de Vérone ou d'ailleurs), avec l'argent de nos cotisations .

NON ! Nous autres, paysans pauvres, nous devons dénoncer tous ces organismes, nous organiser nous-mêmes, et trouver parmi nous nos propres défenseurs et aussi parmi nos alliés : les travailleurs.

Organisons-nous : formons des comités de paysans pauvres !

Renforçons notre alliance avec la classe ouvrière qui a les mêmes ennemis que nous !

Un paysan de l'Héraut (Languedoc).

★ Vive la juste lutte des agents contractuels de la Recherche Scientifique ★

Depuis mai 1968 les personnels sous contrat de la Recherche scientifique et particulièrement celui de l'Institut national d'astronomie et de géophysique (I.N.A.G.) sont en lutte.

Depuis la création de l'I.N.A.G., la presque totalité du personnel travaille sous contrat annuel qu'il signe lors de l'embauche. Il n'est soumis à aucun statut ni à aucun règlement, ce qui donne plein pouvoir à l'administration. Sous prétexte de compression des crédits, cette dernière peut se permettre des licenciements sans que les personnes concernées aient la parole.

DIVISER POUR REGNER.

L'Administration sait bien faire les choses. Le Centre national de la Recherche scientifique (C.N.R.S.) dispense dans ses laboratoires des postes budgétaires, c'est-à-dire des postes fixes, qui, une fois créés, ne peuvent être supprimés. Or l'I.N.A.G. étant un institut du C.N.R.S., a le droit d'obtenir des postes de ce type. Pourtant, dans un de ses laboratoires comme le Laboratoire d'Astronomie spatiale à Marseille, il n'en existe que 8 contre 50 postes sous contrat ! Et ce nombre tend à décroître par rapport aux nouvelles embauches. Pour l'Administration, c'est-à-dire pour le pouvoir, cette formule est beaucoup plus « souple » et davantage sujette à « modulation ».

Plus souple parce que les licenciements qui pourront se faire dans la « légalité » permettront au pouvoir de choisir le personnel à son gré, c'est-à-dire d'éliminer les « contestataires ».

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un

Sujette à « modulation », cette formule permet un réajustement des salaires au libre choix de l'Administration.

ROLE DE SAPE DU G.P.A.S.

(Groupement des participants aux activités spatiales !)

Afin de maintenir le personnel dans la confusion, certains cadres faisant partie ouvertement ou non du G.P.A.S. laissent entendre que le statut (type C.N.R.S.) pour lequel se battent les techniciens n'est pas valable et recommandent un statut de droit privé.

Voyons ce que signifie la perspective offerte gracieusement par le pouvoir et ses représentants (Ministère Recherche, Finances, Direction du C.N.E.S.), ainsi que par son noyau à l'I.N.A.G. (conscient ou inconscient), le G.P.A.S.

Le fameux contrat de droit privé signifie deux choses essentielles :

1° Excepté au niveau du verbe de certains représentants du G.P.A.S., la lutte pour les postes budgétaires est absente de toutes leurs « propositions ». En effet, gérer un groupe isolé d'agents sous contrats de droit privé signifie accepter la situation actuelle, c'est-à-dire :

— aucune perspective d'arracher des garanties statutaires,

— aucune réduction de l'échelle des salaires.

2° Le but recherché par le pouvoir en la matière est de figer une situation divisée des systèmes de gestion des personnels dans la recherche, afin d'isoler la combativité des techniciens et chercheurs, et par là-même se garantir des marges de manœuvres dont les effets en 1970 vont se concrétiser : licenciements localisés, dans l'espoir qu'une mobilisation de personnels ne s'opposera pas à ces mesures.

ACTION UNIE DES TRAVAILLEURS

Seule l'action unie et permanente des travailleurs permettra :

— de maintenir les avantages acquis (la démobilisation relative depuis mai 68 entraîne la reprise par le pouvoir des avantages arrachés en mai par les travailleurs en lutte) ;

— de poursuivre la lutte sur le terrain incontrôlé par le pouvoir, jusqu'à la destruction totale des choix politiques contraires aux intérêts des travailleurs.

Voici un extrait de l'appel diffusé par le Comité de grève à l'intérieur de tous

APPEL DU COMITE DE GREVE

les laboratoires dépendant de l'I.N.A.G. :

DE L'INSTITUT NATIONAL D'ASTRONOMIE ET DE GEOPHYSIQUE (I.N.A.G.)

Depuis le 19 mai, les agents contractuels de l'I.N.A.G. sont en grève pour la satisfaction de leurs revendications :

— application au 1er juillet d'un règlement, déjà négocié, reconnaissant notamment la qualification professionnelle et l'ancienneté, donnant une catégorie, un échelon et un salaire pris dans la grille C.N.R.S. ;

— un plan de création massive de postes budgétaires à très court terme, pour résorber les contrats dans leur totalité ;

— l'assurance formelle qu'il n'y aura pas de licenciements à l'expiration des contrats actuels.

Depuis le 19 mai, l'Administration n'a fait que des proopsitions insuffisantes ou peu claires :

— la Direction de l'IN.A.G. ne veut toujours pas appliquer le règlement dans son ensemble et ne précise pas les points de désaccord ;

— le Ministère de la Recherche ne donne pas d'assurance formelle qu'il n'y aura pas de licenciements, mais propose une procédure de reclassement qui ne les exclut pas en définitive ;

(Suite page 6)

Attitude des Enseignants Marxistes-Léninistes

Depuis des mois déjà, la question de l'organisation d'une fraction marxiste-léniniste des enseignants se pose au sein du S.N.I., du S.N.E.S. et du S.N.E.-Sup. nous publions une contribution émanant d'un groupe d'enseignants de la Sarthe, en pensant qu'elle est de nature à relancer le débat nécessaire et préalable à une éventuelle conférence nationale des enseignants marxistes-léninistes. Ce document présente le mérite de concerner aussi les lycéens.

H. R.

Les camarades soumettant ce projet ont une action militante dans leurs établissements et au sein du S.N.E.S. depuis octobre 1968 ; une d'entre eux a participé au Congrès académique (Académie de Caen) et au Congrès national (non mandatée mais observatrice).

Il est souhaitable qu'une action unifiée des marxistes-léninistes enseignants puisse se faire et qu'une plate-forme minimale d'action soit définie au niveau syndical et au niveau de l'activité militante dans les établissements. Il faut donc étudier l'attitude des marxistes-léninistes face aux élèves, aux collègues enseignants, enfin à l'administration, au personnel employé.

L'objectif doit être la diffusion du marxisme-léninisme et son application concrète dans le domaine de l'enseignement dans la situation actuelle.

La **stratégie** militante des marxistes-léninistes enseignants peut se définir ainsi :

● **ACTION GLOBALE AU NIVEAU DE L'ETABLISSEMENT :**

— unir et regrouper les progressistes autour du noyau révolutionnaire ;

— gagner dans l'action de masse les réformistes ou les modérés ;

— isoler les réactionnaires en tout genre ;

C'est cette ligne qui définit l'action des marxistes-léninistes à quelque niveau que ce soit :

— rapport avec les élèves ;
— rapport avec le syndicat ;
— rapport avec l'administration ;
— rapport avec le personnel.

L'**objectif** des marxistes-léninistes est donc de créer, autour de leur noyau dirigeant, une **structure organisationnelle** sur les bases politiques du front uni, passant par-dessus les structures syndicales classiques, et devant donc regrouper dans **la même structure** : enseignants, lycéens, personnel (et même certains membres de l'administration).

Ceci constitue la ligne stratégique. La pratique peut nécessiter une tactique plus souple en fonction de la situation concrète, visant, soit au renforcement du noyau militant des lycéens, soit encore à mettre en minorité, **dans l'action** une section syndicale réactionnaire dans son ensemble.

Seule une telle ligne politique nous paraît juste pour l'instant. La ligne qui consisterait à faire de **« l'entrisme »** au sein du syndicat (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.S.-Sup.), n'aboutirait qu'à créer une tendance de plus au sein du syndicat, qu'à **affaiblir et diviser** les révolutionnaires, au lieu de les unir sur les bases politiques claires qu'ébauche ce texte.

● **ATTITUDE VIS-A-VIS DES LYCEENS :**

1. Tout enseignant marxiste-léniniste doit avoir pour objectif de susciter la création de groupes marxistes-léninistes (cercles, comités lycéens).

2. Ce noyau doit être le noyau le plus actif, dans la création et la direction de l'organisation de masse des lycéens, le C.A.L.

3. Organisation de foyers culturels ; en faire comprendre l'importance aux lycéens progressistes du C.A.L. Y imposer une tribune marxiste (bibliothèque avec classiques du marxisme, films politiques, journaux politiques dans les clubs de lecture, théâtre progressiste...).

4. Favoriser la liaison avec les jeunes des autres établissements scolaires ou avec les jeunes travailleurs (foyers J.C. ou M.J.C.).

● **ATTITUDE VIS-A-VIS DE L'ADMINISTRATION :**

La participation :

1. Les lycées, les collèges ne sont pas les facultés **et** aucune lutte politique, quel que soit son caractère partiel, n'est à rejeter à priori. Les marxistes-léninistes doivent se servir en particulier des structures paritaires pour y arracher le plus de mesures favorables à l'ensemble des révolutionnaires.

2. Il faut donc — **d'une part** — dénoncer impitoyablement la politique participationniste d'austérité du régime, et **dénoncer, s'opposer** à toute mesure réactionnaire prise. **D'autre part** — s'efforcer de se servir de ces cadres pour **demander les libertés** de réunion (locaux), d'expression (affichage), de discussion (meeting...), pour demander l'établissement d'un **règlement intérieur** accordant certaines facilités pour le travail militant, pour faire admettre le **non-contrôle** des activités des élèves par l'autorité de tutelle (foyers).

La pédagogie :

Le professeur marxiste-léniniste doit, dans sa pratique enseignante, se démarquer de l'actuelle attitude « professorale » ; sans se faire d'illusion sur la possibilité d'une révolution culturelle locale, il peut réfléchir à ses positions face au contenu de l'enseignement qu'il distribue, au problème des sanctions, à la relation prof-élèves...

● **ATTITUDE VIS-A-VIS DES SYNDICATS :**

1. C'est là que l'application de la ligne marxiste-léniniste doit prendre tout son sens ; le prof marxiste-léniniste doit **avant tout** regrouper autour de lui les professeurs les plus politisés et les plus conscients des problèmes politique actuels ; il doit **diffuser** la propagande marxiste-léniniste pour l'aider à réaliser l'unité.

2. Une fois l'unité constituée, il doit exercer un véritable contrôle sur la section syndicale, surtout quand celle-ci est tenue par des réactionnaires :

—la forcer à prendre position sur les problèmes syndicaux et politiques et à prendre des décisions quand elle s'y refuse ;

— la pousser à l'action dans certains cas (protestations pour exclusions, sanctions... ;

— isoler les réactionnaires, de façon à mettre la section réactionnaire **en minorité.**

3. Il est évident que lorsqu'aucune vie syndicale n'existe, il appartient aux marxistes-léninistes d'y remédier. Mais toute activité syndicale doit avoir pour objectif de faire, au-delà de ses structures, avancer tous les éléments progressistes de l'établissement.

4. L'objectif final de cette ligne, c'est la **création d'un comité de base de l'établissement** (lycéens, professeurs, personnel...).

● **ATTITUDE VIS-A-VIS DU PERSONNEL :**

Là encore, c'est l'application de la même ligne qui doit être faite dans et à l'extérieur des structures syndicales du personnel, regrouper les éléments avancés, travailler en commun avec l'organisation de masse des lycéens (C.A.L.) et les syndicats enseignants, pour une véritable information réciproque des problèmes qui se posent, afin de créer les prémices d'une véritable unité « syndicale » et politique.

A LYON, LES RÉVISIONNISTES ET LEUR FRACTION « U.N.E.F.-RENOUVEAU » EXCLUS DE L'A.G.E.L.-U.N.E.F.

Le 23 mai, une assemblée générale regroupant près de 300 militants et adhérents U.N.E.F. a décidé, sur la proposition d'étudiants maxistes-léninistes, d'exclure de l'A.G.E.L.-U.N.E.F. la fraction scionniste « U.N.E.F.-Renouveau », sigle derrière lequel les révisionnistes de l'Union des Etudiants « Communistes » tentent de se camoufler.

Cette décision, parfaitement **juste** et **claire**, vient trois semaines après les Assises nationales de l'U.N.E.F. qui n'avaient pu se prononcer nettement vis-à-vis des révisionnistes (cf. H.R. nº 11) essentiellement du fait de la position confuse de la direction nationale P.S.U. Celle-ci n'avait pas répondu à la question posée par les marxistes-léninistes : voulez-vous effectivement lutter contre les alliés de la bourgeoisie à l'Université, l'U.E. « C. » ?

Les marxistes-léninistes avaient précisé alors qu'ils continueraient le débat et la lutte à la base, ce qui fut fait à Lyon et qui s'est soldé par **une victoire non négligeable sur les révisionnistes.**

LES REVISIONNISTES DANS L'IMPASSE APRES MAI

On connaît le rôle et les positions, en mai 68, du détachement du P. « C. » F. à l'Université, l'U.E. « C. ». On sait que dès le début, ils se sont opposés frénétiquement au mouvement, déclarant que « la majorité des étudiants voulaient travailler et passer des examens » ; ils ont tenté en vain d'empêcher l'occupation des facultés, la critique radicale de l'Université bourgeoise, la lutte contre l'Etat capitaliste et sa répression, ainsi que la jonction avec le mouvement ouvrier.

On sait aussi ce que cette politique leur a coûté : la masse des étudiants a rejeté les propositions révisionnistes et a clairement désigné l'U.E. « C. » comme groupuscule contre-révolutionnaire. Les révisionnistes se trouvèrent ainsi isolés en milieu étudiant : après s'être traînés à la queue des premières manifestations sous leur banderole favorite (« Université — bourgeoise, bien entendu — démocratique »), ils ont été complètement balayés du mouvement de masse et se sont contentés d'aboyer dans l'ombre contre lui.

EDGARD FAURE VOLE A LEUR SECOURS

A la rentrée de septembre, il fallait sortir de l'impasse. Les révisionnistes ont, bien entendu, repris de plus belle leurs thèmes contre-révolutionnaires : attaques et calomnies contre les étudiants progressistes, dénaturation de leurs actions contre l'Université bourgeoise. Mais l'essentiel de leur activité a consisté à s'emparer du gadget que leur tendait le ministre gaulliste E. Faure : la participation.

Les choses sont claires, en effet : il a existé une véritable division du travail, un véritable soutien mutuel entre Faure et les révisionnistes. D'un côté, Faure trouvait en l'U.E. « C. » d'ardents défenseurs de sa politique mystificatrice (le P. « C. » F. ne l'avait-il pas approuvé au Parlement : méandres de la « voie parlementaire »...) ; il les chargeait de trouver des participationnistes en lui apportant de surcroît une caution « de gauche ».

En retour, Faure payait grassement : son administration accordait aux révisionnistes locaux et matériel, la presse bourgeoise leur ouvrait largement ses colonnes.

Ainsi les révisionnistes trouvaient un nouveau souffle.

Cependant, soutenir activement la politique gaulliste à l'Université ne leur suffisait pas. Il leur fallait plus : fidèles à leur ligne et à leur tactique de **trahison**, il leur fallait s'immiscer dans le mouvement étudiant progressiste et le saboter tout en prétendant le défendre.

Quelle voie ont-ils choisie pour tout cela ?

Celle d'organiser au sein de l'U.N.E.F. une fraction scissionniste, baptisée « U.N.E.F.-Renouveau », qui regroupait autour du ridicule noyau U.E. « C. » :

— un **petit** nombre d'étudiants progressistes de mai, déconcertés par les gauchistes et illusionnés par le réformisme de la loi Faure ;

— un **grand** nombre de réactionnaires (tels des giscardiens, des lecanuettistes...) désirant ouvertement briser le mouvement étudiant.

Les révisionnistes ont baptisé leur camelote contre-révolutionnaire : « plate-forme pour un véritable syndicat étudiant de masse » ; ils ont prétendu que l'U.N.E.F. devait cautionner les « acquis positifs » de mai : la participation ; ils ont parlé au nom du syndicat étudiant lors des élections et pour y participer, alors que le Congrès de l'U.N.E.F. avait décidé le boycott ; tout en attaquant frénétiquement les luttes étudiantes, ils ont cantonné leur « opposition » à Faure sous le mot d'ordre : « Les étudiants veulent travailler (dans **quelle** Université, avec **quel** avenir, et au service de **quelle classe ?**), qu'on leur en donne les moyens ! ».

On voit l'intérêt de cette tactique fractionniste pour les révisionnistes : après mai, leur **faiblesse politique** est telle qu'ils ne peuvent plus se permettre d'apparaître avec leur seul ridicule groupuscule, l'U.E. « C. », sans risquer de se trouver radicalement isolés (*). Ils tentent donc de masquer leur faiblesse et leur isolement en **utilisant** le sigle de l'U.N.E.F., qui a eu un rôle progressiste en mai et qui continue de l'avoir malgré les hésitations et les confusions.

Ils tentent même davantage : s'emparer de la direction de l'U.N.E.F.. Pour cela, ils ont formé une véritable **organisation parallèle,** « l'U.N.E.F.-Renouveau », avec son sigle, son journal, son local, ses assises nationales et ses méthodes putschistes d'intervention dans les A.G.

NOUVELLE PROVOCATION, NOUVEL ECHEC

Quel a été le résultat de l'ensemble de cette politique des révisionnistes ?

Sur le terrain de la lutte, à l'Université, elle a lamentablement échoué, en même temps qu'a échoué la politique de Faure. Même si l' « U.N.E.F.-Renouveau » illusionne encore quelques étudiants progressistes, il reste que **plus de 50 % des étudiants** ont boycotté les élections bidon des gaullistes. La faible base de masse que la fraction révisionniste a acquise lors de ses plus beaux jours, ceux du scrutin, s'effrite peu à peu. Un signe frappant : après la démission des réactionnaires F.N.E.F. et C.L.E.R.U. (constat d'échec de la politique Faure), l' « U.N.E.F.-Renouveau » reste presque seule en lice dans les conseils de participation...

D'autre part, **à aucun moment** les révisionnistes n'ont participé au mouvement étudiant : on ne les a jamais vus dans les nombreuses A.G. massives d'étudiants des premier et deuxième trimestres, ni dans aucune réunion de militants en facultés.

Enfin, signe éclatant de leur échec : ils n'ont même pas pu développer des luttes **sur la base de leurs propres propositions** (défense des intérêts économiques des étudiants). Ils ne se sont jamais souciés des bourses, ni du prix des loyers en cité et des tickets de restaurant universitaire, tout occupés qu'ils étaient à attaquer l'U.N.E.F. et les révolutionnaires.

Que reste-t-il aux révisionnistes après cet échec sur le terrain ? Leur seule présence organisée dans l'U.N.E.F.

C'est donc là qu'il fallait poursuivre le combat anti-révisionniste.

Pour leur entreprise, sur quoi et sur qui les révisionnistes pensaient-ils s'appuyer ?

1) Sur les vieilles structures de l'U.N.E.F. : structures parlementaires, permettant à un courant d'accéder à la direction sans pour autant être représentatif à la base, et favorisant la pratique de la « magouille » connue de longue date des révisionnistes étudiants.

2) Sur les gauchistes (anarchistes, spontanéistes...) qui refusent à la fois de développer une propagande et des luttes conséquentes afin de gagner les étudiants encore réformistes — et de prendre en considération le rôle de l'U.N.E.F. dans cette entreprise.

3) Sur les conciliateurs de la direction nationale de l'U.N.E.F., sur les P.S.U. qui refusent de faire une démarcation avec la contre-révolution au sein de l'U.N.E.F.

Les marxistes-léninistes ont approuvé les nouveaux statuts de l'U.N.E.F. qui permettent de rompre avec le parlementarisme et d'exprimer plus adéquatement les luttes à la base. A Lyon, nous avons commencé à lutter contre les tendances gauchistes et à affirmer nos positions concernant l'U.N.E.F. Mais ce qu'il a fallu essentiellement combattre le 23 mai, ce sont **les conciliateurs du P.S.U.** Leur politique et leur attitude n'ont fait au fond, que favoriser les révisionnistes.

1) Les P.S.U. détiennent encore la direction de l'A.G.E.L. Or depuis septembre 68, loin de rassembler dans l'U.N.E.F. les forces progressistes de mai, ils se sont contentés de s'accrocher à la direction, et ont fait de l'U.N.E.F. locale une organisation sans vie, proie facile pour les révisionnistes.

2) Ils ont refusé de tracer une nette ligne de démarcation avec les révisionnistes, avec ceux qui représentent la bourgeoisie à l'Université. Ils prétendent qu'exclure de l'U.N.E.F. la fraction U.N.E.F.-Renouveau est « bureaucratique » et qu'il faut se contenter de

(*suite page 6*).

Réformisme et révisionnisme contre l'émancipation de la femme

Comme il est d'usage chaque fois que l'Etat capitaliste a recours à la farce électorale, les journaux bourgeois « découvrent » pour quelques jours, les problèmes féminins.

Comme ils le reconnaissent naïvement, les femmes représentent plus de 53 % du corps électoral. Aussi, pendant la durée de la campagne présidentielle, chaque candidat se présente-t-il comme le « meilleur défenseur » de la promotion féminine. Après la campagne, bien sûr, les promesses sont oubliées.

Ainsi que le soulignait récemment le journal « Clarté », organe des communistes marxistes-léninistes de Belgique, la bourgeoisie française s'effraie de la prise de conscience croissante des masses féminines. Elle vient de le montrer, justement, à l'occasion de l'élection présidentielle. Une candidate s'était manifestée. Avocate, elle se situait uniquement sur le terrain du féminisme bourgeois. C'en était encore trop. Alors que le trotskiste Krivinne trouvait sans peine 230 signatures de notables (y compris sans doute quelques révisionnistes), cette candidate, qui avait d'abord obtenu 128 signatures, ne put finalement en déposer que 92. Sa candidature fut donc déclarée irrecevable. Elle a fait état de pressions qui ont abouti au retrait des 36 manquants.

Nous n'avons pas le moyen de vérifier ces affirmations mais la chose paraît probable. Les revendications féminines du fait de la distorsion qui existe entre la participation croissante de la femme à l'économie, à la culture, à la technique, etc. et le maintien des sujétions ancestrales dans les domaines familial, domestique et légal, sont devenues tellement explosives que les politiciens bourgeois et révisionnistes préfèrent s'en tenir aux banalités habituelles et empêcher par tous les moyens qu'on mette la question sur le tapis. La réponse, consciente ou non, des femmes à cette attitude, c'est le peu d'intérêt qu'elles manifestent pour les appareils politiques bourgeois et révisionnistes et leurs forces électorales ou autres.

La tâche des révolutionnaires, c'est précisément de « mettre sur le tapis » la question de la situation de la femme, de donner des perspectives justes pour balayer la vieille société et son idéologie et d'amener la masse des femmes à s'insérer au combat pour le socialisme libérateur.

LA MASSE POTENTIELLEMENT LA PLUS REVOLUTIONNAIRE

Ainsi que l'indique Lénine :

« La femme demeure l'esclave domestique, en dépit de toutes les lois émancipatrices, puisque la petite économie domestique pèse sur elle, l'étouffe, la désoriente, l'humilie et l'enchaîne à la cuisine, à la chambre des enfants, en gaspillant ses efforts pour un travail scandaleusement improductif, mesquin, énervant, abrutissant, accablant ».

Comme du vivant de Lénine, en effet, la femme des pays capitalistes, celle de France en particulier, a le choix entre la semaine de 90 heures (travail professionnel, travail domestique) et la vie d'éternelle mineure, confinée à l'inessentiel, qui est celle de la « femme au foyer ».

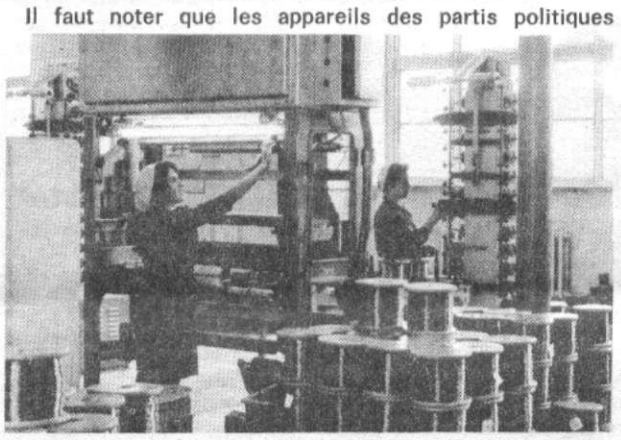
Doublement exploitée et aliénée, elle est donc potentiellement doublement révolutionnaire. Elle a certes un monde à gagner, mais les chaînes dont le socialisme la délivrera sont infiniment plus lourdes que celles des prolétaires masculins.

C'est pourquoi la bourgeoisie a recours à tant de stratagèmes pour maintenir les femmes dans la situation d'asservissement qui est la leur.

BILAN DE L'ESCLAVAGE CAPITALISTE

Malgré certaines apparences, la France est un des pays capitalistes les plus arriérés, dans le domaine de la situation faite aux femmes.

Il faut noter que les appareils des partis politiques bourgeois et révisionnistes reflètent cette situation. La proportion d'élus féminins y est l'une des plus basses (par exemple 8 députées sur 487). En Chine comme en Albanie, au Vietnam, les femmes participent à toutes les activités politiques et étatiques, à tous les niveaux, y compris au niveau dirigeant, dans une proportion qui atteint, et parfois dépasse, 30 %.



En Albanie, la femme s'émancipe en participant à a production au même titre que les hommes et avec des droits égaux (sur la photo : dans une usine de fil de cuivre de Shodra).

Même dans un pays capitaliste comme la Suède, on compte encore 34 femmes députés sur 232, et six ministres.

Le nombre de carrières interdites, formellement ou non, aux femmes, est plus élevé que dans tous les autres pays capitalistes avancés (Italie exceptée). Dans *toutes* les professions, l'accès des femmes à la qualification professionnelle est des plus restreints. Même dans l'enseignement, profession pourtant très « féminisée », on compte 56 professeurs pour 100 instituteurs, et seulement 26 professeurs femmes pour 100 institutrices.

Dans l'industrie, la situation est évidemment pire, si l'on compte 29,6 % de femmes parmi les manœuvres, on n'en compte plus que 3,4 % parmi les ingénieurs. Si l'on passe au domaine des équipements sociaux, il y a, en France, environ 22 000 places en crèches, réparties en 560 crèches. Cela fait moins de 4 places pour 1 000 femmes actives, contre 14 pour 1 000 en Suède, et 19 pour 1 000 en Pologne (pays à direction révisionniste) ce qui est encore très insuffisant.

On ne compte, en France, qu'une travailleuse familiale pour 10 000 habitants, contre une pour 760 au Danemark. Dans le domaine de la formation professionnelle pour adultes, nous ne trouvons que 4 % de femmes (46 % en Suède). La parité des salaires est un mirage, dans l'état actuel des choses, en raison des discriminations ouvertes, pratiquées à l'encontre des femmes (inégalité dans l'avancement, embauche au-dessous de la qualification réelle, limitation numérique pratiquée par certaines administrations, etc., et non reversibilité des retraites).

Passons sur le caractère scandaleux de la fiscalité française qui pénalise le salaire de la femme mariée, l'assimilant pratiquement à un luxe. Passons également sur le caractère archaïque et révoltant de la législation française en matière matrimoniale et familiale qui, malgré des modifications très secondaires, maintient la femme dans une situation d'infériorité. Malgré tout cela, le pourcentage de femmes dans la population active augmente sans cesse. Il y a actuellement 7 123 500 femmes exerçant une activité professionnelle, ce qui représente plus de 35 % de la population active.

Ainsi, malgré les entraves de toutes sortes et les difficultés sans nombre, les femmes telles Diogène qui prouvait le mouvement en marchant, prouvent leur égalité potentielle avec l'homme en s'intégrant à la vie active et productrice.

Le moment est donc venu de faire rendre gorge aux monopoles, des super-bénéfices réalisés grâce à la surexploitation de la main-d'œuvre féminine ; le moment est venu de faire sauter les verrous légaux et idéologiques qui s'opposent à l'émancipation complète de la femme.

REFORMISME ET REVISIONNISME AU SECOURS DE LA BOURGEOISIE

Pour mener une telle lutte, les femmes doivent connaître ceux qui, sous couleur de « soutenir leurs revendications », s'affairent en réalité à « aménager » leur surexploitation et leur aliénation, au lieu de travailler à y mettre fin.

Certes, le temps n'est plus où, à l'instar de Proud'hon les réformistes pouvaient formuler leur fameux dilemme « ménagère ou courtisane ».

Au contraire, si l'on s'en tient aux apparences, les réformistes affectent un grand intérêt pour le sort des femmes.

Mais, là où ils sont au pouvoir, leur bilan de carence est écrasant.

En Suède, au Danemark, en Australie, etc., où les sociaux démocrates ont été ou sont encore au pouvoir, l'écart entre les salaires féminins et masculins reste considérable.

Plus récemment, on a vu la « camarade » Barbara Castle, ministre socialiste du gouvernement Wilson, s'opposer avec succès aux revendications de parité des salaires, formulées par les travailleuses de l'industrie automobile britannique.

De même en Belgique, les bonzes syndicaux sociaux démocrates se sont évertués à briser la grève des travailleuses d'Herstal en 1966, etc.

Mais les dirigeants révisionnistes ne se distinguent que fort peu de leurs aînés en trahison, et cela ne date pas d'hier. Certes, en apparence, ils « soutiennent » les revendications féminines (ou tout au moins certaines d'entre elles et pendant certaines périodes). Certes, ils font aux femmes une place moins restreinte dans leurs organismes dirigeants.

Mais ce soutien a toujours été limité et circonstantiel. Dans le domaine légal, par exemple, le P. « C. » F. et la C.G.T. n'ont soutenu le droit à la maternité volontaire que lorsque, de l'U.N.R. à Mitterrand, tous les politiciens bourgeois se sont emparés de cette revendication dans un but électoraliste. Auparavant, le P. « C. » F., toujours par opportunisme électoraliste, est resté pendant des années, aligné, en ce qui concerne ce problème, sur les positions de la hiérarchie catholique.

Les diatribes de Thorez-Veermersch et Marie-Claude Vaillant-Couturier (qui, sans doute, ne se souvient plus...) sont dans toutes les mémoires.

Le calvaire de centaines de milliers d'ouvrières et de paysannes pauvres, de maternités non désirées ou avortements clandestins, tout cela pesait moins qu'un fétu de paille en comparaison des électeurs potentiels, qu'il ne fallait pas effaroucher.

En Italie, en 1969, le problème du divorce n'est toujours pas résolu, notamment parce qu'en 1945, les députés du P. « C. » I., afin de garder trois ou quatre strapontins ministériels, ont voté contre une loi instituant le divorce (ce qui aurait violé les accords du Latran avec le Vatican, remis en cause la collaboration gouvernementale avec la démocratie chrétienne, etc.).

Et si nous nous penchons sur les revendications actuelles de la C.G.T., concernant les femmes, le même opportunisme apparaît clairement. En effet, il y a deux façons d'aborder le problème.

Ou bien ne formuler que les revendications « acceptables » par le pouvoir des monopoles et ne remettant pas en cause le système capitaliste, c'est la voie réformiste.

Ou bien formuler (et lutter pour faire aboutir) les revendications émancipatrices, qui n'« aménagent » pas la situation infériorisée de la femme, mais tendent à y mettre fin sans se préoccuper des incidences de ces revendications sur l'équilibre de l'économie capitaliste. C'est la voie révolutionnaire.

Les révisionnistes ont opté pour la première voie, ce qui est conforme à leur nature de classe.

C'est ce que nous démontrerons la semaine prochaine.

(A suivre.)

LYON, EXCLUSION DE L'U.N.E.F.-RENOUVEAU

(*suite de la page* 5).

mener la lutte politique contre eux. Comme si les révisionnistes étaient encore dans le mouvement étudiant ! Comme si nous n'avions pas en mai et depuis, dénoncé politiquement leur attitude et signalé qu'ils étaient l'ennemi principal à abattre chez nous comme dans la classe ouvrière ! comme si la lutte politique ne passait pas aussi par des mesures d'organisation, surtout lorsqu'il ne reste aux révisionnistes que leur présence dans l'organisation étudiante !

Ainsi, en opposant deux aspects de la lutte, la lutte politique et les mesures d'organisation, qu'ils identifient à des mesures « bureaucratiques », les P.S.U. refusent au fond de prendre une position claire à l'égard des révisionnistes.

Mais l'A.G. du 23 mai Mai a tranché : **sur une base clairement anti-révisionniste,** la masse des militants a décidé d'exclure l'ensemble de la fraction U.N.E.F.-Renouveau — contre la volonté des P.S.U., et contre les défenseurs frénétiques mais toujours malheureux des révisio, les trotskystes de l'A.J.S. —, qui ont tous joint leurs voix à celle de l'U.N.E.F.-Renouveau.

Notons qu'une fois de plus, les militants de la base du P.S.U. n'ont pas compris l'attitude incohérente et conciliatrice de leurs dirigeants. Ce qu'ils ont compris, par contre, c'est qu'il fallait se démarquer nettement des révisionnistes : la plupart ont voté l'exclusion.

QUELLES SONT NOS TACHES MAINTENANT ?

— Impulser partout la création de Comités d'action U.N.E.F., ce qui donnera l'occasion d'expliquer à tous les étudiants le sens de la décision de l'A.G. du 23 mai.

— Propager clairement dans ces C.A. notre conception des luttes étudiantes que nous devons unifier dans l'U.N.E.F. : luttes contre l'Université de classe, luttes sur les problèmes économiques des étudiants, rapport avec la classe ouvrière, luttes anti-impérialistes, liaison avec le mouvement lycéen, luttes et autodéfense contre le fascisme.

Ce n'est qu'ainsi que pourra se prolonger notre première victoire sur les révisionnistes.

Que dans toutes les facultés les révisionnistes soient isolés radicalement et chassés de l'U.N.E.F. !

Que partout nos camarades redonnent vie à l'U.N.E.F. !

Que les étudiants progressistes, unifiés sur des bases révolutionnaires dans l'U.N.E.F., participent massivement au vaste Front Uni des ouvriers, paysans et intellectuels, pour préparer la victoire dans notre pays du socialisme libérateur !

Un correspondant H.R.

(*) Un exemple à Lyon : lorsque l'U.E. «C.» est obligé de défendre la politique générale du Parti, et de faire des meetings « pour le Non » ou « pour Duclos », elle ne regroupe que 10 à 20 étudiants, même lorsque le député-maire révisionniste Houël est de la partie : il suffit de la présence de quelques progressistes pour que les révisionnistes affolés abandonnent leur « meeting » et plient bagage — pour « ne pas se ridiculiser » comme ils l'avouaient naïvement...

Recherche Scientifique

(*Suite de la page* 4)

— le même Ministère est d'accord pour créer des postes budgétaires mais en très petit nombre non précisé par écrit.

Par ailleurs. Ministère de la Recherche, I.N.A.G. et C.N.E.S. (Centre National d'Etudes Spatiales) proposent que des techniciens soient gérés par des Sociétés de Service privées, du style SODETEG (Thomson-Houston).

Face à la volonté du personnel d'avoir un statut unique dans un cadre permanent de la Recherche publique, la « solution » proposée est bien dans la ligne de la politique gouvernementale : la pire insécurité du privé, des « boîtes de location de personnel ».

Le 22 mai, à l'Institut d'Astrophysique de Paris, à l'Assemblée générale des travailleurs de la Recherche, le 29 mai au meeting rue de Solférino, puis à la manifestation devant le Ministère, les revendications des travailleurs de l'I.N.A.G. sont apparues communes à tous les personnels de la Recherche. Egalement, le 29 mai a montré que la lutte était déjà engagée au niveau de l'ensemble.

La stratégie de cette lutte passe par la victoire à l'I.N.A.G.

Soutenus par tous les travailleurs de la Recherche, soutenus par toutes les organisations syndicales de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, NOUS GAGNERONS !

IL FAUT QUE LE DIRECTEUR DE L'I.N.A.G. APPLIQUE LE REGLEMENT !

LE MINISTERE DE LA RECHERCHE DOIT S'ENGAGER A CE QU'IL N'Y AIT PAS DE LICENCIEMENT ; IL DOIT S'ENGAGER SUR UN PLAN DE CREATION DE POSTES BUDGETAIRES C.N.R.S.

Un correspondant H. R.

LE KOMSOMOL :

Ce que la clique révisionniste a fait de l'Union de la Jeunesse Communiste Soviétique fondée par Lénine

Ce fut Lénine, ce grand éducateur de la révolution, qui fonda le Komsomol (l'Union de la Jeunesse communiste soviétique) en 1918 et au départ même, Lénine définit explicitement la nature de cette organisation et l'orientation communiste du mouvement de la jeunesse. Le Comité central du Parti communiste russe (bolchévik) disait dans sa Circulaire sur la fondation du Komsomol : « Le Komsomol est une école de formation des communistes nouveaux et conscients. » Lénine réaffirma que l'Union de la Jeunesse devait apprendre le communisme, que le Komsomol et la jeunesse devaient « **rattacher chaque moment de leur apprentissage, de leur éducation et de leur instruction à la lutte incessante des prolétaires et des travailleurs contre la vieille société d'exploiteurs** ».

Sous la direction de Lénine et Staline et grâce à leurs soins, le Komsomol a éduqué les larges masses de la jeunesse soviétique dans le sens du communisme et formé de nombreux hommes nouveaux ayant une conscience communiste. Dans les jours difficiles et rigoureux de la guerre civile et de la Grande Guerre patriotique, les membres du Komsomol on su combattre, inébranlables, à la fois les ennemis de classe de l'intérieur et ceux de l'extérieur, pour défendre les fruits de la révolution d'Octobre et consolider la dictature du prolétariat. Ils ont fait preuve d'un héroïsme intrépide, et très nombreux sont les héros apparus dans leurs rangs.

Dessin paru dans la presse soviétique et glorifiant le rouble comme une « puissante locomotive ». C'est un prêche pour la philosophie capitaliste de la loi de la jungle dans les relations entre les hommes, ce que Marx et Engels stigmatisaient déjà sous le nom de « froid intérêts » et de « dures exigences du paiement au comptant ».

Voici un panneau de propagande installé dans une école de Zarkent, république d'Ouzbékistan. L'inscription est textuellement "Que ce soit toujours Moi". Il s'agit là d'une sinistre affiche propageant la ligne des révisionnistes soviétiques, dont l'essence est l'égoïsme bourgeois.

COLPORTER LA CAMELOTE REVISIONNISTE DE « L'EXTINCTION DE LA LUTTE DES CLASSES »

Depuis qu'elle usurpe en U.R.S.S. la direction du Parti et du gouvernement, la clique des renégats révisionnistes soviétiques parle à tout bout de champ de la nécessité de faire apprendre aux jeunes le communisme, mais, en fait, ce qu'elle veut leur faire apprendre, c'est le révisionnisme. Elle a émasculé le contenu de classe de l'enseignement de Lénine sur l'étude du communisme. Elle attaque la thèse de Lénine sur la dictature du prolétariat, faisant tout son possible pour inculquer à la jeunesse la théorie sinistre de « l'extinction de la lutte des classes ». Elle allègue que « les classes n'existent plus dans la société soviétique » où « toutes les causes socialès nourricières de l'exploitation de l'homme par l'homme, ont été complètement éliminées ». Elle allègue que cette société n'est formée que de « classes solidaires et de groupes de travailleurs », et qu'« elle se caractérise par l'identité de leurs intérêts économiques, sociaux, politiques et idéologiques », etc. Ce fatras d'inepties nie complètement l'existence de la lutte de classes acharnée entre bourgeoisie et prolétariat, qui se déroule en U.R.S.S., renie la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

En travestissant délibérément le but principal de l'étude du communisme, en le faisant confondre avec la maîtrise des sciences et des connaissances, la clique des renégats révisionnistes soviétiques prétend qu'un pays peut accéder au communisme seulement s'il a maîtrisé la technique. Au cours d'une session plénière du Comité central du Komsomol, Brejnev, chef de file des révisionnistes soviétiques, a prêché que le Komsomol devait être « l'incarnation et le créateur des plus grandes réalisations dans le domaine des sciences et de la culture modernes, autrement, le communisme véritable ne saurait être édifié ». Dans un éditorial « marquant » le 50e anniversaire de la fondation du Komsomol, la **Pravda**, porte-parole des révisionnistes soviétiques, tout en jacassant sur « l'étude du communisme », colporte sans vergogne la camelote révisionniste quand elle dit : « Dans les circonstances actuelles, étudier le communisme signifie maîtriser les nouvelles connaissances scientifiques et exploiter avec ardeur des moyens efficaces pour développer la production sociale. »

La **Komsomolskaya Pravda**, organe du Komsomol, déclare ouvertement que la tâche de la jeunesse est d'« apprendre la culture », ajoutant que « s'il s'agit de culture bourgeoise ou de culture prolétarienne, cela n'a pas d'importance pour le moment ». De cette façon, les larges masses de la jeunesse soviétique sont conduites sur la sinistre voie qui place la technique au-dessus de tout et qui consiste à ne pas faire la révolution.

CORROMPRE LA JEUNESSE PAR LES IDEES BOURGEOISES

Sur l'éducation communiste, Lénine a souligné dans son discours célèbre « Les tâches des Unions de la Jeunesse » qu'il faut que toute cette œuvre d'éducation de la jeunesse, « **développe en elle la morale communiste** ». Et plus loin, exposant ce qu'il entend par morale communiste, Lénine a dit : « **La morale communiste, c'est celle qui sert cette lutte, qui unit les travailleurs contre toute exploitation, contre toute petite propriété privé...**»

Cependant, la clique des renégats révisionnistes soviétiques s'évertue à utiliser le Komsomol pour inculquer aux jeunes la conception bourgeoise du monde dont l'égoïsme est le noyau, qui n'a absolument rien à voir avec la morale communiste ! Cette clique corrompt l'esprit des larges masses de la jeunesse, en leur inculquant des idées bourgeoises comme la recherche du renom et du plaisir facile, comme devenir des « savants », comme faire de l'argent, le salut tout-puissant !

La **Komsomolskaya Pravda** a bruyamment prôné que tout jeune vit pour « devenir un expert et un maître dans son propre domaine, avant de se marier et d'avoir des enfants ». Sans aucune vergogne, elle prêche que « l'argent est la force motrice fondamentale, et que celui qui possède de l'argent est un homme heureux » etc... etc...

La clique des renégats révisionnistes soviétiques va jusqu'à recourir aux stimulants matériels, en mettant roubles et primes au poste de commandement dans le travail ordinaire du Komsomol. Tous les moyens lui sont bons — par exemple appâter avec l'allocation d'appartements neufs — pour pousser les larges masses de jeunes dans la fange bourgeoisie de l'adoration du Suprême Argent, et les transformer en philistins qui déclarent : « Ce que je recherche, c'est mon profit à moi, le reste je m'en fiche ! » — philistins que Lénine critiqua dans son discours : « Les tâches des Unions de la jeunesse ».

LES JEUNES OUVRIERS ET PAYSANS SONT DISCREMINES

La clique dirigeante révisionniste d'U.R.S.S. poursuit aussi sur le même plan de l'organisation du Komsomol une ligne révisionniste contre-révolutionnaire. Les jeunes intellectuels bourgeois et les « experts » sont portés aux nues, qualifiés de « centre nerveux du Komsomol » et d' « âme des organisations de l'Union de la jeunesse ». La direction du Komsomol est remise aux mains de la couche privilégiée des intellectuels bourgeois.

D'autre part, la clique dirigeante révisionniste soviétique discrime sans merci les masses ouvrières et paysannes, de telle manière que la proportion d'ouvriers et de paysans parmi les membres du Komsomol tombe rapidement. Sous prétexte de « renouveler les cartes de membres du Komsomol », une purge interne à grande échelle a été menée en 1967 et les membres d'origine ouvrière ou paysanne ont été écartés en grand nombre. On a révélé qu'environ 200 membres du Komsomol de la ville de Mirnoye ont été ainsi expulsés en quelques jours au moment du renouvellement des cartes dans leur cellule. Une ouvrière, Polina Boroninskaya, a été expulsée simplement parce qu'elle n'avait pu assister aux réunions pendant son congé de maternité. Un autre ouvrier, Boris Michkov, a été expulsé inopinément parce qu'il avait critiqué un instructeur.

Ces crimes monstrueux commis par la clique renégate des révisionnistes soviétiques, crimes d'empoisonnement et de corruption de la jeunesse, soulèvent une grande indignation parmi le peuple soviétique. Enormément de personnes entre deux âges et de vieillards disent : « L'actuel Komsomol n'a plus rien à voir avec ce qu'il était dans notre temps. »

Les larges masses des membres du Komosol et les autres jeunes de l'U.R.S.S., qui possèdent une glorieuse tradition révolutionnaire, n'oublieront jamais les enseignements de Lénine et Staline. A coup sûr, ils lèveront le dapeau de Lénine et de Staline, se soulèveront en une lutte révolutionnaire et finalement renverseront la domination de la clique des renégats révisionnistes et établiront alors sur la terre des Soviets la dictature du prolétariat.

Extrait de « Pékin-Information ».

L'Union Soviétique était le premier Etat socialiste, et le Parti Communiste de l'Union Soviétique, le parti créé par Lénine. Bien que la direction du parti et de l'Etat soviétiques soit à présent usurpée par des révisionnistes, je conseille aux camarades d'avoir la ferme conviction que les larges masses du peuple soviétique, les membres du parti et les cadres sont bons et veulent faire la révolution et que la domination du révisionnisme ne sera pas longue.

MAO TSE-TOUNG.

A BAS LES DÉCRETS DE FASCISATION !

Arbitrairement, le 12 juin 1968, de Gaulle, statuant en Conseil des Ministres, a prononcé la dissolution de onze organisations, dont le PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE (P.C.M.L.F.)

Saisi en demande d'annulation de ces mesures de répression, le Conseil d'Etat (qui doit statuer en urgence suivant la loi), n'a pas rendu son jugement parce que le gouvernement n'a pas produit les éléments justifiant sa décision. Et, pour cause, rien ne pouvant être retenu contre des organisations qui n'avaient rien à voir avec les ligues fascistes ayant justifié en 1936 l'institution de la législation invoquée !

AINSI LE POUVOIR DE LA BOURGEOISIE VIOLE-T-IL LA LEGALITE DE SON PROPRE ETAT, DES LORS QU'IL S'AGIT D'ENTRAVER LA LUTTE CONTRE LES GROUPES MONOPOLISTES CAPITALISTES, DES LORS QU'IL S'AGIT D'ETOUFFER LA LUTTE DE CLASSE CONTRE LES PRIVILEGES DES BANQUIERS ET DU GRAND PATRONAT CONTRE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME.

halte à la montée du fascisme

Les MARXISTES-LENINISTES dénoncent les persécutions policières dont ils sont sans cesse victimes depuis un an : enquêtes et surveillances continuelles, perquisitions illégales, interpellations et gardes à vues, provocations diverses, arrestations sans fondement.

Les MARXISTES-LENINISTES dénoncent l'active collusion qui s'exerce contre eux entre l'appareil parallèle du Parti « Communiste » Français, officine de délation et provocation anticommuniste et antiouvrière, et les organismes de répression de l'état bourgeois. A l'insu des militants de base du P. « C. » F., des permanents « spécialisés » font la chasse aux militants baptisés « pro-Chinois », les dénoncent et les livrent à la police ou au patronat.

D'où qu'elles viennent, toutes ces atteintes à la liberté d'opinion et d'association se font dans l'ombre, en évitant que l'opinion publique n'en soit informée. En témoignent les coups de couteau portés au visage de Raymond Casas, ouvrier métallurgiste, ancien dirigeant du P.C.M.L.F., ainsi que toutes les agressions de caractère fasciste du même genre provenant du P. « C. » F., des C.D.R., du S.A.C. et d'autres commandos au service de la violence bourgeoise et social-fasciste.

Les MARXISTES-LENINISTES dénoncent les mesures de répression du patronat qui frappent également les militants ouvriers dans les usines, où se multiplient brimades, vexations et licenciements, aussi bien contre les ouvriers français que contre leurs frères de classe, les ouvriers immigrés.

Les MARXISTES-LENINISTES condamnent sans réserve les mesures xénophobes prises à l'encontre d'étrangers résidant et travaillant en France, expulsés pour leurs opinions sans qu'ils puissent présenter leur défense et remis à des autorités étrangères fascistes.

Les MARXISTES-LENINISTES appellent l'opinion publique, par-delà les opinions philosophiques, politiques et religieuses, à protester contre toutes ces mesures d'oppression, qui préparent sournoisement la venue du fascisme en France, et à s'unir sur ce point précis pour engager toute action pour la liberté d'opinion et d'association.

ORGANISEZ PARTOUT L'ACTION ET L'UNION POUR IMPOSER L'ABROGATION DES DECRETS SCELERATS ET RESTITUER A CEUX QUI EN SONT PRIVES LES DROITS LES PLUS ELEMENTAIRES QUI SONT BAFOUES.

LIBERTE D'OPINION

LIBERTE D'ASSOCIATION

12 juin 1969.

Cette double page du n° 17 est affichable

Imprimerie N.P.P. - Paris (20e)

L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés, UNISSEZ-VOUS !

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS ET INTELLECTUELS

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

SUR LE FRONT DE LA LUTTE IDÉOLOGIQUE

NOS C.D.H.R.
CONSTITUENT LE PRECIEUX DOSSIER
DE LA CRITIQUE DU TROTSKISME « MODERNE »

L'appel de notre Comité de rédaction a été entendu : nombre de nos C.D.H.R. ne se sont plus contentés de nous envoyer des critiques intéressantes, mais peu efficaces dans la mesure où rien de constructif ne les accompagnait. En effet, la critique marxiste-léniniste n'a rien à voir avec la critique bourgeoise, abstraite, coupée des réalités et de la lutte. Critiquer sans construire, sans aider à corriger concrètement des insuffisances ou des erreurs n'a pas grande portée. Cela peut conduire à des attitudes complètement erronées, dont ont donné l'exemple des amis dont la sincérité n'est pas mise en doute, mais dont la démarche a été radicalement fausse, nous parlons de deux C.D.H.R. qui se sont laissés aller à appeler à voter « Krivine » !

Ici encore, la lutte de classes est passée dans nos propres rangs.

Sans une action conséquente la critique pure dégénère rapidement. Or, l'action peut consister précisément à rédiger concrètement une étude, un article, soumis à l'appréciation collective d'un C.D.H.R. pour l'améliorer, avant de subir celle de notre Comité de rédaction (4 ouvriers, 2 intellectuels).

Malgré le retard de deux à trois semaines sur l'événement, nous sommes heureux de pouvoir publier dans les pages qui suivent, un dossier d'analyses et critiques du trotskisme « moderne », qui ne vaut pas mieux que le vieux trotskisme condamné en son temps par la classe ouvrière et par tous les intellectuels d'avant-garde. Et qui méritait donc effectivement d'être combattu avec fermeté et efficacité, c'est-à-dire non à coups d'épithètes, mais à coups d'arguments précis et vérifiables.

Voilà qui semble avoir été compris par un grand nombre de nos C.D.H.R. et qui semble de nature à les lier plus profondément, plus étroitement à cette réalité, pour laquelle ils se sont constitués précisément : un grand hebdomadaire de combat marxiste-léniniste et de la pensée de Mao Tsé-toung, que peut et doit devenir l'Humanité-Rouge.

Savoir lutter contre la ligue trotskiste

Notre attitude tactique doit être basée sur la considération suivante :

Est-ce que notre pratique sert objectivement le prolétariat et par conséquent affaiblit la bourgeoisie ou le contraire.

Le jeu parlementaire constitue une contradiction pour les révolutionnaires :

1er aspect : s'en servir comme tribune révolutionnaire.

2e aspect : donner une caution libérale au régime.

C'est après une analyse concrète de ces deux aspects que l'on détermine l'aspect principal de la contradiction et l'attitude à prendre.

1. *Après le succès du non au référendum*

Le 27 mai, la classe ouvrière a eu l'impression d'avoir remporté une victoire. Le départ de De Gaulle, fondé de pouvoir des capitalistes monopolistes, est effectivement un fait important. La classe ouvrière a espéré que ce succès allait en amener un autre : la candidature unique de la « gauche » pour barrer la route de la présidence de la République à un quelconque représentant du gaullisme. La classe ouvrière n'a pu s'opposer à la suppressions des manifestations du 1er mai, les révisionnistes lui ayant « expliqué » qu'il ne fallait rien faire qui puisse gêner l'entente de toute la « gauche » sur le choix d'un candidat unique !...

2. *Après l'opération Deferre*

Deferre a détruit toute illusion sur les possibilités de « candidature commune »... Les révisionnistes sont obligés d'attaquer Deferre, agent de la bourgeoisie, mais se gardent bien d'attaquer la sociale-démocratie ! ! Au contraire, ils continuent de qualifier les autres dirigeants S.F.I.O. « des hommes de gauche ». Il est pourtant clair que les politiciens sociaux-démocrates ont toujours été des agents de la bourgeoisie et la volonté d'alliance des révisionnistes avec ces ennemis du prolétariat constitue une trahison qui est destinée à freiner les luttes ouvrières.

Mais le prolétariat voit clairement que ses intérêts ne seront pas défendus par le moyen de cette élection ! *Il a de plus en plus conscience d'avoir été joué.*

3. *Perspectives des travailleurs*

Une partie importante de la classe ouvrière se laissera encore abuser par le déferlement de la propagande révisionniste, comme cela se produit pendant toute « campagne » électorale... mais une autre partie de la classe ouvrière, la plus exploitée, la plus combative, la moins influencée par l'appareil révisionniste est prête à comprendre nos thèses et principalement notre lutte *contre le crétinisme parlementaire.*

Cette partie de la classe ouvrière qui se libère petit à petit de la dictature de l'appareil révisionniste comprend de mieux en mieux qu'elle ne doit absolument pas compter sur les politiciens pour défendre ses droits, mais sur ses luttes.

A partir de la prise de conscience de l'impossibilité de metttre en place une équipe de « gauche qui défendra ses intérêts », les travailleurs seront portés à se défendre eux-mêmes et par conséquent seront en mesure de toucher du doigt les méfaits de l'électoralisme.

Pour le 2e tour cette situation sera encore plus nette car il restera en course deux représentants démarqués de la réaction : Poher - Pompidou.

En menant une campagne contre l'électoralisme, nous expliquerons le malaise actuel dû à la désillusion électorale et nous expliquerons le mot d'ordre : élection-trahison.

4. *Etait-il possible et souhaitable de présenter un candidat M.-L. ?*

— Voici les raisons politiques :

1° Du fait de la dictature révisionniste exercée sur les travailleurs par leurs organisations P. « C. » F., C.G.T., etc., et du fait de la jeunesse du mouvement M.-L. en France, les forces révolutionnaires sont encore très insuffisamment implantées.

2° On ne peut se faire reconnaître par la classe ouvrière comme ses meilleurs défenseurs uniquement par des déclarations peines de bonnes intentions à la télévision et à la radio. Ce n'est que dans l'action militante et à la tête des masses que les M.-L. seront reconnus. Une fois reconnus par une fraction importante de la classe ouvrière, alors seulement il devient possible de profiter des grands moyens de propagande bourgeois pour s'adresser à la classe tout entière et tracer les grandes perspectives de lutte et même diriger effectivement un mouvement d'envergure.

3° Dans les conditions précises et actuelles, présenter un candidat, c'est servir les objectifs de la bourgeoisie :

a) C'est aider la bourgeoisie à se présenter sous le masque du libéralisme. La bourgeoisie en « permettant » et suscitant des candidatures dans lesquelles toutes les tendances peuvent se reconnaître masque son véritable objectif : la fascisation.

b) Il semble qu'un porte-parole M.-L. qui prendrait part à une élection du type présidentiel compte tenu de la conscience actuelle des masses devrait après son travail d'agitation se retirer dès le 1er tour afin d'éviter de perpétuer parmi les travailleurs et notamment dans la jeunesse le réflexe électoraliste.

c) Elle favoriserait la répression:

Deux ou trois pour cent des voix iraient à un représentant révolutionnaire qui se maintiendrait. Au cours des futures luttes de classes aiguës, il sera aisé à la bourgeoisie réactionnaire ou révisionniste d'expliquer à l'ensemble des Français que la situation sociale tendue et dramaique est due aux actes irresponsables de cette minorité d'excités et ainsi organiser une répression farouche.

d) Accepter les signatures d'élus réactionnaires, c'est se couper *inévitablement* de la masse des travailleurs à qui les bourgeois ne font jamais de cadeaux.

Conclusion : Les côtés négatifs l'emportent sur les côtés positifs. Les côtés positifs, en admettant que le mouvement M.-L. soit en mesure d'obtenir les 100 signatures ailleurs que dans la bourgeoisie (?) seraient :

1° Dénoncer le révisionnisme aux yeux des travailleurs les moins soumis à l'influence révisionniste.

2° Donner au mouvement actuel de lutte une orientation et des objectifs justes.

5. *Attaquer résolument la candidature bourgeoise du trotskyste Krivine*

La candidature Krivine sert à la bourgeoisie : en permettant (tout au moins) cette candidature, la bourgeoisie vise à orienter la masse des jeunes révolutionnaires, non organisée, non avertie du rôle historique contre-révolutionnaire du trotskysme, vers l'organisation la plus sectaire et la plus anti-communiste, qui l'amènera dans l'impasse la plus totale.

Depuis le mois de mai 1968, les dirigeants trotskystes ont encore montré dans les faits quels étaient leurs objectifs.

1° Sabotage et tentative de liquidation des mouvements de masses comme les C.A.L. et les comités d'action étudiants-travailleurs.

2° Renforcer les courants petits-bourgeois dans la classe ouvrière en ne menant pas la lutte contre le révisionnisme mais au contraire en venant au secours ouvertement de la C.G.T., par exemple ou de Duclos (en appelant à reporter les voix Krivine sur ce renégat).

3° Depuis mai 68, les dirigeants trotskystes ont pratiqué le débauchage systématique dans les organisations de masse, leur seul objectif étant de renforcer leur secte.

4° Pour les trotskystes tous les moyens sont bons pour parvenir à leurs petits objectifs : ils pratiquent alternativement le gauchisme le plus outrancier et l'opportunisme le plus plat (échelle mobile) par exemple, ils espèrent que les travailleurs accepteront de laisser parler Krivine à la porte des usines pour le remercier de l'apport des voix trotskystes à Duclos pour un second tour éventuel.

5° *Renforcer le P. « C. » F.* qui a toujours présenté le mouvement de mai comme issu des trotskystes, Maoïstes, et autres gauchistes. Pour nous en tenir à sa pratique actuelle, le mouvement trotskyste (Krivine-Rouge) apparaît comme anti-révolutionnaire et donc à combattre résolument.

6° *A bas l'électoralisme*

Les M.-L. ne doivent pas se laisser intimider par les cris des révisionnistes. Ils doivent aller résolument au-devant des travailleurs et trouveront le contact avec ceux qui sont prêts à nous rejoindre : les travailleurs nous rejoindrons si nous luttons contre tous les traitres de la classe ouvrière et spécialement contre le révisionnisme et le trotskysme.

Comme Lénine, Staline, Ho Chin Minh, Mao-tsé Toung... combattons résolument ces courants contre-révolutionnaires.

Une seule position juste, le boycott et l'appel à la lutte classe contre classe.

Cercle Humanité Rouge, Marseille.

A PROPOS DE QUELQUES THÉORIES

I. — TRADITIONNELS PHRASEURS DE GAUCHE.

Pour bien démontrer les théories fumeuses des trotskistes, il est nécessaire d'en faire une analyse sérieuse et cela en remontant à l'origine du trotskisme en tant que courant petit bourgeois dans le mouvement ouvrier, en s'appuyant sur les analyses de Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et en les appliquant en particulier à la réalité française.

Faire ce travail d'analyse en liaison avec nos actions concrètes pour démasquer le danger trotskiste, est une tâche indispensable pour unifier la classe ouvrière de notre pays, tâche qui s'inscrit dans la nécessaire lutte idéologique que nous devons mener contre les courants gauchistes de type anarcho-spontanéo-trotskiste, qui sont la conséquence directe du révisionnisme de droite.

Il ne s'agit donc pas à travers quelques passages de Krivine à la télé de démonter tout le mécanisme de la démagogie trotskiste, idéologie de la confusion qui prolifère dans les périodes de flottement pour la classe ouvrière, mais simplement de montrer que même à travers des déclarations qui se veulent unitaires, il ne peut y avoir d'unité de pensée avec les dirigeants trotskistes (nous précisons dirigeants car nous faisons bien la différence entre eux et les militants trompés par leur praséologie). Non seulement sur les questions de stratégie et de principes (par exemple, question de Staline, défense de la Chine). Les divergences sont fondamentales avec eux, car les trotskistes incarnent l'idéologie petite-bourgeoise enrobée de la phrase gauchiste, et trompent ainsi les masses en ne leur donnant pas de perspectives claires ; mais également sur les questions de tactique immédiate il y a divergences profondes : la tactique est intimement liée à la stratégie et ne peut être élaborée en dehors des principes.

Alors que les trotskistes, dans leurs « analyses » tournent le dos à la dialectique marxiste, restent au niveau des apparences et ne voient pas les phénomènes dans leur développement, les marxistes-léninistes analysent toujours les différents aspects des phénomènes, c'est pourquoi nous ne craignons pas de nous trouver à un moment donné, apparemment à contre courant. C'est ce que nous allons tenter de démontrer.

Tout d'abord, signalons avec quel respect la bourgeoisie présente la candidature de M. Krivine : « Enfin un groupuscule qui a grandi ! » dit Le Monde. La voix de la presse bourgeoise a toujours un contenu de classe précis.

Le très sérieux style électoraliste de Krivine dénote non seulement son origine de classe mais surtout sa position de classe. Ce n'est pas en prenant de grands airs inspiré sur ses affiches électorales, en ayant l'attitude de regarder vers l'avenir qu'on incarne la jeunesse.

Le triste Krivine n'est rien d'autre qu'un politicien bourgeois parmi d'autres, préparant activement sa carrière politique de type social-démocrate. Se plaçant sur le même plan que ses « concurrents », il est incapable de les ridiculiser. Ceci dit, le style de Krivine importe peu. Il dénote simplement sa position de classe et quel que soit le candidat trotskiste qui se serait présenté, notre position aurait été inchangée.

II. — LE NON AU REFERENDUM N'EST PAS UNE VICTOIRE DE LA DROITE

Lorsque Krivine présente le « non » au référendum comme une victoire de la droite, il ne fait que des analyses superficielles du même type que celle de la « gauche » social-démocrate et joue ainsi le même jeu électoraliste. Comme eux, il ne connaît pas les masses et *ne leur fait pas confiance.*

La majorité pour le « non » n'est pas une victoire de la classe ouvrière tout simplement parce que les victoires de la classe ouvrière se placent sur d'autres terrains et que les élections ne peuvent jamais régler les problèmes (faire croire que des élections peuvent changer quelque chose, c'est là la grande duperie des partis dits de « gauche » et en particulier des révisionnistes).

Cependant ,ce « non » a montré le mécontentement des travailleurs et leur volonté de changement, mais aussi les difficultés croissantes de la bourgeoisie ; il reflète les volontés hésitantes d'une classe ouvrière non dirigée par son parti, il reflète aussi le malaise grandissant d'une bourgeoisie incapable de trouver une solution de tout repos à ses cauchemars.

Ce « non » est une des manifestations de la crise croissante du capitalisme. Le pion capitaliste de Gaulle a mis du temps à s'user, les prochains pions s'useront plus vite car la bourgeoisie s'essouffle.

En voyant dans le « non » seulement une victoire de la droite, Krivine montre son mépris et son incompréhension pour les masses, il montre aussi qu'il surestime la bourgeoisie en n'analysant pas ses contradictions.

C'est une position défaitiste qui va à l'encontre de la mobilisation des masses.

III. — DOIT-ON PARTICIPER AUX ELECTIONS A L'ETAPE ACTUELLE ?

Notre position actuelle pour les présidentielles est en continuité avec celle adoptée au référendum (soit de voter non) et cela parce que nous avons un travail à effectuer pour accroître les contradictions du système capitaliste et qu'avec les travailleurs nous avions raison de montrer notre opposition, tout en les mettant en garde sur les illusions électoralistes.

Et lorsque Krivine justifie sa candidature en disant qu'on peut compter l'influence des révolutionnaires à travers les élections, il fait œuvre de mystification

FUMEUSES DES TROTSKISTES...

à l'égal des révisionnistes et a les mêmes critères que la fausse gauche. Aussi, ces accusations contre la social-démocratie sont vides de contenu. Un seul exemple : Krivine dit que le P.S.U. est social-démocrate mais pourtant il a fait des propositions unitaires à la direction du P.S.U. pour la campagne électorale !

La vraie gauche, elle, existe et elle est bien vivante, elle existe dans les masses de travailleurs français et étrangers, mais la volonté des travailleurs ne peut se mesurer que de manière bien diffuse à travers des élections.

D'abord, et c'est là une question de principe : les élections sont le terrain de la bourgeoisie qui les réglementent et qui a entre ses mains les moyens de propagande, et des élections sont rejetés une grande partie des plus combattifs parmi les travailleurs : les jeunes, les travailleurs immigrés.

Ensuite, à l'étape actuelle, du fait de la trahison révisionniste, du manque de perspectives claires données aux masses par les soi-disant partis de gauche, y compris le P. « C. » F., qui tournent tous le dos aux intérêts profonds des masses, et du fait de l'organisation et l'implantation naissantes des forces marxistes-léninistes, il existe un malaise profond parmi les travailleurs (même si la majorité d'entre eux n'est pas clairement consciente de la trahison révisionniste) parce que précisément leur volonté n'est pas encore canalisée dans le sens de la prise du pouvoir.

Peut-on dire qu'un travailleur qui va voter Poher et qui pourtant s'est montré combattif lors des grèves, est de droite ? Nous dirons qu'il n'entrevoit aucune perspective dans la « gauche », qu'il est trompé et qu'il n'est pas encore conscient de la duperie électoraliste et cela en particulier à cause des révisionnistes.

Lénine nous enseigne qu'on peut mesurer la température des masse lors des élections. Cela est vrai, mais encore une fois, il s'agit d'appliquer ses enseignements à la réalité concrète et compte tenu de tous les facteurs de pression sur les masse françaises actuellement. C'est dire qu'il faut savoir graduer ce thermomètre et ne pas prendre la température avec des critères toujours inchangés.

La bourgeoise, à l'étape actuelle, a grand intérêt à proposer élections sur élections ; non seulement parce que cela fait apparemment et momentanément oublier les terrains réels de la lutte de classe (et en cela elle trouvera toujours l'aide zélée des révisionnistes) mais aussi parce qu'elle a intérêt à profiter de la désorganisation des masses — due encore à la trahison révisionniste — et ainsi à faire passer le noir pour le blanc (par exemple les voix des travailleurs qui voteront « à droite » parce que la gauche ne leur propose rien de concret) et à se donner ainsi des apparences de force.

A travers le jeu électoral, on comprend comment les révisionnites sont les meilleurs alliés de la bourgeoisie et comment leur rôle, leur tactique est intimement liée à celle de la bourgeoisie : dans l'arsenal de séduction, de « *balles enrobées de sucre* » de la bourgeoisie ils ont une place d'honneur. Et, ce n'est là qu'un aspect de leur trahison.

Face à toute cette entreprise de mystification, être apparemment à contre-courant pour les marxistes-léninistes n'est pas une attitude passive ou timorée, bien au contraire. Nous sommes les seuls à nous dresser concrètement contre la duperie électoraliste. Cela, nous le savons portera des fruits.

Quelques amis peuvent nous dire : mais Lénine lui-même disait qu'il fallait utiliser les tribunes de la bourgeoisie pour mieux la combattre. A cela, nous répondons : Lénine parce qu'il se plaçait sur les positions du prolétariat, savait toujours analyser le rapport des forces, il savait à quel moment et dans quelle circonstance ce qu'il dirait en utilisant une tribune bourgeoise servirait réellement à faire avancer le mouvement des masses. C'est à nous, en France, de savoir à quel moment nous pouvons utiliser ces tribunes sans faire de concessions à la bourgeoisie, et à quel moment notre participation à des élections servira plus aux forces de la réaction qu'à celles du peuple.

A l'étape actuelle, où la mystification électoraliste est une des principales armes de la réaction pour tromper les masses, notre tâche est de démystifier sans relâche et sans aucune concession le système des élections bourgeoises, et en aucune manière en mettant le doigt dans cet engrenage électoraliste, on ne peut le faire correctement.

Lorsqu'on a confiance dans les masses et qu'on a pour attitude fondamentale de toujours leur dire la vérité, on ne craint pas d'être seuls contre tout ce marais électoraliste à dire et surtout à mettre en pratique le slogan : ELECTION : TRAHISON.

IV. — LUTTONS CONTRE L'IMPATIENCE PETITE-BOURGEOISE.

Précisons aussi que la position de quelques militants non marxistes-léninistes qui souhaitaient une candidature unique pour les « gauchistes » est une pure utopie.

Pour notre part, nous sommes contre *toute* participation aux élections à l'étape actuelle et cela nous l'avons expliqué, mais surtout pour des raisons de principes nous sommes catégoriquement opposés à ce style d'unité factice de sommet. Nous pensons, au contraire, qu'il est indispensable de mener une lutte idéologique résolue contre tous les courants réellement gauchistes. Sans cette lutte préalable l'unité de la classe ouvrière n'est pas possible. Pour unir les forces qui doivent être unies, il faut le faire non au prix de concessions sur les principes ; sinon l'unité périra, mais ce n'est que par la lutte pour la défense des principes que l'unité se consolidera autour d'une ligne politique juste. Ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'unir pour unir, d'agir à l'aveugletet, mais d'avoir toujours en tête, dans la moindre de nos actions l'orientation générale de la lutte et ses intérêts fondamentaux. C'est pourquoi, les marxistes-léninistes luttent contre l'impatience petite-bourgeoise des trotskistes et des courants anarcho-spontanéistes.

Notre lutte contre l'impatience petite-bourgeoise ne doit en aucune manière nous rendre timorés ou attentistes. Nous savons qu'être protégés par les masses signifie avant tout être lié de plus en plus étroitement aux masses, et ce travail de liaison quotidienne qui s'accomplit est précisément tout le contraire de la position attentiste.

VIVE LE COMMUNISME !

Le Président Mao a continué et développé l'œuvre de Marx, Engels, Lénine et Staline. C'est ce qu'exprime la manifestation ci-dessus (à Pékin), qui réduit à néant les calomnies contre-révolutionnaires contre la pensée de Mao Tsé-toung.

V. — LES TROTSKISTES « OUBLIENT LES TRAVAILLEURS IMMIGRES !

A propos des revendications économiques de la classe ouvrière, Krivine en cite quelques-unes, en disant qu'il faut les politiser, mais dans sa propagande il laisse totalement dans l'ombre le problème des revendications des travailleurs immigrés et de l'union nécessaire entre travailleurs français et travailleurs immigrés vivant en France.

Oubli caractéristique des phraseurs qui se prétendent internationalistes.

Pour nous, défendre les travailleurs immigrés est un devoir national et international.

On comprend, à travers cet oubli que le soi-disant internationalisme des trotskistes qu'ils opposent traditionnellement au soi-disant nationalisme étriqué est une trahison. Leur « internationalisme », c'est la solidarité avec les autres trotskistes de part le monde et non avec les peuples révolutionnaires.

On sait que les théoriciens de la révolution permanente, se sont opposés toujours au nom de la « Révolution socialiste mondiale » à la consolidation du socialisme en U.R.S.S., alors qu'il était particulièrement important pour toutes les forces révolutionnaires de part le monde de consolider la dictature du prolétariat naissante en U.R.S.S.

Au nom de cette théorie, basée sur leur manque de confiance dans les possibilités d'un peuple à construire le socialisme en comptant sur lui-même, les trotskistes ont toujours été des bradeurs de la révolution socialiste.

VI. — LES TROTSKISTES « OUBLIENT » LES PAYSANS

Un allié du prolétariat que les trotskistes ont aussi pour tradition de mépriser, c'est la paysannerie pauvre et moyenne, et ils fondent leur argumentation sur le fait que les paysans ont une mentalité rétrograde, contre-révolutionnaire. Krivine, en bon trotskiste, ne s'est guère préoccupé des paysans dans sa campagne.

Ce que nous devons affirmer, c'est que même si les paysans pauvres et moyens ont souvent une idéologie individualiste, le prolétariat, par son unité, a la possibilité, dans la lutte, (unité-critique-unité) de les rééduquer.

L'alliance du prolétariat et des paysans est indispensable pour le triomphe de la révolution. Par sa force, son unité, seul le prolétariat est capable de montrer aux paysans exploités que leurs intérêts sont d'aller de l'avant vers le socialisme et non de s'accrocher à des structures anciennes. Il en est de même pour une partie des petits commerçants et artisans.

Là encore, il s'agit non pas d'être à la remorque de ces classes, mais de les allier au prolétariat. En méprisant les alliés du prolétariat, en coupant celuici de ses alliés, les trotskistes méprisent aussi le prolétariat, lui retirent le droit au pouvoir et remettent en cause cette vérité marxiste : « Le prolétariat en s'émancipant émancipera toute l'humanité ».

VII. — LA « DEMOCRATIE OUVRIERE » DE TYPE TROTSKISTE

Comme solution à toutes les difficultés de la classe ouvrière, les trotskistes proposent la démocratie ouvrière. Que faut-il entendre par là ?

C'est là une vieille trouvaille menchevik et spontanéiste destinée principalement à reléguer en arrière plan les questions fondamentales de la révolution : la question du parti d'avant-garde, du front uni, dirigé par le parti et de la lutte armée dirigée par le parti.

Aussi, lorsqu'ils parlent dans le vague de parti révolutionnaire et de lutte armée ils font encore une fois œuvre de mystification car ils ne montrent pas clairement aux masses quelle est la vraie voie qui mène à la révolution.

Pour eux, la seule issue c'est de développer les luttes dans les entreprises. Mais ils oublient de montrer le rôle d'un véritable parti d'avant-garde pour orienter les luttes dans le sens de la prise du pouvoir.

« Le pouvoir des travailleurs », disent-ils, « n'est pas le pouvoir d'un parti sur les travailleurs, mais l'exercice du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes organisés dans leurs conseils, leurs comités d'usine, leurs comités de quartiers. » Sous des apparences de lutte contre la bureaucratie de telles positions ont pour but de remettre en cause la notion de parti de type nouveau lié aux masses et là-dessus les trotskistes en bons démagogues jouent sur la caricature de parti communiste que le P. « C. » F. donne aux masses, elles ont pour but, en privant les travailleurs de leur propre organisation, de morceler les luttes, elles entretiennent l'illusion de l'autogestion en dehors de la nécessité de s'emparer de la machine d'Etat.

Cest là du pur spontanéisme et le spontanéisme qui a pour caractéristique de se parer sous le terme de « démocratie » et de confiance dans les masses, n'est rien d'autre que le mépris des masses car il les prive de ses meilleures armes pour conquérir le pouvoir.

Avec leur fameuse démocratie ouvrière, dans les syndicats, les trotskistes comme tous les sociaux-démocrates entretiennent aussi l'illusion que les organisations syndicales peuvent être « redressées » de l'intérieur alors qu'il est nécessaire, au contraire, de préparer les masse à s'organiser en comptant sur elles-mêmes et en utilisant les formes d'action les mieux adaptées à la situation de chaque entreprise. Pour les trotskistes, les conseils ouvriers auraient pour tâche principale de forcer les syndicats à appliquer la démocratie ouvrière.

En fait, eux qui savent tellement se gargariser avec les mots de « démocratie ouvrière » et de lutte contre la bureaucratie sont, en fait les pires bureaucrates. Et, pour cela, il suffit de jeter un coup d'œil sur l'organisation de la ligne dite « communiste ». Les fractions, bien sûr, sont autorisées, et c'est bien là, la preuve, de l'incapacité pour les petits-bourgeois de centraliser les ideés justes (pour la simple raison que les idées justes des masse ils ne peuvent les recueillir...). Les nouveaux militants, dans cette ligue, sont contrôlés bureaucratiquement par des « instructeurs » qui, en principe ont pour tâche de contrôler les connaissances des nouveaux.

C'est la conception bourgeoise de l'élite et non du militant au service du peuple qui les guide et cela dans le choix même de leurs dirigants.

Est-ce cet exemple bouffon de démocratie qu'ils proposent aux masses ? Nous savons — parce que nous avons réellement confiance en elles — que si les petits-bourgeois qui composent la quasi totalité des organisations trotskistes acceptent plus ou moins passivement ce genre de « démocratie » les ouvriers qui actuellement font, à leurs dépens, l'expérience d'un autre type de bureaucratie. Et pour cela, il suffit de regarder l'expérience des mouvements révolutionnaires de par le monde. Les trotskistes se nourrissent de la confusion du mouvement ouvrier, mais dès que le vent de la victoire souffle pour la révolution, ils se démasquent, végètent. En éternels parasites, la victoire du prolétariat les asphixient.

A BAS LE TROTSKISME !

Le Trotskysme est-il un courant révolutionnaire, bourgeois, contre-révolutionnaire ? Nous avons déjà dit et répété que le Trotskysme et l'anarchisme étaient les fruits (les champignons) issus de la décomposition révisionniste. Si le Trotskysme, que beaucoup croyaient disparu, ressurgit en ce moment, c'est qu'il se nourrit de cette décomposition, il puise sa force relative dans la division des forces révolutionnaires, dans la division entre forces marxistes-léninistes, et de celles qui s'en réclament.

Mais les trotskystes n'ont pas surgit spontanément du néant, leurs cadres politiques ont en réalité toujours tenté de noyauter le mouvement révolutionnaire ou progressiste. Ce n'est un mystère pour personne que leurs hommes ont toujours pratiqué « l'entrisme », non seulement au P. « C. » F., mais à la S.F.I.O., au P.S.U., à F.O. et dans nos propres rangs. Leurs cadres d'un certain niveau ont une prédilection marquée pour certaines organisations occultes, se situant aux antipodes du Marxisme tels le Sionisme et la Franc-maçonnerie.

C'est d'ailleurs au travers de ces organisations occultes que leur viennent les appuis (de toute nature) les plus considérables.

Mais pourquoi luttent-ils contre les Révisionnistes ? — grave erreur camarades, ils ne luttent pas contre le révisionnisme, ils luttent pour l'aggravation du Révisionnisme — Ils ne luttent pas pour le rétablissement des normes socialistes, pour la pureté des idées marxistes-léninistes, pour le redressement idéologique du mouvement communiste mondial. Ils ont travaillé depuis toujours à son écroulement idéologique et organisationnel, ce n'est pas maintenant qu'ils varieront (du moins les dirigeants).

Notre lutte est l'inverse de la leur. Nous luttons pour sauver, persévérer, enrichir et développer la philosophie marxiste-léniniste. Les trotskystes luttent pour écraser cette philosophie. Ce sont les plus acharnés à dénoncer les agissements des « Staliniens » du Kremlin (et d'ailleurs quand ceux-ci utilisent des méthodes contre-révolutionnaires) ; en vérité, les trotskystes savent bien que ce ne sont pas les Staliniens qui détiennent le pouvoir en U.R.S.S. et ailleurs. Ils savent très bien que ce sont, au contraire, les pires ennemis de Staline, la meilleure des preuves c'est que les trotskystes s'appuient eux aussi tout comme les bourgeois et les contre-révolutionnaires, sur le fameux rapport du XX[e] Congrès du P.C.U.S. pour démontrer la « nocivité » du Stalinisme.

Ce sont les plus acharnés à dénaturer ; à brocarder, la grande révolution culturelle prolétarienne de la R.P.C. qu'ils présentent dans leurs analyses. Mais dans ce domaine, comme ailleurs, rien ne remplacera jamais la pratique.

Les trotskystes sont en général des opportunistes politiques incorrigibles. Ils se font les porte-drapeaux de tout ce qui peut être ou devenir « rentable » en direction de la jeunesse, notamment : Le Viêt-nam, Guevara, Marcuse Marx, et pourquoi pas Lénine et Mao quand il le faut. L'opportunisme politique est l'un des supports de leur « logique ». Ils peuvent « très bien » expliquer, par exemple, que la Révolution Culturelle n'est qu'une pâle copie de la Révolution permanente de Léon Trotsky.

Nous revenons souvent sur Staline et certains camarades s'en étonnent en pensant que nous faisons « vieux jeu ». Ces camarades se trompent, car le vieux combat entre Staline et Trotsky, entre Lénine et Trotsky, continue : il est toujours d'actualité, il est même plus d'actualité que jamais. Si les trotskystes ne mettent pas toujours Trotsky sur leur drapeau, par contre, n'ayons pas peur de mettre Staline sur le nôtre aux côtés de Marx, Engels, Lénine et Mao ; personne d'autre que nous, ne le mettra, personne d'autre que nous nous le disputera ; (du moins pas encore). Si nous insistons autant, c'est qu'en vérité il est impossible de définir, de comprendre, d'analyser le trotskysme, sans se référer à Staline, à ce grand de la pensée et de l'action, dont le demi-siècle d'expérience révolutionnaire est riche d'enseignements.

Staline est demeuré l'ennemi mortel des Trotskystes. Pourquoi ?

Parce qu'il les combattit avec clairvoyance, lucidité et sans faiblesse aucune.

Staline est mort à la tâche (et pas seulement lui) ses œuvres ont été détruites par les rénégats du marxisme-léninisme, et depuis la nouvelle jeunesse de l'intelligentsia soviétique adopte Léon Trotsky comme livre de chevet de ses nourritures spirituelles, et par contre, se déchaîne dès qu'elle découvre une brochure « Maoiste ».

Certains jeunes camarades veulent refaire une étude du Trotskysme, c'est tout à fait normal et naturel : il faut toujours rechercher la racine de la contradiction à ce propos nous leur recommandons deux livres indispensables : « L'Histoire du P.C.B. », bien entendu, et « La Grande Conspiration contre l'U.R.S.S. » de Sayer et Khamm.

Un militant ouvrier, Blois.

Paris, le 8 juin

Voici une contribution à la lutte idéologique et politique que nous menons contre le courant trotskyste « Rouge-Ligue communiste ». Cette étude concerne à la fois leur ligne politique telle qu'est est exprimée dans leur littérature et leur pratique, telle que nous l'avons vue dans les comités de base ouvriers notamment.

Les travailleurs, ayant pris conscience après mai 68 ou après une grève locale sabotée par les bonzes syndicaux de la trahison du révisionnisme, cherchent à se regrouper pour continuer la lutte contre les capitalistes et les syndicats réformistes. La forme que prend habituellement ce regroupement est celle du comité de base.

Le comité de base est le lieu de rassemblement de tous ceux qui veulent continuer la lutte, qu'ils soient français ou immigrés, syndiqués ou non, et qui se retrouvent au début sur des bases assez floues d'anti-capitalisme et d'anti-révisionnisme. Dans le comité de base, la plus large démocratie règne, et l'unité des travailleurs se réalise peu à peu sur des points concrets en rapport immédiat avec la lutte économique et politique qu'ils mènent dans leurs entreprises. L'élévation du niveau de conscience des travailleurs du comité de base est étroitement liée à l'élaboration par eux-mêmes, d'un programme de revendications permettant de mobiliser la majorité des travailleurs de l'entreprise et de démasquer, une fois de plus, les tentatives de sabotage des syndicats réformistes.

POSITIONS DE « ROUGE » SUR L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE ET LES SYNDICATS

I. **La lutte à mener dans les boîtes après mai 1968 et l'ébranlement du révisionnisme**

Les relations entre C.B. et syndicats dépendent essentiellement de la boîte (force de la C.G.T., démasquage, ...). Il faut cependant remarquer que le C.B. doit avoir une existence organisationnelle indépendante de la section C.G.T., puisque l'activité qu'il mène (propagande, journal, tract), dénonciation de masse du révisionnisme, contacts avec d'autres C.B., etc., l'oppose à la ligne de la C.G.T. et dépasse souvent le cadre syndical.

II. **Pratique de « Rouge »**

« Rouge » regroupe les éléments avancés sur la base : « diffuseurs ou sympathisants de « Rouge » (La taupe rouge, poste n° 3) « Tout travailleur, en accord avec les **idées** et la **pratique** de la Taupe Rouge peut participer aux discussions et à la rédaction du bulletin » (idem).

Comme on le voit, un préalable est posé à tout travailleur voulant continuer la lutte : adhérer aux thèses principales de « Rouge » et à sa politique.

Il est évident que cette adhésion formelle de la part d'un travailleur n'ayant pas les idées claires ne peut que contribuer à les lui embrouiller plutôt que d'élever son niveau de conscience. Elle décourage d'autre part de nombreux travailleurs qui ne tiennent pas à faire mettre sur eux un grappin par un groupuscule. Pour « Rouge », il ne s'agit donc pas de donner aux éléments avancés la possibilité de se regrouper, d'impulser un travail à la base pouvant réaliser l'unité et la prise de conscience des travailleurs dans l'action, mais de faire pénétrer les idées trotskystes dans la classe ouvrière :

« La Ligue Communiste doit donc se doter de structures de pénétration dans la classe permettant de polariser ces éléments (avancés) sans leur imposer une adhésion formelle sur l'ensemble de son programme. C'est le rôle des structures taupe rouge qui se multiplient dans le Midi, et associent, sous le contrôle politique de la Ligue, des militants ouvriers à ses activités sans pour autant leur demander d'adopter l'ensemble de ses positions. » (« Rouge », n° 16, p. 8).

Ce texte, extrait de « Rouge », rassemble en quelques lignes quelques positions fondamentales erronées du trotskyme. Au lieu de partir des idées et des désirs justes des masses, de leur faire confiance à l'époque de l'effondrement du capitalisme et de son allié le révisionniste, de donner aux éléments les plus avancés la possibilité de se regrouper sur des bases larges anti-capitalistes et anti-révisionnistes, les trostkystes (qui par ailleurs dénoncent à tour de bras la bureaucratie) se donnent des « structures de pénétration », demandent une adhésion préalable bien que pas totale (admirons la restriction !) à leurs thèses ; ils demandent aux ouvriers de s'associer, sous le contrôle politique de la Ligue aux activités de cette dernière. Pour résumer ce que veut « Rouge », ce sont les ouvriers au service de la Ligue, et non la Ligue au service des ouvriers. « Rouge » justifie cette machinerie souterraine, ce manipulationisme puant par le fait que : « Pour vaincre la bureaucratie, il faut opposer au P. « C. » F. une capacité nationale d'organisation » (« Rouge », n° 16, p. 8). Ainsi, pour lutter contre le révisionnisme, l'accent n'est pas mis sur les luttes à la base, sur les dénonciations de masse de la trahison du P. « C. F., mais sur la centralisation « seul moyen de créer un rapport de force nationale face au P. « C. » F ». (idem).

La position des M.-L. appartenant à un comité de base est radicalement opposée. Ils militent dans un comité de base parce que c'est l'endroit où se retrouvent les travailleurs qui veulent lutter et qu'ils veulent lutter au coude à coude avec eux. Ce n'est pas parce que les membres du C.B. sont en accord avec la théorie et la pratique M.-L., mais parce qu'ils peuvent faire profiter les autres travailleurs du C.B. d'une expérience politique souvent plus avancée. Il est évident qu'ils défendront des positions et des analyses M.-L., mais ceci toujours dans un but d'unité, d'élévation du niveau de conscience du C.B., et non d'imposer une ligne politique venue d'ailleurs. Si les positions M.L. sont admises par les travailleurs du C.B., ce ne sera pas dû une une adhésion préalable des thèses M.-L., mais au fait que les positions M.-L. répondent aux besoins des travailleurs.

Seulement ainsi le niveau de conscience, la volonté de lutte et l'initiative de tous ira en se développant. C'est seulement ainsi que la classe ouvrière pourra se réorganiser dans le but de reconstruire un véritable syndicat de lutte de classe.

Avec notre salut fraternel et militant,

le C.D.H.R. Pernéty (Paris-14[e]).

CONTRE L'INTERDICTION DU P.C.M.L.F.

AMIENS :
PROTESTATION CONTRE L'INTERDICTION DU P.C.M.L.F. LE 12 JUIN 1968

Au cours d'une réunion publique du C.D.H.R. d'Amiens, le 30 mai, une résolution a été présentée par l'un des participants et adoptée à l'unanimité par la salle.

Cette résolution condamne l'interdiction illégale du Parti communiste marxiste-léniniste de France, et d'autres organisations, le 12 juin 68.

Après avoir dénoncé les arguments stupides du gouvernement selon lesquels le P.C.M.L.F. serait coupable d'entretenir des « milices privées » et autres « formations para-militaires » la résolution indique :

« Les buts du P.C.M.L.F. n'étaient nullement mystérieux pour le peuple travailleur de notre pays. Le P.C.M.L.F. visait à l'instauration en France d'une République Socialiste, fondée sur la dictature du prolétariat, car il considérait que la République actuelle se fonde sur la dictature du capital ».

Correspondant H. R.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE PROLÉTARIENNE TRIOMPHE EN CHINE

Le 9[e] CONGRÈS du PARTI COMMUNISTE CHINOIS est une nouvelle victoire des ouvriers et des paysans qui renforcent leur pouvoir et sont décidés à lutter jusqu'au bout pour construire le communisme

LE PREMIER FILM SUR LE 9[e] CONGRES

MEETING à la MUTUALITÉ

JEUDI 19 JUIN
20 h. 30

24, rue Saint-Victor
PARIS V[e]
M[o] Maubert-Mutualité

ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-CHINOISES
32, Rue Maurice-Ripoche, PARIS-14[e]

Le 9[e] Congrès du Parti Communiste Chinois marque la victoire de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne déclenchée et dirigée par le Président Mao Tsé-toung au moment où les ennemis de la classe ouvrière tentaient de restaurer le capitalisme.

Après la victoire de la Révolution Chinoise en 1949, la lutte de classes n'a pas disparu, car la bourgeoisie, privée du pouvoir politique et économique, ne renonce pas à le reconquérir. Se servant d'éléments bourgeois infiltrés dans le Parti Communiste, elle voulait assurer la plus large diffusion à son idéologie en gardant le contrôle de l'enseignement et de la culture.

Leur chef, le renégat Liou Chao-chi, tentait de saboter les efforts du Parti dans tous les domaines. En particulier, à l'encontre de la politique de collectivisation des terres, il prônait la petite culture individuelle ; il tentait d'endormir la vigilance des masses révolutionnaires en encourageant les tendances individualistes ; il voulait transformer le Parti en une secte de privilégiés coupés des masses.

La Révolution Culturelle a fait échouer ces tentatives. Les traîtres infiltrés dans le Parti ont été démasqués et l'idéologie bourgeoise a été réfutée par les masses révolutionnaires armées de la pensée de Mao Tsé-toung et placées sous la ferme direction du Parti Communiste Chinois. La dictature du prolétariat sur la bourgeoisie s'en est trouvée extrêmement renforcée ; la grande Révolution Culturelle prolétarienne est UNE NOUVELLE VICTOIRE DU PEUPLE CHINOIS SUR LA BOURGEOISIE. Le 9[e] Congrès du Parti Communiste Chinois a sanctionné le renforcement du Parti Communiste Chinois qui est prêt à remporter de nouveaux et grands succès dans l'édification de la Chine socialiste.

Le numéro 5
"Aujourd'hui la Chine"
est en vente :
32, rue M.-Ripoche, Paris 14[e]

A BAS L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Nous publions ici trois documents qui, pour dater de quelques semaines, n'en sont pas moins d'actualité et d'importance, comme en témoignent par exemple les luttes en cours au Sénégal (nous y reviendrons ultérieurement), et d'une façon générale, la crise profonde de l'impérialisme français.

Mais nous n'avons ici que trop peu de place pour développer régulièrement les nécessaires informations pour ce front de lutte fondamental contre l'impérialisme.

Ce front commence par la solidarité active avec nos camarades immigrés en France, victimes de l'impérialisme français, avec son Etat des monopoles et ses « états » ou « territoires » de pillage privilégié, notamment africains et antillais.

Nous engageons donc tous nos amis à la lecture et la diffusion de journaux comme « Front Uni » (1) et « Solidarité Anti-Impérialiste » (2), dont le dernier numéro consacre une grande place aux travailleurs immigrés. Nous les engageons surtout à prendre des initiatives locales pour développer, contre le chloroforme révisionniste sur le peuple français, de multiples actes de soutien aux luttes nationales et sociales des peuples encore opprimés par l'impérialisme français, ce petit concurrent aux dents longues de son grand maître l'impérialisme américain, l'ennemi numéro 1 des peuples du monde.

H. R.

(1) *Front Uni*, **0,50 F**, mensuel du Comité Ouvrier Paysan Intellectuel (C.O.P.I.) de la région Centre-Alpes. *Adresse :* Mlle Leclerc, 33, rue Nicolas-Chorier - 38 - Grenoble.

(2) *Solidarité Anti-Impérialiste.* 1 F, « journal au service de l'unité des luttes contre l'impérialisme », fondé avec la participation du Centre Informations Vietnam (17, rue du Sentier, Paris-3e). *Adresse :* R. Begouen. B.P. 62 - Paris 11.

SÉNÉGAL

Voilà plus d'un mois que les élèves et étudiants du Sénégal sont en lutte ouverte contre le régime néo-colonisé de Senghor, ce valet non déguisé du capitalisme français et de l'impérialisme international.

Contre le renvoi arbitraire de 18 de leurs camarades qualifiés de meneurs, les élèves et étudiants du Sénégal ont déclenché une grève générale des cours depuis le 25 mars.

Par-delà cette protestation contre l'arbitraire, le combat de nos camarades s'inscrit dans le cadre général de la lutte contre le régime pourri de Senghor :

- *— pour les libertés les plus élémentaires ;*
- *— pour une université au service de l'Afrique ;*
- *— pour une vraie indépendance nationale ouvrant la voie a la véritable unité africaine ;*
- *— contre l'appropriation des richesses nationales par les capitalistes français et une poignée de compradores ;*
- *— contre la politique de démission nationale prônée par Senghor et sa clique.*

En dépit de la répression féroce du régime aux abois de Senghor et des dépêches mensongères de la Presse, nos camarades mènent un rude combat.

L'état d'urgence et l'état de siège ont été votés par l'Assemblée Nationale, simple « Chambre d'enregistrement » qui en a laissé les modes d'application à la guise du fantoche gaulliste sénégalais. Des forces de police stationnent aux alentours des dédifices universitaires et Senghor oblige les parents d'élèves à amener chaque matin leurs enfants à l'école, ceci bien sûr, sous la menace ! Des comités d'action civiques sont formés à la hâte pour diviser et régner !

Hitler fait des adeptes au « Pays du di-a-logue et du so-leil », comme il dit ! Le « président-poête » est sensible aux théories de l'Architecte-Führer !

Le peuple sénégalais saura continuer la lutte car ses fils lui montrent la voie qui, seule, mène à la victoire la lutte prolongée contre l'impérialisme, le colonialisme et ses valets dont Senghor est le chantre.

Un camarade sénégalais,

TCHAD

L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS TCHADIENS EN FRANCE
A M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU TCHAD

Monsieur le Président,

Nous avons appris avec indignation l'arrestation, à la suite d'une conférence publique, de notre camarade Ngangbet Michel et d'autres jeunes compatriotes. Les raisons invoquées sont purs prétextes et ces mesures répressives sont une nouvelle atteinte grave à une des libertés fondamentales, garanties par la constitution. Aussi, nous ne saurons trop protester contre l'arbitraire nouveau et exiger la mise en liberté inconditionnelle de toutes les victimes.

Nous notons que, dans le même temps, des troupes étrangères continuent d'intervenir dans la vie politique de notre pays — notre opposition constante aux fameux accords dits de coopération se trouve ainsi concrètement justifiée car ils se révèlent être contraires aux intérêts réels du peuple travailleur tchadien. Il est significatif, d'autre part, que le P.P.T., qui prétend avoir lutté pendant longtemps contre l'autorité coloniale, fasse appel à présent à d'anciens colons (dont M. Lami, ancien administrateur colonial au Tchad), qu'il qualifie « africain de longue date », pour l'aider, sous le couvert d'une réforme administrative, à réprimer des masses tchadiennes. Ces masses, seules porteuses de l'avenir radieux de notre pays, envers et contre toutes les forces d'oppression et de répression, sauront, nous en sommes convaincus, trouver en leur sein les forces nécessaires pour leur permettre de sortir du cercle infernal de la misère dont votre régime n'a pu les dégager après presque dix années de pouvoir sans partage. Plus que jamais, nous autres, étudiants et patriotes tchadiens, nous nous sentons solidaires de notre peuple car ses souffrances sont les nôtres, sa lutte aussi pour un avenir meilleur.

C'est pourquoi nous condamnons l'intervention des troupes mercenaires, exigeons leur retrait immédiat et réclamons une vie plus démocratique pour les masses quoiqu'il en soit, l'arbitraire n'a qu'un temps, le peuple tchadien se libérera.

Quant à nous, soyez perduadé que rien n'entravera notre détermination de lutter inlassablement aux côtés de notre peuple pour un Tchad réellement indépendant, pour une Afrique libre et unie.

Le Comité Exécutif de l'A.E.T.F.
(membre de la FEANF).

GUADELOUPE - MARTINIQUE - GUYANE

(...) Contrairement aux affirmations gratuites de tous les gouvernements capitalistes qui se sont succédés au pouvoir en France depuis la fin de la dernière guerre, affirmations reprises par les laquais du pouvoir au niveau de nos pays et propagées par la radio aux ordres et la grande presse à sensation, il n'est un secret pour personne que les deux productions exclusives de nos pays, canne à sucre et banane, sont entièrement entre les mains des grosses sociétés capitalistes françaises et autres firmes étrangères, qu'un pacte colonial parfaitement malthusien fait de notre marché la chasse gardée des sociétés industrielles étrangères, provoque la stagnation et la régression économique de nos pays.

Dans le domaine social, les conséquences de la dépendance économique se présentent brutalement sous forme d'une crise permanente. Le niveau de vie de nos populations en pleine expansion démographique, baisse continuellement. (50 000 chômeurs permanents pour une population active de 170 000 personnes, soit 35 % à la Guadeloupe ; le même tableau à quelque chose près se répète à la Martinique). Des dizaines de milliers d'autres de nos frères ne travaillent que 4 ou 5 mois sur 12.

Ceux qui nous gouvernent n'ont trouvé jusqu'ici qu'un remède à ce mal, *l'expatriation* qui déplace le problème sans le résoudre.

Plus de 10 000 *Guadeloupéens, Martiniquais et Guyanais rejoignent chaque année* 200 000 *autres* (chiffre avancé par certaines enquêtes effectuées) qui vivent dans la région parisienne, la plupart dans des conditions misérables.

Le mécontentement populaire ne cesse de grandir, tant à la Guadeloupe qu'à la Martinique et à la Guyane, mais les pressions administratives exercées par des préfets nantis de pouvoirs exorbitants, la fraude électorale généralisée et la répression sauvage des forces d'occupation l'empêchent de s'exprimer dans un cadre légal.

Affamés et écrasés sous le poids de l'oppression et de la misère, nos peuples élèvent constamment la voix pour dénoncer l'iniquité dont ils sont victimes et pour réclamer du pain, la liberté et la justice. C'est avec les mitraillettes des tueurs du pouvoir colonial qui crachent sur eux leur feu meurtrier et par des arrestations arbitraires que les dirigeants français répondent à leurs doléances.

Cette politique dont le haut degré de barbaries éclate aux yeux de tous (les récents événements des 26 et 27 mai 1967 à la Guadeloupe en sont l'une des plus éclatantes illustrations), il est vrai, soutenue par une minorité parasite de mal élus autochtones, politiciens véreux, alliés inconditionnels du pouvoir colonialiste.

Par delà quelques timides dispositions d'aménagement que le gouvernement français feint de prendre pour calmer les esprits et créer l'illusion, *la réalité fondamentale de nos pays est celle de pays colonisés, celle des liens de dépendance envers le monopole français et autres capitalistes étrangers, celle de la structure coloniale et semi-féodale d'économie conçue uniquement pour l'enrichissement de la « métropole » et d'une poignée de vautours liés au système.*

A la Guadeloupe, à la Martinique, à la Guyane, le chômage, la misère, le sous-emploi ne cessent de se développer. Le pouvoir colonial refuse toute solution honnête et sérieuse de nos problèmes, il persiste dans son attitude à vouloir nous imposer sa volonté. C'est le règle de l'arbitraire le plus cynique.

Les préfets nommés chez nous, véritables proconsuls, étalent sans vergogne leur sotte suffisance et leur lâche arrogance sous la protection des forces armées d'occupation, et n'hésitent pas à réprimer par le feu et dans le sang, les revendications les plus justes et les plus légitimes des masses laborieuses, et cela pour défendre des intérêts privilégiés des monopoles français et de leurs alliés.

Parallèlement, sous le prétexte cynique et hideux de solutionner nos problèmes, il se poursuit d'ordre gouvernemental et sous le couvert du Bumidom (1), la traite des nègres selon la formule 20e siècle.

Le nombre de chômeurs, Antillais et Guyanais, augmente sans cesse en France. Les licenciements et défalcages dans les hôpitaux ne vont pas de main morte. Victimes de la politique trompeuse du pouvoir colonial appuyée par une honteuse propagande à grand renfort, les jeunes Antillaises et Guyanaises sont chaque jour plus nombreuses à se livrer à la prostitution pour assumer leur subsistance. Le gouvernement français porte toute la responsabilité de cet état de chose.

En tenant compte de toutes ces réalités, tant sur le plan de l'émigration que dans nos pays respectifs, nous pensons que la solution de tous ces problèmes ne peut se trouver que dans une *radicale transformation politique.* Transformation politique qui, seule, permettra une véritable *révolution économique et sociale.*

(...) Actuellement ces revendications constituent l'aspiration de la très large majorité de nos populations.

L'A.G.T.A.G. approuve sans réserve, et soutient la lutte des peuples de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion ; lutte qu'ils mènent pour la reconnaissance de leurs droits et de leur personnalité ; lutte anti-colonialiste et anti-impérialiste de *libération nationale.*

C'est pour ces raisons que l'A.G.T.A.G. doit maintenir et développer des liens de solidarité mutuelle, non seulement avec les organisations de l'émigration en France, mais encore avec les organisations nationales sur les territoires où nos peuples luttent pour ces objectifs.

(...) En tant qu'organisation des ouvriers de l'émigration antillaise et guyanaise, l'A.G.T.A.G. réaffirme sa solidarité avec les ouvriers français et ceux des autres pays qui *luttent contre l'exploitation capitaliste.*

VIVE LA SOLIDARITE FRANCO-ANTILLAISE !

Association Générale des Travailleurs Antillais et Guyanais,
85, rue Beaubourg - Paris (3e)

(1) Bureau français « d'importation » des travailleurs antillais et guyanais.

Indonésie : A TOUS LES REVOLUTIONNAIRES, A TOUS LES COMBATTANTS ANTI-IMPERIALISTES ET ANTI-REVISIONNISTES EN EUROPE.

Le monde entier sait que c'est Suharto qui, avec le soutien des impérialistes américains et des socio-impérialistes soviétiques, a organisé et perpétré l'effrayant massacre d'un million de communistes et progressistes indonésiens et qui en a jeté des centaines de milliers d'autres dans des géoles et des camps de concentration. Ces horribles pratiques n'ont nullement cessé. Récemment, à Purwodadi, une petite ville au centre de Java, trois mille prisonniers communistes et progressistes furent assassinés après avoir été soumis aux plus atroces tortures. Dans le même temps, Suharto et son régime entassent sans cesse de nouveaux prisonniers communistes et non communistes, dans les multiples prisons du pays. A Klaten, par exemple, dans la prison locale dont la capacité normale est de 500 personnes, plus de 3 000 prisonniers s'y pressent, la plupart ayant été arrêtée sans motif. De nos jours, en Indonésie, celui, qu'il soit communiste ou non, qui manifeste le moindre mécontentement à l'égard du régime de Suharto, est l'objet de persécutions et des pires tortures fascistes. Le nombre des prisonniers atteints de maladies résultant de la mal-nutrition et des conditions de vie effrayantes existant dans les prisons et ceux mourant d'une mort lente est sans cesse croissant. Les traitements barbares infligés aux prisonniers et le régime de travaux forcés qu'ils subissent dans les prisons et les camps de concentration à travers tout le pays, rappellent étrangement les pratiques d'Hitler à Auschwitz et dans les autres camps de concentration nazis.

Les paysans sont parqués par l'armée fasciste qui se charge de la propagande anti-communiste

Mais la barbarie du régime de Suharto ne sévit pas seulement dans les prisons. Tout le peuple se trouve dans une indescriptible misère et traverse les pires épreuves du fait de la terreur blanche et de l'impitoyable exploitation et oppression du régime. Tout cela étant commis au nom de « l'ordre nouveau » de Suharto-Nasution. Le pays tout entier se trouve plongé dans des difficultés économiques inimaginables depuis que Suharto et sa clique ont usurpé le pouvoir. Le nombre des ouvriers et employés jetés au chômage atteint des proportions effrayantes. A l'heure actuelle, il y a, en Indonésie — un pays de 108 millions d'habitants — 16 millions de chômeurs, auxquels s'ajoutent 5 millions de chômeurs partiels.

Les taxes multiples imposées par le régime écrasent le peuple, rendant sa vie plus insupportable encore. Le nombre des paysans chassés de leur terre par le régime fasciste croît sans cesse pour satisfaire les investissements des monopole étrangers qui, avec l'aide servile de Suharto, ressèrent leur étreinte pour piller toujours plus férocement le pays.

Pour faire face à la situation économique marquée par une inflation galopante, le régime imprime sans fin du papier-monnaie. C'est maintenant chose courante que de voir des billets de banque à peine secs mis en circulation. Tout cela a transformé le pays en un enfer pour le peuple. Famine et épidémies déciment la population. S'enrichissant sur la banqueroute économique du pays, Suharto et les siens sont plus actifs que jamais à mendier de « l'aide » aux impérialistes et aux révisionnistes

(suite page 14)

TEMPÊTE RÉVOLUTIONNAIRE EN AMÉRIQUE LATINE !

La tempête révolutionnaire qui balaie actuellement l'Amérique Latine suscite à nouveau l'admiration et l'espoir des travailleurs et des peuples opprimés du reste du monde. Au sud du Rio Grande, il n'y a plus un pays, plus une ville où l'impérialisme yankee et ses laquais ne soient ébranlés de plus en plus vigoureusement par l'assaut révolutionnaire des masses.

Le temps n'est plus où le président Théodore Roosevelt pouvait dire cyniquement : « l'Amérique du Sud a la forme d'un jambon, l'oncle Sam est une bonne fourchette : tout est en ordre ».

DIVERSITE ET UNITE DE L'AMERIQUE LATINE

Economistes, journalistes et politiciens bourgeois de toutes nuances insistent sur la diversité apparente du monde latino-américain, pour conclure que les problèmes de l'Argentine « blanche » et relativement développée n'ont rien à voir avec ceux d'Haïti « noire » et sous-développée, qu'au surplus les divisions ethniques, linguistiques, etc. rendent hautement improbable la réalisation du front uni anti-impérialiste en Amérique Latine, et qu'enfin si les U.S.A. voulaient bien être plus « compréhensifs », la « turbulence » latino-américaine s'apaiserait comme par enchantement.

Le visage de la répression : la police tue...

Les gens qui ne voient que cet aspect des choses se placent dans l'optique des impérialistes qui, pour régner, ont toujours misé sur la division de leurs victimes.

Il est bien exact que l'Amérique Latine présente des aspects multiples : on y parle plusieurs langues : Espagnol du Mexique à l'Antarctique, Portugais au Brésil, Français à Haïti et dans plusieurs Antilles, Anglais à la Jamaïque en Guyane, dans les petites Antilles, et enfin Hollandais à Curaçao et au Surinam (sans parler des langues indennes qui sont encore en usage dans de vastes contrées : Nahuatl au Mexique, Maya-Quiché en Amérique Centrale, Quechua, Chibcha, Aymara, dans les pays des Andes, etc...).

Il est bien exact également que, de l'Argentine « blanche » à 99 % jusqu'à Haïti, entièrement peuplée de noirs, anciens esclaves déportés d'Afrique par les colonialistes, en passant par le Guatemala, Indien à 70 %, le Brésil et le Mexique, véritables mosaïques, et même la Guyane ex-britannique ou Trinidad, peuplés d'une majorité d'Indiens de l'Inde, amenés là par les colonialistes britanniques, les aspect de l'Amérique Latine sont multiples, les niveaux de développement, les régimes politiques (depuis Haïti, libérée dès 1803 jusqu'aux contrées encore sous le joug colonialiste : Curaçao, Porto Rico, les « départements français » de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane, etc...).

Mais les « autorités » bourgeoises qui ne voient que cet aspect du problème sont, comme toujours, myopes sur l'essentiel. L'essentiel c'est l'unité fondamentale des 260 millions de Latino-Américains face à l'impérialisme Yankee, ses pâles seconds français, anglais ou hollandais, et ses laquais « indigènes ». De l'Arizona au Cap Horn, le continent Sud-Américain, l'un des plus riches qui soient, est soumis au pillage des monopoles yankees et autres. Ce sont les impérialistes yankees qui font et défont les gouvernements à Buenos Ayres comme à Panama, à St-Domingue comme à La Paz. Ce sont eux qui oppriment *directement* Porto-Rico, sans parler des quelque 10 millions de Mexicains et porto-ricains des U.S.A. même.

Il est non moins évident que les colonialistes européens qui détiennent encore des lambeaux de l'Amérique Latine présentent avec l'impérialisme yankee, un front commun face aux peuples de ces régions, et la fameuse image dont se servent les latino-américains pour caractériser les rapports entre l'impérialisme et les pays d'Amérique Latine, reste valable : « un requin et 20 sardines ».

LES REVOLUTIONS TRAHIES.

Quand on parcourt l'histoire des pays d'Amérique Latine, on est frappé par l'héroïsme révolutionnaire des peuples de ces pays, et par l'éternel retour du balancier impérialiste.

Bolivar, San Martin, Sucre Hidalgo Morelas, O'Higgins vainqueurs du colonialisme espagnol, vécurent, pour la plupart, assez pour voir leur œuvre détruite, l'Amérique Latine morcelée et dominée par l'impérialisme britannique, puis américain. Toussaint Louverture, libérateur de Haïti, eut plus de « chance » : emprisonné au fort de Joux (Jura) par Bonaparte, il ne vit pas son peuple qui avait si chèrement conquis sa liberté, déchiré par des factions suscitées par les impérialistes et bientôt dominé par les U.S.A.

Le « révolutionnaire » Tchang Kaï Chek devenu bourreau de son propre peuple et laquais de l'impérialisme, voilà un itinéraire suivi par bien d'autres avant lui, au sud du Rio Grande, Porfirio Diaz au Mexique, Samoza au Nicaragua, Haya de la Torre au Pérou, Betancourt au Venezuela et bien d'autres

La révolution mexicaine de 1911-1912 sembla rompre avec cette fatalité. Le régime issu de cette révolution prit un certain nombre de mesures progressistes dont l'effet se fait sentir encore aujourd'hui. Mais, faute d'un parti ouvrier marxiste léniniste pour la diriger, cette révolution fut peu à peu confisquée par la petite bourgeoisie. Aujourd'hui, le Mexique est un état capitaliste bureaucratique où la rhétorique révolutionnaire « habille » l'exploitation des larges masses ouvrières et paysannes. Les massacres de l'automne dernier à Mexico ont montré le véritable visage de ce régime d'usurpateurs.

Au *Guatemala*, où un régime progressif fut instauré par la révolution d'octobre 1944, les impérialistes mirent eux-mêmes la main à la pâte pour en venir à bout. Ce leur fut facile. Les dirigeants guatemaltèques, petits bourgeois progressistes sincères mais idéalistes n'avaient, ni brisé l'appareil militaro-policier de l'ancien régime, ni armé les paysans indiens, bénéficiaires de la réforme agraire et tous disposés à la défendre. Aussi, lorsqu'en 1954, des contre-révolutionnaires armés par les U.S.A. envahirent le pays à partir du Honduras voisin, l'armée et la police passèrent à l'ennemi en 48 heures, les paysans désarmés furent massacrés par milliers, l'ordre ancien, restauré, et la United Fruit « récupéra » le Guatemala.

En *Bolivie* (1952), au *Venezuela* (1957) et dans d'autres pays latino-américains, des insurrections populaires victorieuses amenèrent la chute de régimes militaristes ou compadores, valets des U.S.A.

Mais l'impérialisme yankee, chassé par la porte, est rentré par la fenêtre (corruption, ou coups de force militaire). A *Saint Domingue*, toutefois, il a été obligé d'agir à visage découvert. 35 000 marines, des semaines de bataille maison par maison, des mois d'occupation...

Il faut dire un mot d'un phénomène propre à l'*Argentine*, le péronisme.

A l'origine, des officiers fascisants (nous sommes en 1943), conscients des possibilités de s'emparer du pouvoir en s'appuyant sur la révolte des masses déshéritées (les descamisados). Le régime péroniste, qui dura jusqu'en 1955, combina, un peu comme le gaullisme la démagogie nationaliste anti-américaine et une politique intérieure qui, malgré certains aspects relativement progressistes, préservait pour l'essentiel le pouvoir de la bourgeoisie argentine. En raison de ces aspects progressistes et nationalistes, — et malgré le caractère dominant réactionnaire du péronisme, ce courant politique a survécu à la défaite de Peron en 1955. Mais il se subdivise aujourd'hui en de nombreuses tendances dont certaines sont sincèrement révolutionnaires et anti-impérialistes.

La junte militaire réactionnaire péruvienne du général Velasco Alvarado semble vouloir s'engager dans une voie comparable à celle suivie à ses débuts par le pénonisme. Elle conjugue une politique extérieure nationaliste anti-yankee (nationalisation des compagnies pétrolières U.S.A., expulsion de la mission militaire U.S., refus de recevoir Rockefeller) avec une politique intérieure ultra-réactionnaire. L'expérience montre que de tels régimes finissent toujours par basculer dans le camp impérialiste, — ou par être éliminés par celui-ci au moyen de coup d'état militaire. Dans ce dernier cas, malgré ses sentiments anti-impérialistes, il est douteux que le peuple se dresse pour défendre un tel régime. On l'a vu en Indonésie, au Ghana, etc...

LE MIRAGE CONTINUE

Le triomphe de la révolution cubaine en 1959, puis le ralliement de ses dirigeants au socialisme, la victoire du peuple cubain sur l'agression fomentée par Kennedy, firent naître dans toute l'Amérique Latine un immense espoir. Le socialisme ? les peuples latino-américains n'en connaissaient jusqu'alors qu'une caricature grotesque, à travers les appareils bureaucratiques des Partis communistes locaux qui, même lorsqu'ils avaient mené jadis de dures luttes révolutionnaires (comme au Brésil), s'étaient tous sclérosés et coupés du peuple travailleur, et voilà que la révolution cubaine leur en offrait un tout autre visage : celui du guerrillero héroïque qui jette à terre le régime fantoche soutenu par les impérialistes, celui du peuple tout entier dressé et victorieux, aux portes même de la citadelle yankee.

Le malheur de la révolution cubaine fut de triompher après la victoire de la clique révisionniste de Khrouchtchev en U.R.S.S. Les dirigeants cubains, ne plaçant pas la politique au poste de commande, cédèrent à la pression de l'U.R.S.S., devenue principale cliente et fournisseuse de Cuba.

Au lieu de poursuivre l'édification d'une économie indépendante en comptant en premier lieu sur leurs propres forces, ils maintinrent Cuba dans son rôle de fournisseur de produits agricoles et miniers, c'est-à-dire de pays semi-colonial.

Il semble établi que Guevara s'opposa, en vain à cette ligne dont les conséquences étaient prévisibles. Sur le plan extérieur, les dirigeants cubains, érigeant leur propre expérience en schéma révolutionnaire applicable, à tous les pays d'Amérique Latine impulsèrent, dans une série de pays, des mouvements insurrectionnels qui connurent des échecs sanglants (Pérou, Argentine, Bolivie). C'est en Bolivie que le Commandant Guevara mourut au combat.

Pourquoi ces échecs ? Essentiellement parce que les castristes nient le rôle dirigeant du parti révolutionnaire marxiste-léniniste, solidement lié aux masses populaires. Ils pensent que des actions « exemplaires », menées par un noyau de guerrilla ont une valeur « incitative » et que le parti doit se constituer à partir de ce noyau de guerrilla. En somme, ils inversent le schéma marxiste, ou plutôt, en reviennent aux conceptions de Blanqui, condamnées par l'histoire. Le résultat ? Les castristes ont certes dénoncé justement la trahison révisionniste qui est éclatante (au Venezuela, en Bolivie, au Guatemala, par exemple) mais par leurs actions aventuristes, ils ont fait reculer la cause de la Révolution dans certains pays, et ont arrêté ses progrès dans d'autres.

Il est juste de s'incliner avec respect devant la mémoire de Guevara, Lobaton, De la Puente-Uceda et autres qui sont morts en combattant l'impérialisme et ses laquais. Mais en même temps, il faut bien voir que le castrisme, théorie néo-blanquiste issue de la petite bourgeoisie à l'époque du révisionnisme moderne, n'apporte pas aux peuples d'Amérique Latine la solution qu'ils attendent. D'ailleurs les dirigeants cubains ne se soucient même plus de paraître tenir la balance égale entre révisionnisme et marxisme-léninisme. Leur présence à la conférence scissioniste et contre-révolutionnaire de Moscou montre qu'ils s'alignent de plus en plus totalement sur la clique de Brejnev, oubliant leurs anciennes polémiques contre les vieux révisionnistes latino-américains présents à Moscou à leurs côtés (comme « observateurs »). C'est pourquoi les peuples de ce continent se tournent de plus en plus résolument vers les seuls révolutionnaires dont les analyses et les actions, conformes à la pratique concrète de la lutte en Amérique Latine, offrent une issue valable vers la libération nationale et le socialisme. **(A suivre.)**

INDONÉSIE (suite de la page 13)

modernes pour permettre à leur clique d'accumuler toujours plus de richesses et renforcer la main-mise de l'impérialisme sur l'Indonésie qu'ils ont déjà transformée en une colonie de type nouveau de l'impérialisme américain.

L'on peut prévoir que le capital-monopoliste des pays capitalistes voit dans la face meurtrière de Suharto, se refléter les immenses richesses de l'Indonésie : le pétrole, l'étain, le caoutchouc, le tabac et d'autres richesses naturelles qui représentent autant de millions de dollars, de livres sterlings, de marks et de francs pouvant satisfaire son appétit de profits.

Le capital monopoliste français, par exemple, jette des yeux avides sur les forêts de l'Indonésie et ses eaux poissonneuses, sans négliger les livraisons d'armes à ce régime fasciste.

Tito, lui, va embrasser plus amicalement encore Suharto, car il trouve en celui-ci un compère dans ses sinistres projets de trahison des peuples du monde en écoulant son produit made in U.S.A. « de non alignement ».

Cette « aide » qu'accorderont les capitalistes monopolistes et les révisionnistes modernes à Suharto dans ses vains efforts de « consolider » son pouvoir et de « stabiliser » la situation économique de l'Indonésie servira-t-elle à quelque chose ? En fait, aucune aide, aussi importante soit-elle, ne pourra jamais sortir Suharto et son régime de son impasse et encore moins « consolider » son pouvoir ni « stabiliser » la politique du pays et sa situation économique.

Le régime de Suharto représente les forces du passé, c'est un régime qui va à l'encontre du cours de l'histoire, en un temps où l'impérialisme va à son effondrement total et le socialisme marche vers un monde victorieux. C'est la raison principale pour laquelle Suharto et son régime vont vers une mort certaine, c'est la raison pour laquelle, dans ces jours de brutale terreur fasciste, le peuple indonésien, malgré ses indescriptibles souffrances, a conscience de ses brillantes perspectives.

Conduite par le Parti Communiste d'Indonésie qui lève haut le grand drapeau du marxisme-léninisme, la pensée de Mao Tsé-toung, le peuple révolutionnaire d'Indonésie, les étudiants et la jeunesse révolutionnaire accroissent leurs rangs et se renforcent dans la lutte armée révolutionnaire contre le régime de Suharto-Nasution ; simultanément, ils renforcent et consolident le front uni révolutionnaire basé sur l'alliance des ouvriers et paysans sous la direction de la classe ouvrière. Alors que le régime fasciste indonésien, rongé par d'âpres contradictions internes, devant faire face au ressentiment grandissant et à la haine implacable des masses populaires, affronte des difficultés insurmontables.

Dans sa lutte armée pour renverser la dictature militaire-fasciste de Suharto-Nasution, dans sa lutte contre l'impérialisme ayant à sa tête celui américain et contre le révisionnisme moderne ayant pour centre la clique révisionniste du Kremlin, le peuple révolutionnaire indonésien n'est nullement seul. Toutes les forces révolutionnaires du monde, en premier lieu la Chine Populaire et l'Albanie socialiste, se tiennent fermement à ses côtés. Nous sommes certains qu'en opposant la violence révolutionnaire à la violence contre-révolutionnaire, en engageant la guerre populaire contre la dictature militaro-fasciste de Suharto-Nasution, le peuple indonésien, sous la conduite du Parti Communiste d'Indonésie (P.K.I.), met tout en œuvre pour répondre aux aspirations des peuples révolutionnaires des autres pays, y compris ceux d'Europe.

La jeunesse et le peuple révolutionnaires indonésiens n'oublieront jamais la profonde sympathie et solidarité qu'ils ont reçues et reçoivent des peuples et de la jeunesse révolutionnaires, des combattants anti-impérialistes et anti-révisionnistes des autres pays dans la lutte qu'ils mènent pour libérer leur patrie. Il s'agit d'un apport inestimable qui a grandement inspiré leur lutte.

Nous savons que les impérialistes et leur machine de propagande feront tout pour parer de beaux atours Suharto, pour tenter de donner de lui une image humaine.

A bas Suharto, fidèle chien de garde de l'impérialisme américain et allié servile du social-impérialisme soviétique !

A bas l'impérialisme avec, à sa tête, l'impérialisme américain.

A bas les révisionnistes modernes avec, à leur tête, la clique dirigeante révisionniste soviétique !

A bas les réactionnaires de tous les pays !

Vive la lutte révolutionnaire des peuples du monde !

Tirana, le 15 avril 1969 Le Secrétariat de l'Association des Etudiants Indonésiens (P.P.I.) à Tirana.

LA PLUME A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS...

Nous donnons ici quelques extraits de notre courrier, ce qui nous est demandé depuis longtemps et que nous ne pouvons faire qu'au compte-goutte dans le cadre de nos 8 pages « normales ». Les questions ici soulevées s'adressent à tous nos camarades, et les éléments de réponses, appréciations et critiques aussi. Nous ne pouvons, actuellement, répondre point par point à nos correspondants. Mais leurs avis nous sont des plus précieux soutiens pour faire ensemble de l'« Humanité Rouge », une puissante arme de combat au service de la classe ouvrière et de la révolution. H.R.

Chers camarades de l'H.R.,

Voici, découvert au hasard de la lecture d'un de ces périodiques empoisonnés que la C.I.A. distribue si généreusement, un article dont le titre est un programme : « *Budapest met Marx au rancart* ». C'est de mon devoir de vous l'envoyer en résumé — ce qui pourrait convaincre les derniers sceptiques sur le retour « toutes voiles dehors » de ce que furent les pays socialistes à des formes d'organisations économiques, politiques et culturelles capitalistes.

L'article commence sur des guirlandes apposées au « nouveau mécanisme économique » hongrois ; il s'agit, lit-on, pour ce pays, de répudier « l'ancien système de planification stalinien » et la « doctrine économique marxiste traditionnelle », « avec courage, prudence et ruse ». Le visiteur, reporter yankee, à qui les portes du pays, au demeurant, furent grandes ouvertes, rencontre nombre de hauts responsables flétrissant le « socialisme scientifique », sa faillitte.

L'on devient, au fil de l'article, curieux sur ces étranges réformes, pour apprendre que le système nouveau avait émancipé... « les directeurs des magasins, des fermes et des usines d'Etat » ! ? « M. Buk, comme beaucoup d'autres, a cessé d'être un simple rouage administratif pour devenir un homme d'affaires qui vend et qui achète librement ». (...) « A tout cela, vient s'ajouter une autre innovation : la publicité à la radio et à la télévision » (...) « La nouvelle mission de M. Dombi — réaliser un profit — a provoqué une série de changements » (...) M. Dombi peut augmenter son salaire annuel de 80 % si le profit réalisé par son entreprise atteint l'objectif fixé par l'Etat » (...) « Le marxisme-léninisme tel que le concevait Staline avait encouragé le « culte du plan », etc.

Le système nouveau rompt complètement, donc, avec le passé socialiste : c'est écrit noir sur blanc. Mais n'allons pas plus loin ; ainsi, on a les amis qu'on se choisit et la Hongrie nouvelle, comme la Tchécoslovaquie de Dubcek ou la Yougoslavie de Tito... ou l'Union soviétique de Kossyguine ne peuvent avoir de meilleurs propagandistes que les périodiques impérialites.

Mais une question fondamentale se pose : l'unique vérité, dans ce qui précède, est que la malheureuse Hongrie n'est plus dirigée que par une poignée de hauts responsables du Parti et de l'Etat engagés dans le chemin capitaliste — ceux-là mêmes que l'impétueuse révolution culturelle chinoise a détrônés !

Salutations fraternelles
Une lecteur d'Amiens

... Sur la candidature Duclos. Vous demandez des points de vue. En voici un.

J'ai eu l'occasion de discuter avec de vieux militants du P.« C. »F. à l'issue du 1er tour. Il en est ressorti que ce qui les réjouissait surtout c'était la chute vertigineuse de la social-démocratie : à partir de cette réaction, dont nous ne pouvons que nous rejouir à notre tour, naissent diverses illusions : .. *oubliant le* programme *sur lequel s'est faite la campagne Duclos, ils croient (encore plus depuis le mot d'ordre du 2 tour), que le seul fait de s'être battu « comme communiste » signifie un retour du parti à une action révolutionnaire. Ils pensent qu'à présent* l'union de la gauche *ne signifie plus pour le parti l'Union des « partis de gauche » mais uniquement l'union des « forces ouvrières et démocratiques », c'est-à-dire peu ou prou le Front Uni.*

— s'ils vont plus loin, ils croient à une lutte entre les deux voies dans le P.« C. »F. *(Duclos et autres « vieux de la vieille » représentant la voie révolutionnaire, Andrieu, voire Marchais, et tous les « intellectuels du parti » représentant la voie réactionnaire.) Voilà les illusions, une partie au moins des illusions contre lesquelles il importe de lutter, me semble-t-il. Comment faire ? Peut-être en reprenant à grands traits l'*histoire *de l'abandon progressif de tout* programme *communiste par le P.« C. »F., de congrès en congrès, de « déclaration au Times » en « Manifeste de Champigny », de 11 mars en 1er mai. Peut-être aussi en montrant comment s'est faite, durant la campagne, la soi-disant « dénonciation » de la social-démocratie (mot soigneusement évité, Deferre accusé seulement d'être un* diviseur *— reprendre la question de* sens de l'unité *qui n'est pas seulement un problème d'unité à la base ou bien au sommet, mais un problème de ligne politique, de programme — dénoncer l'attitude qui consiste, pour le parti à prétendre construire le socialisme avec « tous les partis se réclamant du socialisme », ce qui, poussé à ses limites extrêmes, aurait un aspect cocasse : car s'ils respectaient leur définition, ils seraient obligés de faire l'unité, même avec nous !).*

Enfin, sans doute, en précisant de notre côté la question du Front Uni *pour donner un minimum de perspectives positives à ces militants qui veulent réellement la révolution socialiste. Ne serait-il pas possible de donner aux cercles H.R. des directives pour la formation de commissions régulières sur cette question ?*

J.B. - VINCENNES.

... Il y aura toujours des luttes au sein d'une société, ne serait-ce qu'entre l'ancien et le nouveau. Alors du moment que vous reconnaissez les uns et les autres qu'il y a d'authentiques marxistes-léninistes à la fois à l'« Humanité Rouge » et à « Ligne rouge », ce qui est à souhaiter c'est que vous arriviez un jour à vous regrouper. C'est également le point de vue de tous les camarades avec lesquels j'ai eu l'occasion de discuter sérieusement de la question. Nous nous sommes donné le mot d'ordre de vous écrire à ce sujet. J'ignore s'ils l'ont fait de leur côté. Lorsque vous aurez réalisé l'unité entre vous, vous n'aurez sans doute plus besoin de vous livrer à des critiques qui risquent à tout moment de creuser davantage l'espace qui vous sépare les uns des autres. Ce sera un travail en commun, et une autocritique communiste.

Lorsque cette unité aura été réalisée, il y aura encore tous les autres marxistes-léninistes à rallier autour du drapeau rouge des marxistes-léninistes. Ceux-là qui n'ont rejoint jusqu'ici ni l'« Humanité Rouge », ni « Ligne Rouge », vous observent. Vous portez les uns et les autres une lourde responsabilité. Au lendemain des événements de mai 1968, des menaces et des succès ont fait sentir la nécessité d'un regroupement des forces marxistes-léninistes authentiques. Des tentatives ont été faites dans ce sens. Faut-il donc que des menaces urgentes seulement, ou des moments historiques seulement, poussent les marxistes-léninistes à se regrouper ? Nul ne peut prétendre détenir seul la vérité. C'est en nous unissant que nous pouvons espérer dégager la ligne générale correcte, par un travail collectif le plus large possible.

Les prolétaires du monde entier s'uniront le jour où les militants marxistes-léninistes auront montré l'exemple.

Avec mes salutations chaleureuses.

L.T. - PALAISEAU.

N.D.L.R. : Lettre adressée à « L. R. » et « H.R. », étant précisé auprès de notre lecteur que notre journal n'a jamais consacré une seule attaque contre « Ligne Rouge », organe publié par un tout petit groupe avec le souci exclusif d'attaquer « H.R. ».

Abonnez - vous...

abonnement ordinaire : **40 F** par an
abonnement de soutien : **80 F** par an

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
30226.72 Centre La Source

... Au sujet des éditos sur les présidentielles, surtout les premiers : l'H.R. a soutenu une position juste, à savoir : pas de candidat M.L. et attaquer Krivine. Mais les arguments étaient souvent faibles, il a fallu attendre le n° 15 (après le 1er tour) pour avoir une justification politique *solide de l'absence de candidature M.L. et une critique* politique *solide de Krivine.*

La première attaque contre la candidature Krivine (« où a-t-il trouvé ses signatures ? Voulez-vous qu'on vous fasse un dessin ? »), était du niveau des attaques de style policier de l'« Humanité » révisionniste. C'était de la démagogie vis-à-vis des militants de base du P.« C. »F. : « vous voyez, on dit que c'est un sale trotskyste, on dit comme vous ! Effectivement, les révisionnistes, depuis des années, ont été incapables de répondre aux trotskystes autrement que par des insultes, et pour cause, car s'ils avaient démontré l'opportunisme de la ligne trotskyste (comme c'est fait dans le n° 15 de l'H.R.), ils auraient du même coup démontré l'opportunisme de leur propre ligne.

Mais nous, nous avons d'autres arguments à avancer, des arguments politiques. Quant à l'insulte, ce n'est jamais un argument, cela ne convainct que les convaincus, et cela braque contre nous les jeunes honnêtes embarqués dans la galère trotskyste sans savoir pourquoi, ainsi que certains éléments inpressionnés par la démagogie très habile de Krivine à la télé. (Voir à ce sujet autocritique de l'« Humanité Nouvelle » dans le n° 94). *Heureusement, le n° 15 de l'H.R. redresse la barre et montre bien ce qu'est Krivine : un opportuniste qui met sa ligne politique dans sa poche pour faire de la démagogie.*

Voilà ce que doit être un article militant, qui ne se contente pas de donner une position, mais qui fournit à ses diffuseurs et sympathisants des arguments pour défendre cette position. Certes, le rôle de l'H.R. n'est pas de polémiquer avec les trotskystes, mais soit on entreprend de les démasquer, et alors il faut le faire bien, soit on ne le fait pas...

Comité marxiste-léniniste de Clichy,
Diffuseur de l'H.R.

Camarades,

Sur la lettre du camarade Casas.

... La grande portée de l'argumentation du camarade rappelant la théorie de Lénine sur les compromis et son application à la présentation d'un candidat sans implantation de masse nous fait regretter de n'avoir pas eu cet article 15 jours plus tôt.

Sur l'article de lutte idéologique.

1° Il y a une autocritique implicite dans le premier paragraphe sur le style des éditoriaux des n° 13 et 14 (M. le professeur Krivine, etc.). Il serait bon de définir clairement notre position sur ce style.

2° Il est important que cette analyse de la politique de la ligue porte aussi sur ses actes, afin de faire une analyse de classe de ce mouvement pour le situer clairement dans le camp de la révolution ou de la contre-révolution. Cette analyse est nécessaire pour définir une juste position d'unité d'action ou pas. Dans le même esprit, une analyse du P.S.U. serait aussi utile aux militants.

Salutations communistes,
Cercle H.R. - Médecine.

... Maintenant, nous voyons le travail M.L., à peu près de cette façon :

— La dénonciation des élections à l'heure actuelle et de la ligne électoraliste du P.« C. »F. peut être très efficace, car beaucoup d'électeurs du P.C.F., doivent prendre conscience que maintenant qu'ils ont voté, Pompidou arrive tranquillement à la présidence de la république.

— Bien analyser les résultats des élections dans chaque région pour essayer de dégager un potentiel où les idées marxistes-léninistes peuvent se développer.

— Isoler la bande à Krivine, en faisant un travail plus poussé sur la jeunesse. Tenir compte des problèmes spécifiques des jeunes.

— Nous voudrions avoir également plus d'informations et plus de moyens pratiques sous forme de tracts, affiches, pour travailler avec les agriculteurs.

— Effectuer une analyse poussée du travail du P.S.U. par exemple en Bretagne, parmi les paysans. (Voir les voix P.S.U., actions de l'équipe Lambert chez les paysans). Ne pensez-vous pas qu'un soutien dans certaines circonstances, ou des actions communes à la base éviteraient un éventuel rapprochement d'une frange du P.S.U., avec les sociaux-démocrates, et contribueraient par ailleurs, à l'isolement de la Ligue Communiste.

Nous aimerions connaître vos opinions sur ces différents problèmes ce qui nous permettrait une meilleure compréhension dans la poursuite de notre travail.

Nous vous en remercions.

C.D.H.R. de Rodez.

... La social-démocratie n'existe plus en tant que telle et a pratiquement perdu toute base de masse. Elle devient un appendice de la droite pro-yankee, ce qui réduit à néant la stratégie « unitaire » du P.C.F....

Correspondant de Pau.

L'« Humanité Rouge » a dénoncé la fascisation avant le référendum. La situation après le « non » n'a pas changé (crise générale, offensive du capital, combativité ouvrière dévoyée par le révisionnisme, importance de l'influence révisionniste dans la classe ouvrière). Bien au contraire, le 27 avril a ouvert une crise politique de la bourgeoisie et les révisos ont joué leur rôle : en bradant les luttes de classes pour le bulletin de vote (1er mai ; jusqu'au élections), ils ont empêché les travailleurs d'utiliser cette crise. Alors *pourquoi la propagande sur la fascisation a-t-elle disparu dans les deux derniers numéros de H.R. ?* La bataille électorale anti-fasciste n'a fondamentalement rien changé...

... Les 21 % de Duclos ne nous paraissent pas aussi graves que ne le laisse entendre l'éditorial du n° 15.

Duclos a fait une campagne ultra-droitière (social chauvinisme, alliance avec « la gauche » pourrie, démocratie avancée,...) : nos premières discussions montrent qu'il n'a pas trompé les travailleurs immigrés.

Certains militants du P.« C. F. et de la C.G.T. (déjà en partie ébranlés, depuis mai notamment), ont été choqués par les compromissions faites pour toucher l'électorat socialiste et par le fait que Duclos n'a jamais parlé ni de socialisme, ni de communisme, ni de luttes de classes : il est donc probable que cette campagne a avivé les contradictions au sein du P.« C. »F.

Ainsi le succès numérique peut masquer le glissement vers la droite de l'électorat des révisionnistes ; la social-démocratie traditionnelle, totalement démasquée a été remplacée à ces élections par le P.« C. »F.

Cercle « Humanité-Rouge »
Eugène Pottier. Ivry.

... Il faut mieux expliquer pourquoi il aurait été faux, aujourd'hui, *de présenter un candidat M.L. Il ne nous semble pas que le refus de toute participation à un scrutin bourgeois réponde à une position de principe pour les communistes. L'éditorial semble exclure à tout jamais toute participation électorale (voir « Au demeurant, la bourgeoisie sait organiser les élections... », et suite). Or, rien ne nous empêche d'envisager ultérieurement l'utilisation de* certaines *élections, selon les principes définis par Lénine, en particulier dans « La maladie infantile du communisme ».*

Peut-être conviendrait-il d'établir une distinction entre élections de représentants (députés, conseillers, etc.), et présidentielles. *Celles-ci n'ouvrent en effet aux communistes qu'une possibilité de propagande réduite à la durée de la campagne électorale. Elles ne fournissent à terme aucun des avantages que peut donner l'existence d'une fraction communiste dans une assemblée bourgeoise. Pour les présidentielles, un communiste part forcément battu. La propagande qu'il peut effectuer ne peut mobiliser les masses autour de son nom. Il s'agit donc forcément d'une propagande en l'air, sans lien avec la lutte concrète des masses. Le peu qui est gagné d'un côté en propagande est donc perdu de l'autre, par le renforcement des illusions électoralistes.*

Chers camarades, nous sommes conscients de la difficulté qu'il y a à aborder correctement ce problème, et nous serions heureux si vous pouviez nous aider à y voir plus clair.

Recevez, chers camarades, nos salutations fraternelles.

C.D.H.R. Pernety - PARIS.

Chers camarades,

Il est facile de constater que l'électoralisme n'a pas été particulièrement payant dans ce qu'on appelle communément des fiefs rouges. A preuve, Argenteuil est entre autres un quartier typiquement ouvrier.

Je pense qu'il est bon de mettre au défi nos bons révisios, et leur Renaissance du Val d'Oise de publier leurs résultats en nette régression dans les bureaux à composition électorale ouvrière et d'en tirer la conclusion qui s'impose. Il ne s'agit assurément pas d'une consolidation de leur position chez les travailleurs.

S'ils ont donc gagné des voix, et au pays de G. Péri ils ne peuvent s'en vanter, ce n'est qu'au détriment de la clientèle électorale de G. Deferre.

Chez nous, Roccard est sensiblement bénéficiaire de cette désaffection des Argenteuillais pour le candidat révisionniste. Je ne pense pas qu'il y ait non plus à s'en réjouir, quoique l'« Humanité Rouge » ne lance à aucun moment de diatribe contre ce « socialiste » nouveau modèle. Je le considère personnellement aussi néfaste que les autres, et bien des camarades doivent penser comme moi...

Je saisis cette occasion pour vous demander de transmettre à Raymond Casas, dont j'apprends par votre dernier numéro de journal la lâche agression qu'il vient de subir des sbires à Waldeck, ma fraternité totale de combat. Faut-il qu'ils soient tombés bien bas pour en être réduits à de tels arguments qui ressortent bien plus de la loi de la pègre et du fascisme qu'à celle de (soi-disants) communistes.

Qui croient-ils convaincre ?

Un marxiste-léniniste
d'Argenteuil.

VIETNAM (suite de la page 1)

Aujourd'hui pourtant, de bien bornés « stratèges en chambre » ne croient pas à un second Dien Bien Phu, ne voient pas qu'il est peut-être commencé, à Kontum, à Dakto, à Tay-Ninh... ou à Saigon même. Et que toute la politique des camarades vietnamiens subordonne les fronts diplomatique (conférence de Paris), et politique (G.R.P.), au front principal, déterminant : militaire. Les impérialistes qui criaient encore victoire l'an dernier nous chantent maintenant le refrain de « ni vainqueur ni vaincu » et trouvent des complices dans tous ceux qui ont intérêt à ne pas voir triompher jusqu'au bout la juste ligne de la guerre invincible du peuple, ligne marxiste-léniniste qui a notamment défait Tchang Kaï-chek en 1949 en Chine, et la France coloniale en 1954, au Vietnam.

Cette ligne triomphe inexorablement au Vietnam contre toutes les chansons pro-impérialistes : « Fort de l'appui des peuples du monde, les vietnamiens comptent cependant et d'abord sur leurs propres forces ». Le peuple est donc mobilisé « comme un seul homme contre l'agression américaine et pour le salut national », et c'est un homme armé d'un héroïsme farouche qui terrasse « le tigre vivant, le tigre de fer, le vrai tigre » impérialiste américain, pour en faire ce « tigre en papier, ce tigre mort, ce tigre en fromage de soya », dont parle le président Mao Tsé-toung, et qu'incarne si bien la décomposition politique des présidents américains, de Kennedy à Johnson et à Nixon aujourd'hui.

Quoi ! Du prestige (combien frelaté...), de Kennedy aux louvoiements et à l'échec final de Johnson, c'est aujourd'hui dans un maquis qu'un groupe d'hommes, le G.R.P., se permet de ridiculiser le chef suprême des armées des Etats-Unis, venu pompeusement « pour la paix au Vietnam » à Midway rencontrer un certain Thieu — qui doit bien régner encore sur quelques bordels de Saigon...

C'est que, face à cette politique révolutionnaire vietnamienne, concrètement réalisée pas à pas, au prix d'immenses sacrifices héroïques qui mobilisent et éduquent les peuples du monde entier, Nixon n'a plus aujourd'hui ces « trésors d'imagination » — ni même de dollars — qu'ont utilisé Kennedy et Johnson pour masquer la défaite américaine. Les communiqués, rapports, conférences, discours et voyages de Nixon ; ses ambassadeurs spéciaux auprès de Moscou, de Rome, de l'O.N.U. ou de Paris, et autres inventions pour « sa » paix au Vietnam ne peuvent que démasquer et isoler encore l'impérialisme U.S. et ses complices des peuples du monde entier, à commencer par celui des Etats-Unis. Car la réalité américaine est commandée de plus en plus à partir des maquis du Vietnam. Cette réalité c'est que les G.I.'S, quand ils reviennent, sont de plus en plus dans un cercueil ou un lit d'hôpital ; et c'est aussi que l'opposition américaine est devenue, dans l'armée, résistance armée, mutineries, désertions en masse ; dans le peuple, révoltes souvent armées des masses afro-américaines, violente contestation du mouvement étudiant et prise de conscience politique d'immenses couches populaires américaines. Même dans la bourgeoisie d'affaires, l'opposition pénètre profondément, au nom du « roi dollar », car elle n'arrive plus à piller en toute quiétude des pays dont les peuples luttent, à l'exemple du Vietnam, contre l'impérialisme.

Cette réalité c'est en définitive que Nixon s'agite beaucoup pour rien et devient de plus en plus prisonnier des audacieuses initiatives vietnamiennes, militaires, politiques et diplomatiques. La « bombe » qu'est la création du G.R.P., peu après la « conférence de Midway » relègue à sa juste place ce pétard de publicité qu'est le retrait annoncé de quelques troupes U.S., retrait qui ne calmera ni l'opposition américaine ni l'ardeur des combattants vietnamiens.

***

Nixon retirera toutes ses troupes (survivantes) et avec elles, les derniers fantoches qui tiennent à leur vie... américaine. Cela arrivera puisque tel est le programme fondamental du G.R.P., précédant et préparant les questions de la réunification et du régime social.

Détruisant le nouveau château de cartes américain sur la « paix sans vainqueur ni vaincu », le G.R.P. a donc imposé son existence bien réelle à ses ennemis, envahisseurs criminels du Vietnam. Mais il y a mieux : il a, de fait, imposé aussi sa reconnaissance, cette fois diplomatique au camp révisionniste, à ceux qui, justement réunis à Moscou, auraient bien voulu jouer encore les entremetteurs dans les coulisses de l'O.N.U. ou d'un nouveau Glassboro.

Rappelons que les partis révisionnistes (unis comme désunis) se sont réunis à la conférence scissionniste de Moscou en l'absence non seulement des camarades chinois et albanais, mais également vietnamiens (et autres). S'étant chamaillés sur le degré de politique anti-chinoise à adopter, ils pensaient pouvoir se refaire une tapageuse publicité de leur « unanimité », sur le texte d'une motion de soutien au peuple vietnamien, présentant cette particularité habituelle de rester un chiffon de papier, simplement utile à tromper les masses anti-impérialistes, et laisser au Kremlin les mains libres pour tenter d'offrir aux Américains leur « solution honorable au problème vietnamien »... Mais à peine cette motion adoptée, les Vietnamiens les mettaient au pied du mur, les prenaient au mot, en faisant reconnaître leur gouvernement provisoire par les gouvernements révisionnistes ; en particulier le gouvernement soviétique, dont les mains de traîtres sont ainsi liées, au moins sur cette question.

Une fois encore les révisionnistes auront fait « les dindons » de leur propre « farce » de coexistence pacifique. Contre leur gré et du bout des lèvres, et parce que la pression mondiale pour le Vietnam s'exerce contre eux et non pas en sens inverse, les révisionnistes continuent de devoir « soutenir » les positions vietnamiennes, dont la victoire quotidienne est bien une illustration vivante de la théorie marxiste-léniniste sur la guerre populaire, théorie que les cliques révisionnistes combattent ouvertement par ailleurs ; notamment la clique dirigeante de Moscou qui recommence au même moment ses provocations militaires contre la Chine !

Ainsi les contradictions politiques des révisionnistes s'accentuent encore du fait de la création du G.R.P. au Vietnam, « uni comme les livres et les dents à la Chine », dit Ho Chi-minh ; et l'important dans l'immédiat est que la juste position vietnamienne puisse, de fait, ainsi empêcher les dirigeants du camp révisionniste d'imposer « un nouveau Munich » au Vietnam, de porter un coup de poignard dans le dos du peuple vietnamien par un de ces « plans globaux » des partages en zones d'influences entre impérialistes U.S. et sociaux-impérialistes soviétiques.

Certes ces plans existent toujours. Plus la victoire est proche, au Vietnam, et plus les embûches et difficultés sont grandes à surmonter. Sur le plan militaire où il s'agit maintenant d'être prêt à enlever les « poches » ennemies, les bases aujourd'hui harcelées et qui sont les points les plus forts. Sur le plan diplomatique où cette sainte-alliance des réactionnaires essaiera jusqu'au bout de « sauver les meubles » de son patron yankee.

La création du G.R.P. est un atout de plus pour triompher de ces nouvelles difficultés.

Le mouvement international de soutien politique au Vietnam l'est aussi, et ici, en France, il est particulièrement important, pour des raisons tant historiques, de l'affection des peuples vietnamien et français, que conjoncturelles, avec la conférence de Paris.

F.N.L. vaincra ! Depuis des années, les marxistes-léninistes de France ont, avec leurs camarades anti-impérialistes, largement popularisé en France ce mot d'ordre et cette certitude. Au point d'infliger de sérieuses défaites aux révisionnistes, longtemps cramponnés au slogan repris par Johnson et Nixon eux-mêmes : « Paix au Vietnam ».

F.N.L. Vainqueur ! Les innombrables manifestations, inscriptions, tracts, articles et prises de paroles doivent et peuvent redoubler aujourd'hui pour populariser et soutenir les justes positions vietnamiennes, dont la victoire contre l'impérialisme américain et ses complices sera aussi la victoire des peuples du monde entier, une immense victoire du marxisme-léninisme.

H.R.

RADIOS REVOLUTIONNAIRES

Ecoutons :

- **RADIO-PEKIN**

  de 19 h. 30 à 20 h. 30 ;
  de 20 h. 30 à 21 h. 30 ;
  de 21 h. 30 à 22 h. 30 ;
  de 22 h. 30 à 23 h. 30
  sur 30 m., 32 m., 42 m. et 45 m.

- **RADIO-TIRANA**

  sur 31 et 42 m.,
  à 6 h., 15 h. 30, 17 h., 19 h., 20 h. ;
  sur 31, 42 et 215 m
  à 22 h. ;
  sur 31 et 451 m.
  à 22 h. 30
  (Emissions d'une demi-heure).

- **RADIO-LIBERATION-FNL**

  sur 25 et 30,50 m
  de 20 h. 30 à 21 h. ;
  sur 39,50 et 40,50 m
  de 23 h. 30 à 24 h.

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

de travail, les cadences, les bas salaires horaires. Mais à cette surexploitation forcenée, le peuple travailleur répondit par la tempête révolutionnaire de mai 68. Dès lors la bourgeoisie devait changer d'homme et chercher à réajuster sa politique.

C'est de cette situation qu'hérite Pompidou, mais avec une marge de manœuvre encore plus réduite. Quelles que soient les modifications qu'il pourra apporter à la politique gaulliste, il n'aura qu'une possibilité : accroître encore l'exploitation du peuple.

Les masses doivent se préparer à résister à une nouvelle offensive du capital et de son pouvoir, l'état bourgeois, à un nouveau degré dans la fascisation. Contre la montée des luttes revendicatives et politiques des travailleurs toutes les forces politiques de la bourgeoisie C.D.R. et révisionnistes du P. « C. » F. et de la C.G.T. en tête vont tout faire pour briser ou dévier les luttes et négocier sur le dos des travailleurs l'acceptation de cette surexploitation contre la promesse d'aumônes insignifiantes. Ils vont tout faire pour canaliser la colère grandissante des masses dans la voie de nouvelles impasses parlementaires.

Plus que jamais, la tâche des marxistes-léninistes sera de faire comprendre clairement aux masses le passage définitif du P. « C. » F. dans le camp de la bourgeoisie. La lutte pour arracher la classe ouvrière au révisionnisme est un combat prolongé.

Et pour la mener à bien il n'y a qu'une seule voie : l'implantation patiente, opiniâtre des marxistes-léninistes dans les masses, le renforcement de l'avant-garde marxiste-léniniste, pour organiser et impulser l'action révolutionnaire des masses.

LISEZ LES PUBLICATIONS CHINOISES EN LANGUE FRANÇAISE :

— Vient de paraître : **LIN PIAO** : RAPPORT AU IXe CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ;
— **MAO TSE-TOUNG** : CITATIONS (« Le Petit Livre Rouge ») ;
— **ŒUVRES CHOISIES DE MAO TSE-TOUNG** : tomes I, II, III, IV, et Ecrits Militaires ;
— BROCHURES TIREES DES ŒUVRES CHOISIES DE **MAO TSE-TOUNG** ;
— et chaque semaine : **PEKIN-INFORMATION** (comprend les principaux articles de la presse chinoise et d'autres documents importants du mouvement communiste marxiste-léniniste international).

ET LES PUBLICATIONS ALBANAISES EN LANGUE FRANÇAISE :

— RAPPORT D'**ENVER HODJA** AU Ve CONGRES ;
— BROCHURES D'ANALYSES SUR LA SITUATION DES PAYS SOUS DOMINATION **REVISIONNISTE** ;
— BROCHURE TIREES DES ŒUVRES DE **STALINE** ;
— etc.

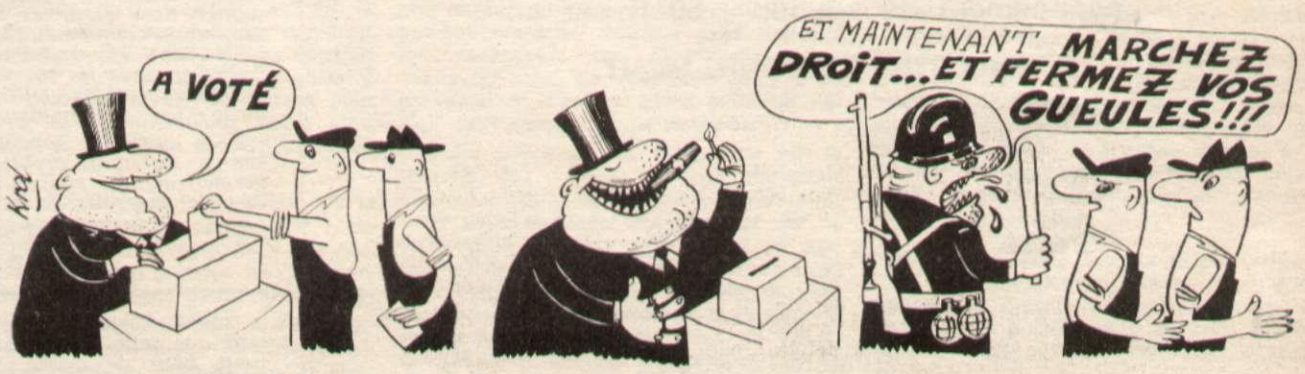
EN VENTE AU « **PHENIX** », **72, boulevard Sébastopol, Paris-3e.**

COMITES DE BASE !
SYNDICATS ANIMES
PAR DES MILITANTS ANTI-REVISIONNISTES
ET ANTI-REFORMISTES !
COMITES DE GREVE !

Adressez-nous systématiquement vos proclamations, bulletins et tracts, fournissez-nous des informations au sujet des luttes menées dans vos entreprises, nos colonnes sont largement ouvertes à tout ce qui reflète la juste lutte de classes contre le patronat-exploiteur, contre le gouvernement et l'Etat au service des monopoles.

Ecrivez-nous.

L'« Humanité-Rouge » est un hebdomadaire au service des luttes des ouvriers, des paysans et des intellectuels !



Le gérant responsable : M. DURAND. Distribué par les N.M.P.P., 111, rue Réaumur, PARIS (2e). Commission Paritaire no 47 291 des Papiers de Presse. Imprimerie N.P.P. Paris (20e) Dépôt légal 2e trimestre